

République du Cameroun

Paix – Travail – Patrie

Agence des Normes et de la Qualité

Direction Générale



Republic of Cameroon

Peace – Work – Fatherland

Standards and Quality Agency

Directorate General

**MAITRE D'OUVRAGE : LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE
DES NORMES ET DE LA QUALITE**

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

DOSSIER DE CONSULTATION

**N°004/DC/ANOR/CIPM/2025 du 14/07/2025 EN PROCEDURE DE GRE A
GRE POUR LA FOURNITURE ET INSTALLATION DES PANNEAUX
SOLAIRES ET DES GROUPES ELECTROGENES A L'AGENCE DES
NORMES ET DE LA QUALITE (ANOR)**

FAISANT SUITE A L'AUTORISATION DE GRE A GRE PAR LETTRE N°04186-
25/L/PR/MINMAP/SG/DGMAS/DMAG/CE2/CEA5/NM DU 27/05/2025

FINANCEMENT : BUDGET DE FONCTIONNEMENT DE L'ANOR, EXERCICE 2025

IMPUTATION : 59-39-004-01-05-01-000006

EXERCICE 2025

DOSSIER DE CONSULTATION

Juillet 2025

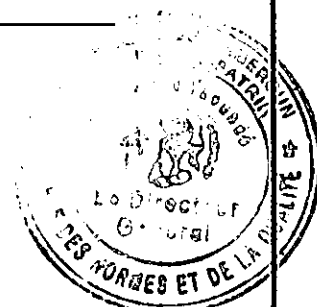


Table des matières

Pièce N°0.	Lettre d'Invitation à Soumissionner.....
Pièce N°1.	Avis de Consultation (AC).....
Pièce N°2.	Règlement Général de la Consultation (RGC).....
Pièce N°3.	Règlement Particulier de la Consultation (RPC)
Pièce N°4.	Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
Pièce N°5.	Termes de Référence
Pièce N°6.	Cadre du Bordereau des prix unitaires et des prix forfaitaires
Pièce N°7.	Cadre du détail quantitatif et estimatif.....
Pièce N°8.	Cadre du sous-détail des prix unitaires.....
Pièce N°9.	Modèle de Marché
Pièce N°10.	Modèle ou formulaires des pièces à utiliser par le Soumissionnaire.....
Pièce N°11.	Charte d'intégrité.....
Pièce N°12.	Engagement social et environnemental
Pièce N°13.	Visa de maturité ou Justificatifs des études préalables.....
Pièce N°14.	Liste des établissements bancaires et organismes financiers habilités à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics
<u>Pièce N°15.</u>	<u>Procédures de soumission en ligne</u>



République du Cameroun

Paix – Travail – Patrie

Agence des Normes et de la Qualité

Direction Générale



Republic of Cameroon

Peace – Work – Fatherland

Standards and Quality Agency

Directorate General

**MAITRE D'OUVRAGE : LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE
DES NORMES ET DE LA QUALITE**

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

DOSSIER DE CONSULTATION

**N°004/DC/ANOR/CIPM/2025 du 14/07/2025 EN PROCEDURE DE GRE A
GRE POUR LA FOURNITURE ET INSTALLATION DES PANNEAUX
SOLAIRES ET DES GROUPES ELECTROGENES A L'AGENCE DES
NORMES ET DE LA QUALITE (ANOR)**

FAISANT SUITE A L'AUTORISATION DE GRE A GRE PAR LETTRE N°04186-
25/L/PR/MINMAP/SG/DGMAS/DMAG/CE2/CEA5/NM DU 27/05/2025

FINANCEMENT : BUDGET DE FONCTIONNEMENT DE L'ANOR, EXERCICE 2025

IMPUTATION : 59-39-004-01-05-01-000006

EXERCICE 2025

DOSSIER DE CONSULTATION

PIECE N°0. LETTRE D'INVITATION A SOUMISSIONNER

Juillet 2025



LE DIRECTEUR GENERAL**A****Monsieur le Directeur Général**

- ETS DUPONT CIRCLE
- ETS TAKOMA
- CONCORDIA

Référence : Fourniture et installation des panneaux solaires et des groupes électrogènes à l'Agence des Normes et de la Qualité

Objet : Lettre d'invitation à soumissionner

Monsieur le Directeur Général,

Faisant suite à l'autorisation de gré à gré par lettre n°04186-25/L/PR/MINMAP/SG/DGMAS/DMAG/CE2/CEA5/NM du 27/05/2025 de monsieur le Ministre Délégué à la Présidence de la République chargé des Marchés Publics, nous vous invitons à nous faire parvenir votre offre de cotation relatif aux Dossier de Consultation N° ____/DC/ANOR/CIPM/2025 du ____ 2025 pour la fourniture et installation des panneaux solaires et des groupes électrogènes à l'Agence des Normes et de la Qualité conformément aux spécifications techniques contenues dans le présent Dossier de Consultation.

Dans cette perspective, j'ai l'honneur de vous inviter à passer retirer auprès de la Direction Générale de l'ANOR (Direction de l'Administration et des Finances, Service des Marchés et Contrats) sise à Bastos, Immeuble Ex Banque Mondiale, Porte R4, B.P. 14966 Yaoundé Tél/fax : 222 20 63 68, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.arpmp.cm)

Votre soumission devra être accompagnée des pièces exigées dans le Dossier de Consultation et devra être transmise en ligne par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le _____.une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli fermé avec indication claire et lisible « **copie de sauvegarde** », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

Le délai d'exécution prévu est de six (06) mois dès notification du Marché.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur Général, l'assurance de ma considération distinguée. /-

Le Directeur Général

Copies:

- ✓ Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP)
- ✓ ARMP ;
- ✓ DG/ANOR ;
- ✓ Président CIPM/ANOR
- ✓ Affichage chrono.



République du Cameroun

Paix – Travail – Patrie

Agence des Normes et de la Qualité

Direction Générale



Republic of Cameroon

Peace – Work – Fatherland

Standards and Quality Agency

Directorate General

**MAITRE D'OUVRAGE : LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE
DES NORMES ET DE LA QUALITE**

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

DOSSIER DE CONSULTATION

**N°004/DC/ANOR/CIPM/2025 du 14/07/2025 EN PROCEDURE DE GRE A
GRE POUR LA FOURNITURE ET INSTALLATION DES PANNEAUX
SOLAIRES ET DES GROUPES ELECTROGENES A L'AGENCE DES
NORMES ET DE LA QUALITE (ANOR)**

FAISANT SUITE A L'AUTORISATION DE GRE A GRE PAR LETTRE N°04186-
25/L/PR/MINMAP/SG/DGMAS/DMAG/CE2/CEA5/NM DU 27/05/2025

FINANCEMENT : BUDGET DE FONCTIONNEMENT DE L'ANOR, EXERCICE 2025

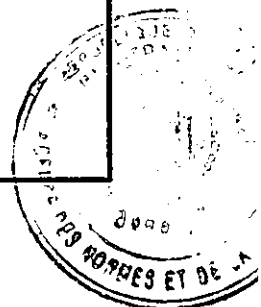
IMPUTATION : 59-39-004-01-05-01-000006

EXERCICE 2025

DOSSIER DE CONSULTATION

PIECE N°1. AVIS DE CONSULTATION (AC)

Juillet 2025





**DOSSIER DE CONSULTATION EN PROCEDURE DE GRE A GRE
N°004/DC/ANOR/CIPM/2025 DU 14/07/2025 POUR LA FOURNITURE ET INSTALLATION DES
Panneaux Solaires A L'AGENCE DE LA NORME ET DE LA QUALITE.**

1. Objet de la Consultation

Le Directeur Général de l'Agence des Normes et de la Qualité, Maître d'Ouvrage, lance un dossier de consultation en procédure de gré à gré pour la fourniture et installation des panneaux solaires et des groupes électrogènes à l'Agence de la Norme et de la Qualité.

2. Consistance des prestations

Les prestations, objet du présent Dossier de Consultation sont constituée d'un seul lot et concerne essentiellement :

- des travaux préparatoires ;
- des équipements principaux (panneaux solaires, groupes électrogènes et etc...) ;
- du câblage électrique ;
- et de l'appareillage de protection électrique du système et chemin de câbles ;
- système de mise à la terre ;
- formation d'un personnel technique dédié de l'ANOR à l'utilisation des équipements.

3. Tranches /Allotissement

Les prestations objet du présent Dossier de Consultation sont réparties en un (01) lot.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de deux cent millions (200 000 000) FCFA TTC.

5. Délai d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations objet du présent Dossier de Consultation est de trois (03) mois.

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent Dossier de Consultation s'adresse aux entreprises de droit camerounais ayant des compétences dans le domaine de la fourniture et l'installation des panneaux solaires et des groupes électrogènes.

7. Financement

Les prestations, objet du présent Dossier de Consultation, sont financées par le budget de l'Agence des Normes et de la Qualité, Exercice 2025, Imputation n° :

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne.

9. Caution de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbré au



tarif en vigueur, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans les domaines des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DC dont le montant s'élève à : quatre millions (4 000 000) FCFA.

Cette caution devra être valable trente (30) jours au-delà de la date de validité des offres et être établie par un établissement bancaire ou un organisme financier de premier ordre agréé par le Ministère chargé des finances à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics, dont la liste figure en pièce N°11 du présent DAO.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics, et assorti du récépissé de consignation délivré par la Caisse de dépôt de consignation (CDEC) entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable. Sous peine de rejet, la caution de soumission doit être conforme aux dispositions de la Lettre-Circulaire n°000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024 relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de restitution, et de déconsignation des cautionnements sur les Marchés Publics.

10. Consultation du Dossier

Le Dossier de Consultation (DC) peut être consulté aux heures ouvrables à la Direction Générale de l'ANOR (Direction de l'Administration et des Finances, Service des Marchés et Contrats) sise à Bastos, Immeuble Ex Banque Mondiale, Porte R4, B.P. 14966 Yaoundé Tél/fax : 222 20 63 68, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier de Consultation

Le Dossier de Consultation (DC) peut être obtenu auprès de la Direction Générale de l'ANOR (Service des Marchés et Contrats), sise à Bastos, Immeuble Ex Banque Mondiale, BP : 14966 Yaoundé Tél/fax : 222 20 63 68, dès publication du présent avis.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DC par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DC.

12. Remise des offres

Chaque offre est rédigée en français et en anglais et devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard **Vendredi le 18 Juillet 2025 à 14 heures**. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra parvenir à la Direction Générale de l'ANOR (Direction de l'Administration et des Finances), sise à Bastos, Immeuble Ex Banque Mondiale, BP : 14966 Yaoundé, tel/fax : 222 20 63 68, sous plis fermée et marquée :

**« DOSSIER DE CONSULTATION N°004/DC/ANOR/CIPM/2025 du 14/07/2025
EN PROCEDURE DE GRE A GRE POUR LA FOURNITURE ET INSTALLATION
DES PANNEAUX SOLAIRES ET DES GROUPES ELECTROGENES
A L'AGENCE DES NORMES ET DE LA QUALITE (ANOR).**

"A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT"

N.B : les tailles maximales des documents, qui vont transiter sur la plateforme et constitués l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour le dossier Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;



- **JPEG pour les images.**

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre conformément aux tailles sus-indiquées.

13. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent parvenir sur la plateforme COLEP. Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Toute offre en noir sur blanc pour la soumission en ligne ;
- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires,
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.
- les plis sans indication de l'identité du Dossier de Consultation ;
- les plis non-conformes au mode de soumission ;
- Toute offre non conforme aux prescriptions du DC.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier de Consultation sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière de première catégorie agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier de Consultation, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fera en un seul temps, à l'Immeuble Siège de l'ANOR sis à Bastos Immeuble Ex Banque Mondiale Vendredi le 18 Juillet 2025 à 15 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés de l'ANOR.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Consultation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

Il s'agit notamment :

15.1 Critères éliminatoires

- De l'absence du cautionnement de soumission et du récépissé de consignations délivré par la CDEC à l'ouverture des plis ;
- De la non-production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission) ;
- Des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces ;
- Note technique inférieure à 80% de « OUI » ;
- Absence de prospectus en couleur accompagnés des fiches techniques du fabricant ;
- Non-respect de l'une des spécifications techniques indiquées dans les Spécifications Techniques du présent DAO ;
- Absence du certificat de garantie d'au moins 6 mois ;
- De l'absence de la charte d'intégrité ;
- De l'absence de la déclaration d'engagement social et environnemental ;
- De l'absence de l'attestation de non abandon de chantier au cours des trois dernières années ;



- Absence de la lettre de soumission ;
- Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- Non-respect du format de fichiers des offres.

15.2. Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront sur :

- la présentation de l'offre numérique ;
- les références du soumissionnaire ;
- le personnel technique et qualification ;
- le matériel à mobiliser ;
- le service-après-vente
- la méthodologie et organisation (mémoire technique, rapport de visite de site, plan d'assurance qualité, méthode HIMO, planning/calendrier de livraison et conforme au délai de livraison et formation du personnel dédié de l'ANOR) ;
- la capacité financière (attestation de capacité financière de 200 000 000 FCFA et Chiffre d'affaires moyens au cours des trois (03) derniers exercices de 300 000 000 FCFA) ;
- les preuves d'acceptations des conditions du marché (Le Cahier des Clauses Administratives Particulières(CCAP) et le Cahier des Spécifications Techniques (CST) paraphée à chaque page, signée datée et cachetée à la dernière page précédée de la mention « lu et approuvé ».

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre aura été évaluée la moins-disante.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant quatre-vingt-dix (90) jours, à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

18. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables, au Service des Marchés et Contrats de l'Agence des Normes et de la Qualité sis à Bastos Immeuble ex Banque Mondiale Porte R4 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

19. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48

Yaoundé, le

Copies :

- Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP)
- ARMP ;
- DG/ANOR ;
- Président CIPM/ANOR
- Affichage chrono.





**CONSULTATION DOCUMENT FOR A DIRECT PROCEDURE No.004 /DC/ANOR/CIPM/2025 OF
14/07/2025 FOR THE SUPPLY AND INSTALLATION OF SOLAR PANELS AT THE AGENCY FOR
STANDARDS AND QUALITY.**

1. Purpose of the Consultation

The Director General of the Standards and Quality Agency, the Project Owner, is launching a consultation file in a negotiated procedure for the supply and installation of solar panels and generators at the Standards and Quality Agency.

2. Scope of services

The services covered by this Consultation File consist of a single lot and mainly concern:

- preparatory work;
- main equipment (solar panels, generators, etc.);
- electrical cabling;
- electrical protection equipment for the system and cable trays;
- grounding system;
- training of dedicated ANOR technical staff in the use of the equipment.

3. Tranches/Allotment

The services covered by this Consultation File are divided into one (01) lot.

4. Estimated cost

The estimated cost of the operation following preliminary studies is two hundred million (200,000,000) CFA francs including tax.

5. Completion deadline

The maximum deadline set by the Project Owner for the performance of the services covered by this Consultation File is three (03) months.

This period shall run from the date of notification of the service order to commence the services.

6. Participation and origin

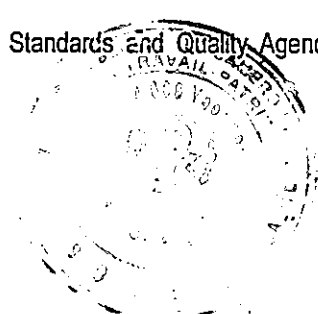
Participation in this Consultation File is open to companies incorporated under Cameroonian law with expertise in the supply and installation of solar panels and generators.

7. Financing

The services covered by this Consultation File are financed by the budget of the Standards and Quality Agency, Financial Year 2025, Allocation No.:

8. Submission method

The submission method chosen for this consultation is online.



9. Tender deposit

Each tenderer must enclose with their administrative documents a tender deposit stamped at the current rate, paid by hand, issued by a body or financial institution approved by the Minister of Finance to issue deposits in the field of public procurement and listed in document 14 of the DC, the amount of which is: four million (4,000,000) CFA francs.

This bond must be valid for thirty (30) days beyond the date of validity of the bids and must be issued by a first-class banking institution or financial organization approved by the Ministry of Finance to issue bonds in the context of public procurement, the list of which is included in document No. 11 of this tender document.

Failure to provide a bid bond issued by a first-class bank or financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue bonds in the context of public procurement, accompanied by a receipt of deposit issued by the Caisse de dépôt de consignation (CDEC), will result in the outright rejection of the bid. A tender bond that is produced but has no connection with the consultation in question shall be considered as missing. The tender bond presented by a tenderer during the opening of tenders shall be inadmissible. Under penalty of rejection, the tender bond must comply with the provisions of Circular Letter No. 000019/LC/MINMAP of 5 June 2024 relating to the procedures for the constitution, deposit, retention, return and release of bonds in public procurement.

10. Consultation of the File

The Consultation File (DC) may be consulted during business hours at the ANOR General Directorate (Administration and Finance Directorate, Markets and Contracts Department) located at Bastos, Former World Bank Building, Gate R4, P.O. Box 14966 Yaoundé Tel/fax: 222 20 63 68, as soon as this notice is published.

It can also be consulted online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.arpmp.cm).

11. Acquisition of the Consultation File

The Consultation File (CF) can be obtained from the ANOR General Directorate (Procurement and Contracts Department), located at Bastos, Former World Bank Building, PO Box: 14966 Yaoundé Tel/fax: 222 20 63 68, upon publication of this notice.

It is also possible to obtain the electronic version of the CD by downloading it free of charge from the above addresses. However, submission by physical or electronic means is conditional upon payment of the CD purchase fee.

12. Submission of bids

Each bid shall be written in French or English and must be submitted by the bidder on the COLEPS platform no later than Friday 18th July 2025 at 2 p.m. A backup copy of the bid saved on a USB stick or CD/DVD must be sent to the ANOR General Management (Administration and Finance Department), located at Bastos, Former World Bank Building, PO Box: 14966 Yaoundé, tel/fax: 222 20 63 68, in a sealed envelope marked:

**"CONSULTATION FILE No. 004/DC/ANOR/CIPM/2025 of the 14/07/2025 IN THE PROCESS OF
NEGOTIATION FOR THE SUPPLY AND INSTALLATION OF SOLAR PANELS AND GENERATORS AT
THE AGENCY FOR STANDARDS AND QUALITY (ANOR)."**

'TO BE OPENED ONLY DURING THE BID EVALUATION SESSION'

N.B: the maximum sizes of the documents that will be transmitted via the platform and constitute the bidder's



offer are as follows:

- 5 MB for the administrative file;
- 15 MB for the technical offer;
- 5 MB for the financial offer.

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

Candidates should use compression software to reduce the size of the files to be transmitted in accordance with the above-mentioned sizes.

13. Admissibility of bids

The administrative documents, technical bid and financial bid must be submitted via the COLEP platform.

The following will be deemed inadmissible by the Project Owner:

- Any offer in black and white for online submission;
- Envelopes bearing information about the identity of the tenderers;
- Envelopes received after the deadline for submission.
- Envelopes without any indication of the identity of the Consultation File;
- Envelopes that do not comply with the submission method;
- Any bid that does not comply with the requirements of the DC.

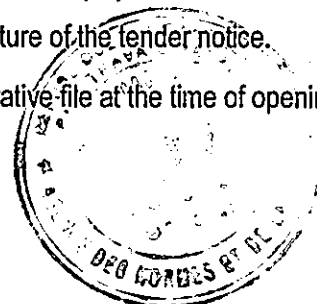
Any bid that is incomplete in accordance with the requirements of the Consultation File will be declared inadmissible. In particular, the absence of a tender bond issued by a first-class financial institution or organization approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public procurement, or failure to comply with the models of the Consultation File documents, will result in the outright rejection of the bid without any recourse. A tender bond that is produced but has no connection with the consultation in question shall be considered as missing. A tender bond presented by a tenderer during the opening of tenders shall be inadmissible.

14. Opening of bids

Bids will be opened at a single time, at the ANOR Headquarters Building located at Bastos Former World Bank Building on Friday 18th July 2025 at 3 p.m. by the ANOR Internal Procurement Commission.

Under penalty of rejection, the required administrative documents must be produced in original or in copies certified as true copies by the issuing department or the competent administrative authority, as stipulated in the Special Consultation Regulations. They must be less than three (03) months old from the original date of submission of bids or have been issued after the date of signature of the tender notice.

In the event of the absence or non-compliance of a document in the administrative file at the time of opening of



the bids after a period of 48 hours granted by the Commission, the bid will be rejected.

15. Evaluation criteria

These include:

15.1 Elimination criteria

- Absence of the tender bond and the receipt of deposit issued by the CDEC at the opening of the bids;
- Failure to produce, within 48 hours after the opening of bids, a document from the administrative file that was deemed non-compliant or missing at the time of the opening of bids (except for the bid bond);
- False declarations, fraudulent manoeuvres or falsification of documents;
- Technical score of less than 80% 'YES';
- Absence of color brochures accompanied by the manufacturer's technical data sheets;
- Non-compliance with any of the technical specifications indicated in the Technical Specifications of this DAO;
- Absence of a warranty certificate of at least 6 months;
- Absence of the integrity charter;
- Absence of the social and environmental commitment statement;
- Absence of the certificate of non-abandonment of the work site during the last three years;
- Absence of the bid letter;
- Absence of a quantified unit price in the financial offer;
- Non-compliance with the file format for offers.

15.2. Essential criteria

The essential criteria for the qualification of bidders will relate to:

- the presentation of the digital offer;
- the bidder's references;
- technical staff and qualifications;
- equipment to be mobilized;
- after-sales service
- methodology and organization (technical report, site visit report, quality assurance plan, HIMO method, delivery schedule/calendar in accordance with the delivery deadline and training of dedicated ANOR staff);
- financial capacity (certificate of financial capacity of 200,000,000 CFA francs and average turnover over the last three (03) financial years of 300,000,000 CFA francs);
- proof of acceptance of the contract conditions (the Special Administrative Terms and Conditions (CCAP) and the Specifications). initialed on each page, signed, dated and stamped on the last page, preceded by the words 'read and approved'.

16. Award

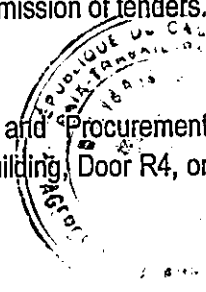
The Contracting Authority shall award the contract to the tenderer who has submitted a tender that meets the required technical and financial qualification criteria and whose tender has been evaluated as the lowest.

17. Validity period of tenders

Tenderers shall remain bound by their tenders for ninety (90) days from the deadline for submission of tenders.

18. Additional information

Additional information may be obtained during business hours from the Contracts and Procurement Department of the Standards and Quality Agency located at Bastos Former World Bank Building, Door R4, or



online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

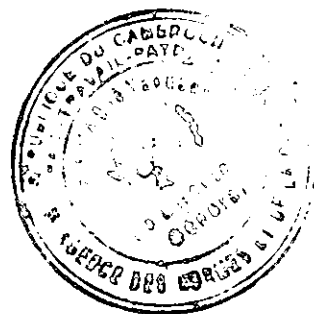
19. Fight against corruption and malpractice

To report any corrupt practices, acts or deeds, please call CONAC on 1517, or the Public Procurement Authority (MINMAP) (SMS or call) on (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaoundé,

Copies:

- *Public Procurement Authority (MINMAP)*
- *ARMP;*
- *DG/ANOR;*
- *President CIPM/ANOR*
- *Chronological display.*



République du Cameroun

Paix – Travail – Patrie

Agence des Normes et de la Qualité

Direction Générale



Republic of Cameroon

Peace – Work – Fatherland

Standards and Quality Agency

Directorate General

**MAITRE D'OUVRAGE : LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE
DES NORMES ET DE LA QUALITE**

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

DOSSIER DE CONSULTATION

**N°004/DC/ANOR/CIPM/2025 du 14/07/2025 EN PROCEDURE DE GRE A
GRE POUR LA FOURNITURE ET INSTALLATION DES PANNEAUX
SOLAIRES ET DES GROUPES ELECTROGENES A L'AGENCE DES
NORMES ET DE LA QUALITE (ANOR)**

**FAISANT SUITE A L'AUTORISATION DE GRE A GRE PAR LETTRE N°04186-
25/L/PR/MINMAP/SG/DGMAS/DMAG/CE2/CEA5/NM DU 27/05/2025**

FINANCEMENT : BUDGET DE FONCTIONNEMENT DE L'ANOR, EXERCICE 2025

IMPUTATION : 59-39-004-01-05-01-000005

EXERCICE 2025

DOSSIER DE CONSULTATION

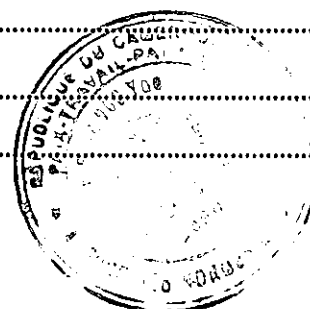
PIECE N°2. REGLEMENT GENERAL DE LA CONSULTATION (RGC)

Juillet 2025



TABLE DES MATIERES

A.	Généralités.....	18
Article 1.	Objet de la consultation	18
Article 2.	Financement.....	18
Article 3.	Principes éthiques	18
Article 4.	Candidats admis à concourir	19
Article 5.	Fournitures et/ou services quantifiables	20
Article 6.	Documents établissant la qualification du Soumissionnaire	20
Article 7.	Visite du site des prestations	21
B.	Dossier de Consultation.....	
Article 8.	Contenu du Dossier de Consultation	21
Article 9.	Eclaircissements apportés au Dossier de Consultation et recours.....	22
Article 10.	Modification du Dossier de Consultation	22
C.	Préparation des offres.....	23
Article 11.	Frais de soumission.....	23
Article 12.	Langue de l'offre.....	23
Article 13.	Documents constituant l'offre	23
Article 14.	Montant de l'offre	24
Article 15.	Monnaies de soumission et de règlement :	25
Article 16.	Documents attestant de l'admissibilité du Soumissionnaire	26
Article 17.	Documents attestant de l'admissibilité des fournitures	26
Article 18.	Documents attestant de la conformité des fournitures.....	26
Article 19.	Validité des offres	27
Article 20.	Reunion préparatoire à l'établissement des offres.....	28
Article 21.	Cautionnement de soumission	28
Article 22.	Forme, format et signature de l'offre.....	28
D.	Dépôt des offres.....	29
Article 23.	Cachetage et marquage des offres	29
Article 24.	Date et heure limite de dépôt des offres	29



Article 25.	Offres hors délai	30
Article 26.	Modification, substitution et retrait des offres.....	30
E.	Ouverture des plis et évaluation des offres.....	30
Article 27.	Ouverture des plis et recours.....	31
Article 28.	Caractère confidentiel de la procédure	32
Article 29.	Eclaircissements sur les offres et contacts avec le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué	32
Article 30.	Détermination de la Conformité des offres	32
Article 31.	Critères d'évaluation et de qualification du soumissionnaire	33
Article 32.	Correction des erreurs.....	33
Article 33.	Conversion en une seule monnaie	33
Article 34.	Evaluation et Comparaison des offres.....	33
Article 35.	Marge de préférence accordée aux soumissionnaires nationaux.....	34
F.	Attribution du Marché.....	34
Article 36.	Attribution	34
Article 37.	Droit du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué de déclarer un appel d'offres infructueux ou d'annuler une procédure	35
Article 38.	Notification de l'attribution du marché.....	35
Article 39.	Publication des résultats d'attribution du marché et recours	35
Article 40.	Signature du marché	36
Article 41	Cautionnement définitif.....	36



REGLEMENT GENERAL DE LA CONSULTATION

A. GENERALITES

Article 1- Objet de la consultation

- 1.1. Le Directeur Général de l'Agence des Normes et de la Qualité, Maître d'Ouvrage, lance un dossier de consultation en procédure de gré à gré pour la fourniture et installation des panneaux solaires et groupes électrogènes à l'Agence de la Norme et la Qualité.
- 1.2. Le Soumissionnaire retenu ou attributaire, doit livrer les fournitures et services quantifiables dans le délai prévisionnel indiqué dans le RPC, et qui court sauf stipulation contraire du CCAP, à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage des prestations.
- 1.3. Dans le présent Dossier de Consultation, le terme "jour" désigne un jour calendaire, à l'exception des jours ouvrables expressément spécifiés dans le code des marchés publics.

Article 2- Financement

La source de financement des fournitures et/ou services connexes objet du présent appel à consultation est précisée dans le RPC.

Article 3- Principes éthiques

3.1. Les agents relevant du service public, les soumissionnaires et les titulaires de marché, ainsi que toute personne intervenant à quelque titre que ce soit dans la chaîne de passation, d'exécution, de contrôle et de régulation des marchés, sont soumis aux dispositions des lois et règlements interdisant les actes de corruption, les manœuvres frauduleuses, les pratiques collusoires, coercitives ou obstructives, les conflits d'intérêts, les délits d'initiés et les complicités.

A cet égard, ils souscrivent la charte d'intégrité dont le modèle est joint en annexe du présent Dossier de Consultation (pièce 10).

En vertu de ces principes, le Maître d'ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué

a) définit, aux fins de cette clause, les expressions de la manière suivante :

- i. Est convaincu d'acte de "corruption" quiconque offre, donne, sollicite ou accepte un quelconque avantage en vue d'influencer l'action d'un agent public au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché
- ii. Se livre à des « manœuvres frauduleuses » quiconque déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution d'un marché.
- iii. Sont convaincus de « pratiques collusoires » deux ou plusieurs soumissionnaires qui s'entendent dans le but de maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu de la concurrence
- iv. Se livre à des « pratiques coercitives », quiconque porte atteinte aux personnes ou à leurs biens ou profère des menaces à leur encontre de manière directe ou indirecte, afin d'influencer leurs actions au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché
- v-Se livre aux « pratiques obstructives », quiconque commet des actes visant à la destruction, la falsification, l'altération ou la dissimulation des preuves sur lesquelles se fonde une enquête ou toutes fausses déclarations faites aux enquêteurs ou bien toute menace, harcèlement ou intimidation à l'encontre d'une personne aux fins de l'empêcher de révéler des informations relatives à une enquête, ou bien de poursuivre celle-ci.
- vi. Le « conflit d'intérêt » désigne toute situation dans laquelle le titulaire d'un marché ou surveillant des procédures de passation et /ou de l'exécution du marché pourrait tirer des profits directs ou indirects d'un marché conclu par le Maître d'ouvrage ou Maître d'ouvrage Délégué, d'une affectation ou toute situation dans laquelle il a des intérêts personnels ou financiers suffisant pour compromettre son impartialité dans l'accomplissement de ses fonctions ou de nature à affecter défavorablement son jugement.

vii -Les Présidents, membres, secrétaires et experts des commissions des marchés publics, sous – commission d'analyse et responsables chargés des marchés sont astreints à l'obligation de réserve et de discrétion.

Ils doivent s'abstenir de toute action de nature à compromettre leur objectivité et, dans tous les cas, ne disposer d'aucun intérêt financier, personnel ou autre lié au marché e examen.

viii- En cas de conflit d'intérêt, les Présidents, les Experts et les membres des Commission de Passation des Marchés et des Commission de Contrôle des Marchés et ceux des sous commissions d'analyse, ainsi que les Observateurs indépendants doivent le signaler par écrit au Maître d'Ouvrage, ou au Président de la Commission de passation des marchés publics sous peine des sanctions prévues par la réglementation en vigueur. Dans ce cas, il est alors pourvu à leur remplacement pour les marchés concernés.

ix. La complicité s'entend de :

1. L'omission ou la négligence d'effectuer les contrôles ou de donner les avis techniques prescrits ;
2. L'abstention volontaire de porter à la connaissance du Maître d'ouvrage ou de l'autorité compétente, les irrégularités constatées lors de la réalisation de ses missions.

b. rejettera toute proposition d'attribution, s'il est prouvé que l'attributaire proposé est directement ou par l'intermédiaire d'un agent, coupable de corruption, de conflit d'intérêt, de complicité ou s'est livré à des manœuvres frauduleuses, des pratiques collusoires, coercitives ou obstructives pour l'attribution de ce marché.

3.2. L'Autorité chargée des marchés publics peut à titre conservatoire, prendre une décision d'interdiction de soumissionner pendant une période n'excédant pas deux (02) ans, à l'encontre de tout soumissionnaire ou cocontractant de l'Administration pour trafic d'influence, de conflits d'intérêts, de délit d'initiés, de complicité, de fraude, de corruption ou de production de documents non authentiques dans son offre, sans préjudice des poursuites pénales qui pourraient être engagées contre lui.

3.3. L'Autorité chargée des Marchés Publics, peut prendre à l'encontre des acteurs publics reconnus coupables de violation des dispositions du Code des Marchés Publics, une décision d'interdiction d'intervenir dans la passation et le suivi de l'exécution des Marchés Publics pendant une période n'excédant pas deux (2) ans.

Article 4- Candidats admis à concourir

4.1). En dehors de l'appel d'offres restreint qui s'adresse à tous les candidats retenus à l'issue de la procédure de préqualification et/ou ceux retenus dans le cadre de la catégorisation préalablement indiquée dans l'avis d'appel d'offres et rappelé dans le RPC, en règle générale, l'appel d'offres s'adresse à tous les soumissionnaires, sous réserve qu'ils remplissent les conditions d'éligibilité ci-après :

- a. Un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) doit être d'un pays éligible, conformément à la convention de financement, le cas échéant ;
- b. Un soumissionnaire (y compris tous les membres d'un groupement d'entreprises et tous les sous-traitants du soumissionnaire) ne doit pas se trouver en situation de conflit d'intérêt sous peine de disqualification de toutes les offres auxquelles il aura participé. Un soumissionnaire peut être jugé comme étant en situation de conflit d'intérêt dans les conditions ci-après :
 - i. est associé ou a été associé dans le passé, à une entreprise (ou à une filiale de cette entreprise) qui a fourni des services de consultant pour la conception, la préparation des spécifications et autres documents utilisés dans le cadre des marchés passés au titre du présent appel d'offres ;
 - ii. Présente plus d'une offre dans le cadre du présent appel d'offres, à l'exception des offres variantes autorisées selon la clause 17, le cas échéant ; cependant, ceci ne fait pas obstacle à la participation de sous- traitants dans plus d'une offre ;
 - iii. est dans le cadre d'un même appel d'offres, représentant légal d'un autre soumissionnaire au présent appel d'offres ;
 - iv. est affilié à un groupe ou entité que le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué a recruté ou envisage de recruter pour participer au contrôle ;
 - v. le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué participe au capital du soumissionnaire de nature à compromettre la transparence des procédures de passation des marchés publics ;

- c. Une personne morale de droit public si elle démontre qu'elle est (i) juridiquement et financièrement autonome, (ii) gérée selon les règles de la comptabilité privée et (iii) n'est pas sous la tutelle du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué sauf autorisation expresse de l'Autorité chargée des marchés publics.
 - d. Les organisations de la société civile et les Etablissements publics à condition que les prix proposés soient concurrentiels, c'est-à-dire, qu'ils aient été déterminés(i) en prenant en compte l'ensemble des coûts directs et indirects concourant à la formation du prix de la prestation objet du contrat et(ii) qu'ils n'ont pas bénéficié, dans la détermination de ce prix, des avantages découlant des ressources qui leurs sont attribuées au titre de leurs missions de service public.
- 4.2. L'appel d'offres est ouvert/ou restreint selon les spécifications du RPC à tous les soumissionnaires qui remplissent les conditions ci-après :
- a. ne pas être en état de liquidation judiciaire ou en faillite;
 - b. ne pas être frappé de l'une des interdictions ou d'échéances prévues par les lois et règlements en vigueur, aussi bien au plan national qu'international;
 - c. souscrire aux déclarations prévues par les lois et règlements en vigueur.
- 4.3 Pour soumissionner par voie électronique via COLEPS ou tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage, le candidat ou soumissionnaire doit être enregistré sur ladite plateforme et disposer d'un certificat électronique valide.
- 4.4. Si l'appel d'offres est restreint, la consultation s'adresse à tous les candidats retenus à l'issue de la procédure de préqualification et/ou à ceux retenus dans le cadre de la catégorisation préalablement indiquée dans l'avis d'appel d'offres et rappelée dans le RPC.

Article 5- Fournitures et/ou services quantifiables

- 5.1. Le terme « fournitures » désigne tous les produits, matières premières, machines, équipements et tous autres matériaux que le Fournisseur est tenu de livrer en exécution du Marché
- 5.2. Le terme « services quantifiable » désigne notamment les prestations de services concernant entre autres, le gardiennage, le nettoyage ou l'entretien des édifices publics ou des espaces verts, l'entretien ou la maintenance des matériels et équipements de bureau ou d'informatique, l'assurance, à l'exclusion de l'assurance maladie etc. ;

Article 6- Documents établissant la qualification du Soumissionnaire

- 6.1. Les soumissionnaires doivent, comme partie intégrante de leur offre :
 - a. Produire un pouvoir habilitant le signataire de la soumission à engager le Soumissionnaire ;
 - b. Fournir les documents permettant d'établir la qualification du soumissionnaire selon la liste prévue dans le RPC et comprenant notamment, toutes les informations qui leur sont demandées dans le RPC, afin d'établir leur qualification pour exécuter le marché.
- Les informations relatives aux points suivants sont exigées le cas échéant:
- i. La production de l'extrait des bilans certifiés faisant ressortir le chiffre d'affaires et les résultats ;
 - ii. l'accès à une ligne de crédit ou disposition d'autres ressources financières;
 - iii. Les marchés exécutés ;
 - iv. La disponibilité du matériel indispensable.
 - v . Le certificat de catégorisation pour les prestataires de fourniture et services quantifiable, le cas échéant.
- 6.2. Les soumissions présentées par deux ou plusieurs fournisseurs groupés (co-traitance) doivent satisfaire aux conditions suivantes :
- a. L'offre devra inclure pour chacun des fournisseurs, tous les renseignements énumérés à l'Article 6.1 ci-dessus. Le RPC devra préciser les informations à fournir par le groupement et celles à fournir par chaque membre du groupement ;
 - b. L'offre et le marché doivent être signés de façon à obliger tous les membres du groupement ;
 - c. La nature du groupement (conjoint ou solidaire tel que requis dans le RPC) doit être précisée et justifiée par la production d'une copie de l'accord de groupement en bonne et due forme ;
 - d. Le membre du groupement désigné comme mandataire, représentera l'ensemble des entreprises vis à vis du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué pour l'exécution du marché ;



e. En cas de groupement solidaire, les co-traitants se répartissent les paiements qui sont effectués par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dans un compte unique. En cas de groupement conjoint, les tâches de chaque membre doivent être précisées et chaque entreprise est payée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dans son propre compte.

6.3. Les soumissionnaires doivent également présenter des propositions suffisamment détaillées pour démontrer qu'elles sont conformes aux spécifications techniques et aux délais d'exécution visés dans le RPC.

6.4. Les soumissionnaires qui sollicitent le bénéfice d'une marge de préférence, doivent fournir tous les renseignements nécessaires pour prouver qu'ils satisfont aux critères d'éligibilité décrits à l'article 33 du RGC.

Article 7- Visite du site des prestations

7.1. Il est conseillé au soumissionnaire de visiter et d'inspecter le site des prestations et ses environs et d'obtenir par lui-même, et sous sa propre responsabilité, tous les renseignements qui peuvent être nécessaires pour la préparation de l'offre et l'exécution des prestations. Cette visite lorsqu'elle est exigée dans le RPC, doit être sanctionnée par une attestation de visite du site signée sur l'honneur par le soumissionnaire, faisant ressortir une description du site ainsi que les observations sur les conditions d'exécution des prestations. Les coûts liés à la visite du site sont à la charge du Soumissionnaire.

7.2. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué est tenu d'autoriser le Soumissionnaire qui en fait la demande et ses employés ou agents, à pénétrer dans ses locaux et sur ses terrains aux fins de ladite visite, mais seulement à la condition expresse que le Soumissionnaire, ses employés et agents dégagent le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué, de toute responsabilité pouvant en résulter

Le soumissionnaire demeure responsable des accidents mortels ou corporels, des pertes ou dommages matériels, coûts et frais encourus du fait de cette visite.

7.3. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué peut organiser une visite du site des prestations et / ou une réunion préparatoire à l'établissement des offres.

B. RGC

Article 8- Contenu du Dossier de Consultation

8.1. Le Dossier de Consultation décrit les fournitures et /ou services quantifiable faisant l'objet du marché, fixe les procédures de consultation des entreprises et précise les conditions du marché. Outre le(s) additif(s) publié(s) conformément à l'article 10 du RGC. Il comprend les documents énumérés ci-après :

- Pièce n°1 : l'Avis de Consultation rédigé en français et en anglais (AC)
- Pièce n°2 : le Règlement Général de la Consultation (RGC)
- Pièce n°3 : le Règlement Particulier de la Consultation (RPC)
- Pièce n° 4 : le cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Pièce n° 5 : le Cahier des Spécifications techniques (CST) de la fourniture qui comprend la liste des fournitures et services connexes le cas échéant, ou les spécifications techniques le cas échéant.
- Pièce n° 6: le Cadre du Bordereau des prix unitaires et forfaitaires
- Pièce n° 7: le Cadre du détail estimatif
- Pièce n° 8: le Cadre des sous-détails des prix unitaires et/ou de la décomposition des prix le cas échéant
- Pièce n° 9: le Modèle de marché
- Pièce n° 10 : Les Modèles ou formulaires types à utiliser par les Soumissionnaires, notamment :
 - a. Le Modèle de lettre de soumission;
 - b. Le Modèle de cautionnement de soumission ;
 - c. Le Modèle de cautionnement définitif ;
 - d. Le cautionnement d'avance de démarrage ;
 - e. Le Modèle de cautionnement de bonne exécution en remplacement de la retenue de garantie ;
 - f. Le modèle d'autorisation du fabricant ;
 - g. Les Modèles de fiches de présentation du matériel, personnel et références ;
 - h. Le cadre du planning d'exécution ;
 - i. Le Modèle de fiches de prestations susceptibles d'être sous-traitées.;
- Pièce n° 11 : le formulaire de la charte d'intégrité.
- Pièce n° 12 : le formulaire de la déclaration d'engagement au respect des clauses sociales et



environnementales.

- Pièce n° 13 : le Visa de maturité ou tout autre justificatif des études préalables à remplir par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué, la disponibilité du financement ou l'inscription budgétaire.
 - Pièce n° 14 : La liste des établissements bancaires et organismes financiers habilités par le Ministre en charge des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics.
- 8.2. Le Soumissionnaire doit examiner l'ensemble des règlements, formulaires, conditions et spécifications contenus dans le DC. Il lui appartient de fournir tous les renseignements demandés et de préparer une offre conforme à tous égards audit dossier.

Article 9- Eclaircissements apportés au Dossier de Consultation et recours

- 9.1. a) Tout soumissionnaire désirant obtenir des éclaircissements sur le Dossier de Consultation peut en faire la demande à l'Autorité Contractante par écrit ou par courrier électronique (télécopie ou e-mail) à l'adresse du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué indiquée dans le RPC ou via COLEPS avec copie à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics. **Cependant, l'Autorité Contractante répondra par écrit ou par courrier électronique ou via COLEPS ou par tout autre moyen de communication électronique indiqué dans le DC à toute demande d'éclaircissement reçue au moins quatorze (14) jours avant la date limite de dépôt des offres.**
- 9.1.b). Une copie de la réponse de l'Autorité Contractante, indiquant la question posée mais ne mentionnant pas son auteur, est adressée à tous les soumissionnaires ayant acheté le Dossier de Consultation dans un délai maximal de cinq (05) jours.
9. 2. Tout soumissionnaire qui s'estime lésé peut introduire une requête auprès du Maître d'ouvrage et ou du Maître d'ouvrage Délégué.

En cas d'appel d'offres restreint :

- a. Le recours en phase de préqualification doit porter sur des demandes de réexamen des conditions de sollicitation, de préqualification ou sur des demandes de réexamen des décisions ou actes pris et publiés par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué lors de la procédure de préqualification ;
- b. Les candidats disposent de cinq (05) jours ouvrables avant la date de dépôt des candidatures et cinq (05) jours ouvrables après la publication des résultats de la préqualification pour introduire leur recours auprès du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué, avec copie à l'Autorité chargée des marchés publics et à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics ;
- c. Ce recours n'est pas suspensif.

En cas d'appel d'offres ouvert :

- a. Le recours doit intervenir entre la publication de l'Avis de Consultation et l'ouverture des plis et être adressé au Maître d'ouvrage ou au Maître d'ouvrage Délégué avec copie à l'Autorité chargée des Marchés Publics et à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics ;
- b. Il doit parvenir au Maître d'ouvrage ou au Maître d'ouvrage Délégué au plus tard quatorze (14) jours ouvrables avant la date d'ouverture des offres ;
- c. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dispose de cinq (05) jours ouvrables pour réagir. La copie de la réaction est transmise à l'Autorité chargée des Marchés Publics et à l'Organisme Chargé de la Régulation des Marchés Publics ;
- d. En cas de désaccord entre le requérant et le Maître d'ouvrage-au-ou le Maître d'ouvrage Délégué, le recours est porté par le requérant au Comité chargé de l'examen des recours.
- e. Ce recours n'est pas suspensif.

Article 10- Modification du Dossier de Consultation

10.1 Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué peut, à tout moment avant la date limite de dépôt des offres et pour tout motif, que ce soit à son initiative ou consécutivement à une saisine d'un soumissionnaire modifier le Dossier de Consultation en publiant un additif.

10.2. Tout additif ainsi publié fera partie intégrante du Dossier de Consultation conformément à l'Article 8 du RGC et doit être communiqué par écrit ou signifié par tout moyen laissant trace écrite à tous les soumissionnaires ayant acheté le Dossier de Consultation ou via COLEPS ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage dans le DC.

10.3. Afin de donner aux soumissionnaires suffisamment de temps pour tenir compte de l'additif dans la

préparation de leurs offres, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué devra reporter, autant que nécessaire, la date limite de dépôt des offres, conformément aux dispositions de l'Article 22.2 du RGC.

C. PREPARATION DES OFFRES

Article 11- Frais de soumission

Le Soumissionnaire supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son offre. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué n'est en aucun cas responsable de ces frais, ni tenu de les régler, quel que soit le déroulement ou l'issue de la procédure d'appel à consultation.

Article 12- Langue de l'offre

L'offre ainsi que toute correspondance et tout document, échangé entre le Soumissionnaire et le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué seront rédigés en français ou en anglais. Les documents complémentaires et les imprimés fournis par le soumissionnaire peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d'être accompagnés d'une traduction précise en français ou en anglais ; auquel cas et aux fins d'interprétation de l'offre, la traduction fera foi.

Article 13- Documents constituant l'offre

13.1. L'offre présentée par le soumissionnaire comprendra les documents détaillés au RPC, dûment remplis et regroupés en trois volumes :

a. Volume 1 : Dossier administratif

Il comprend notamment :

a.1. Tous les documents attestant que le soumissionnaire :

- a souscrit les déclarations prévues par les lois et règlements en vigueur ;
- s'est acquitté des droits, taxes, impôts, cotisations, contributions, redevances ou prélèvements de quelque nature que ce soit ;
- n'est pas en état de liquidation judiciaire ou en faillite ;
- n'est pas frappé de l'une des interdictions ou d'échéances prévues par les lois et règlements en vigueur, aussi bien au plan national qu'international.

a.2. Le cautionnement de soumission établi conformément aux dispositions de l'Article 20 du RGC ;

a.3. L'acte écrit donnant pouvoir au signataire de l'offre d'engager la personne morale soumissionnaire, le cas échéant conformément aux dispositions de l'article 6.1 du RGC ;

b. Volume 2 : Offre technique

Il comprend notamment :

b.1. Les renseignements sur la qualification

Le RPC précise la liste des documents à fournir attestant de la qualification des soumissionnaires et conformément à l'Article 6.1 du RGC, notamment les références de l'entreprise (prestations similaires), les spécifications techniques, le service après-vente, le matériel et le personnel.

b.2. Les propositions techniques

Le RPC précise les éléments constitutifs de la proposition technique des soumissionnaires, notamment :

- Une description détaillée des caractéristiques techniques, les performances, les marques, les modèles et les références des matériels proposés accompagnés de prospectus et fiches techniques conformément à l'article 17 du RGC (*Toute référence à des noms de marque ou à des spécifications exclusives émanant d'un fournisseur ou prestataire particulier est interdite. Toutefois, une telle indication accompagnée de la mention « ou équivalent » est autorisée lorsque les Maîtres d'ouvrage n'ont pas la possibilité de donner une description de l'objet du marché, au moyen de spécifications suffisamment précises et intelligibles pour tous les intéressés*) ;
- Le calendrier, le planning et le délai de livraison des prestations ;

b.3. Les preuves d'acceptations des conditions du marché

Le soumissionnaire remettra les copies dûment paraphées, renseignées et signées des documents à caractères administratif et technique régissant le marché, à savoir :

- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;

- Les spécifications techniques ou cahier des clauses techniques Particulières (CCTP).

b .4. Commentaires CCAP et CCTP

Les soumissionnaires formuleront un commentaire sur les spécifications techniques des fournitures, assortis d'éventuelles propositions.

b .5. la charte d'intégrité

b-6- la déclaration d'engagement au respect des clauses sociales et environnementales

c. Volume 3 : Offre financière

Le RPC précise les éléments permettant de justifier le coût des prestations, à savoir :

- La soumission proprement dite, en original rédigée selon le modèle ou formulaire type joint, timbrée au tarif en vigueur, signée et datée ;
- Le bordereau des Prix Unitaires et/ou forfaitaires dûment rempli ;
- Le détail quantitatif et estimatif dûment rempli ;
- Le Sous-Détails des Prix Unitaires et/ou la décomposition des prix forfaitaires.
- L'échéancier prévisionnel de paiements, le cas échéant

Les soumissionnaires utiliseront à cet effet les pièces et modèles ou formulaires prévus dans le Dossier de Consultation, sous réserve des dispositions de l'Article 20 du RGC concernant les autres formes possibles de Cautionnement de Soumission.

13.2. Si, conformément aux dispositions du RPC, les soumissionnaires présentent des offres pour plusieurs lots du même appel d'offres, ils pourront indiquer les rabais offerts en cas d'attribution de plus d'un lot.

13.3. Le RPC indique combien de temps les propositions doivent demeurer valides à compter de la date de soumission. Pendant cette période, les soumissionnaires doivent garder à disposition le personnel spécialisé proposé pour la mission. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué fait tout son possible pour mener à bien les négociations dans ces délais. Si celui-ci souhaite prolonger la durée de validité des propositions, les Candidats qui n'y consentent pas sont en droit de refuser une telle prolongation

Article 14- Montant de l'offre

14.1. Sauf indication contraire figurant dans le Dossier de Consultation, le montant du marché couvrira l'ensemble des fournitures et services connexes décrits à l'article 1.1 du RPC, sur la base du Bordereau des Prix et du Détail Quantitatif et Estimatif chiffrés, ainsi que du sous-détail des prix unitaires et de la décomposition des prix forfaitaires présentés par le soumissionnaire le cas échéant.

14.2. Le soumissionnaire remplira les prix unitaires et totaux de tous les postes du bordereau de prix et du Détail quantitatif et estimatif.

14.2 Sous réserve des dispositions contraires prévues dans le RPC et le CCAP, les prix proposés dans le cadre du sous-détail des prix pour les Fournitures et Services quantifiables, seront présentés de la manière suivante :

a. Pour les fournitures fabriquées au Cameroun :

- i. le prix des fournitures EXW (sortie usine, fabrique, magasin d'exposition, entrepôt ou magasin de ventes, suivant le cas), y compris tous les droits de douanes, taxes sur les ventes ou autres déjà payés ou à payer sur les composants ou matières premières utilisés dans la fabrication ou l'assemblage des fournitures ;
- ii. les taxes sur les ventes et autres taxes perçues sur les fournitures qui seront dues si le Marché est attribué ;
- iii. le prix des transports intérieurs, assurance et autres services locaux afférents à la livraison des fournitures jusqu'à leur destination finale (site du Projet) spécifiée dans le RPC.

b. Pour les fournitures à importer :

- i. le prix des fournitures DAP- lieu de destination, tel que stipulé au RPC ;
- ii. le prix des transports intérieurs, assurance et autres services locaux afférents à la livraison des fournitures du lieu de destination indiqué (CIP) à leur destination finale (site du Projet) spécifiée au RPC ; et
- iii. le prix des fournitures à importer doit être indiqué DAP lieu de destination, si le RPC le stipule; à la place du prix DAP indiqué en (b)(i) ci-dessus.

- iv. le fournisseur est libre, en indiquant le prix, de recourir à un transporteur et d'obtenir des prestations d'assurance en provenance de tout pays, sous réserve des conditions d'éligibilité liées à la Convention de financement.
 - v. les conditions générales types des prix sont régies par les règles prescrites dans la dernière édition d'Incoterms publiée par la Chambre de commerce internationale à la date de l'appel d'offres ou à la date spécifiée dans le RPC.
- c. Pour les fournitures déjà importées, le prix indiqué sera différent de la valeur originelle d'importation de ces fournitures déclarées en douane, et devra inclure toute réduction ou toute marge de l'agent ou du représentant local, ainsi que les coûts locaux y afférents, à l'exclusion des droits de douanes et taxes d'importation déjà payés et/ou restant à payer par le Fournisseur. Par souci de clarté, il est demandé aux soumissionnaires d'indiquer : (a) leur prix comprenant les droits de douanes et d'importation initiaux, (b) le montant de ces mêmes droits de douanes et d'importation, et (c) leur prix, hors taxes d'importation qui est la différence entre les montants (a) et (b).
- i. le prix des fournitures, incluant leur valeur d'importation initiale et la marge (ou réduction) éventuelle, ainsi que les autres coûts, droits de douanes et autres taxes d'importation déjà payés ou à payer sur ces fournitures ;
 - ii. les droits de douanes et autres taxes d'importation déjà payés (justifiés par des documents) ou à payer sur les fournitures déjà importées ;
 - iii. le prix des fournitures obtenu par différence de (i) et (ii) ci avant ;
 - iv. les taxes sur les ventes et autres taxes perçues sur les fournitures qui seront dues au Cameroun si le Marché est attribué ;
 - v. le prix des transports intérieurs, assurance et autres services locaux afférents à la livraison des fournitures jusqu'à leur destination finale (site du projet) spécifiée dans le RPC.
- d. Pour les services connexes, autres que transports intérieurs et autres services nécessaires pour acheminer les fournitures à leur lieu de destination finale, lorsque de tels services connexes sont requis :
- i. le prix de chaque élément faisant partie des services connexes y compris ;
 - ii. tous les droits de douane, taxes sur les ventes et autres taxes similaires perçues sur les services connexes au Cameroun si le marché est attribué.

14.3. Les prix offerts par le soumissionnaire seront fermes pendant toute la durée d'exécution du Marché et ne pourront varier en aucune manière, sauf disposition contraire du RPC. Une offre assortie d'une clause de révision des prix sera considérée comme non conforme et sera écartée, en application de l'article 29 du RGC.

14.4. Si les clauses de révision et/ou d'actualisation des prix sont prévues au marché, la date d'établissement des prix initiaux, ainsi que les modalités de révision et/ou d'actualisation desdits prix doivent être précisées. Tout Marché dont la durée d'exécution est au plus égale à un (1) an ne peut faire l'objet de révision de prix.

14.5. Si les clauses de révision et/ou d'actualisation des prix sont prévues au marché, la date d'établissement des prix initiaux, ainsi que les modalités de révision et/ou d'actualisation desdits prix doivent être précisées. Tout Marché dont la durée d'exécution est au plus égale à un (1) an ne peut faire l'objet de révision de prix.

14.5. Tous les prix unitaires assortis des quantités doivent être justifiés par des sous-détails établis conformément au cadre proposé à la pièce N° 8 du DC.

14.4. Au cas où l'appel d'offres comprend plusieurs lots, les prix indiqués pour un lot donné devront correspondre à la totalité des articles de ce lot, et à la totalité de la quantité indiquée pour chaque article.

14.5. Les soumissionnaires indiqueront les rabais consentis dans leurs offres. Par ailleurs, ils préciseront les conditions d'application de ce rabais.

Article 15- Monnaies de soumission et de règlement :

15.1. En cas d'Appels d'Offres Internationaux, les monnaies de l'offre doivent suivre les dispositions soit de l'Option A ou de l'Option B ci-dessous ; l'option applicable étant celle retenue dans le RPC.

15.2. Option A : le montant de la soumission est libellé entièrement en monnaie nationale

Le montant de la soumission, les prix unitaires du bordereau des prix et les prix du détail quantitatif et estimatif sont libellés entièrement en francs CFA de la manière suivante :

- a. Les prix seront entièrement libellés dans la monnaie nationale. Le soumissionnaire qui compte engager des dépenses dans d'autres monnaies pour la réalisation des Prestations, indiquera en annexe à la soumission le ou les pourcentages du montant de l'offre nécessaires pour couvrir les besoins en monnaies étrangères, sans excéder un maximum de trois monnaies de pays membres de l'institution de

financement du marché.

- b. Les taux de change utilisés par le Soumissionnaire pour convertir son offre en monnaie nationale seront spécifiés par le soumissionnaire en annexe à la soumission conformément aux précisions du RPC. Ils seront appliqués pour tout paiement au titre du Marché, pour qu'aucun risque de change ne soit supporté par le Soumissionnaire retenu.

15.3. Option B : Le montant de la soumission est directement libellé en monnaie nationale et étrangère.

Le soumissionnaire libellera les prix unitaires du bordereau des prix et les prix du Détail quantitatif et estimatif de la manière suivante :

- a. Les prix des intrants nécessaires aux fournitures et services quantifiables que le Soumissionnaire compte se procurer dans le pays du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué seront libellés en francs CFA tels que spécifié au RPC et dénommée "monnaie nationale".
- b. Les prix des intrants nécessaires aux fournitures et services quantifiables que le soumissionnaire compte se procurer en dehors du pays du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué seront libellés dans la monnaie du pays du soumissionnaire ou de celle d'un pays membre éligible largement utilisée dans le commerce international.

15.4. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué peut demander aux soumissionnaires d'exprimer leurs besoins en monnaies nationale et étrangère et de justifier que les montants inclus dans les prix unitaires et totaux, et indiqués en annexe à la soumission, sont raisonnables ; à cette fin, un état détaillé de ses besoins en monnaies étrangères sera fourni par le soumissionnaire.

15.5. Durant l'exécution des fournitures et services quantifiables, la plupart des monnaies étrangères restant à payer sur le montant du marché peut être révisée d'un commun accord par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué et l'entreprise de façon à tenir compte de toute modification survenue dans les besoins en devises au titre du marché.

Article 16- Documents attestant de l'admissibilité du Soumissionnaire

Le Soumissionnaire fournira, en tant que partie intégrante de son offre, des documents attestant qu'il satisfait aux dispositions de l'article 4 du RGC.

Article 17- Documents attestant de l'admissibilité des fournitures

17.1. En application des dispositions de l'article 5 du RGC, le Soumissionnaire fournira, en tant que partie intégrante de son offre, les documents attestant que l'ensemble des fournitures et services qu'il se propose de fournir en exécution du Marché satisfont aux clauses techniques particulières.

17.2. S'agissant des fournitures importées, les documents y afférant consisteront en une déclaration sur le pays d'origine des fournitures et services proposés dans le Bordereau des prix, déclaration à confirmer par un certificat d'origine délivré au moment de l'embarquement, entre autres.

Article 18- Documents attestant de la conformité des fournitures

18.1. Pour établir la conformité des fournitures et /ou services quantifiables au RGC, le Soumissionnaire fournira dans le cadre de son offre les preuves écrites que les fournitures ou services se conforment aux spécifications et clauses techniques ainsi qu'aux normes spécifiées (le cas échéant) dans le Descriptif de fourniture.

18.2. Ces preuves peuvent revêtir la forme de prospectus, dessins ou données et comprendront une description détaillée des principales caractéristiques techniques et de performance des fournitures, démontrant qu'ils correspondent pour l'essentiel aux dites spécifications.

18.3. Le Soumissionnaire fournira également une liste donnant tous les détails, y compris les sources d'approvisionnement disponibles et les prix courants des pièces de rechange, outils spéciaux, consommables, etc., nécessaires au fonctionnement correct et continu des fournitures depuis le début de leur utilisation par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué et pendant la période précisée au RPC.

18.4. Les normes qui s'appliquent aux modes d'exécution, procédés de fabrication, équipements et matériels, ainsi que les références à des noms de marque ou à des numéros de catalogue spécifiés par (le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué) sur le Bordereau des quantités, calendrier de livraison, et spécifications techniques ne sont mentionnés qu'à titre indicatif et n'ont nullement un caractère restrictif.

18.5 Le Soumissionnaire peut leur substituer d'autres normes de qualité, noms de marque et/ou d'autres

numéros de catalogue, pourvu qu'il établisse à la satisfaction de Maître d'Ouvrage que les normes, marques et numéros ainsi substitués sont substantiellement équivalents ou supérieurs aux spécifications du Bordereau des prix et les spécifications techniques.

18.6. Propositions variantes des soumissionnaires

- a. Excepté dans le cas mentionné à l'Article 18.6 ci-dessous, les soumissionnaires souhaitant offrir des variantes techniques doivent d'abord chiffrer la solution de base du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué telle que décrite dans le RGC, et fournir en outre tous les renseignements dont le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué a besoin pour procéder à l'évaluation complète de la variante proposée, y compris les plans, spécifications techniques, sous-détails de prix et tous autres détails utiles. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué n'examinera que les variantes techniques, le cas échéant, du soumissionnaire dont l'offre conforme à la solution de base a été évaluée la moins-disante.
- b. Quand les soumissionnaires sont autorisés, suivant le RPC, à soumettre directement des variantes techniques pour certaines parties des fournitures complexes, ces parties de fournitures doivent être décrites dans les Spécifications techniques. Le Dossier de Consultation doit préciser de manière claire, la façon dont les variantes doivent être prises en considération pour l'évaluation des offres.

Article 19- Validité des offres

19.1. Les offres doivent demeurer valables pendant la période spécifiée dans le Règlement Particulier de la consultation pour compter de la date de remise des offres fixée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué, en application de l'Article 23 du RGC. Une offre valable pour une période plus courte, sera considérée par la Commission de passation des marchés comme non conforme, sauf si le délai de validité du cautionnement de soumission est conforme. Dans ce cas, un délai de quarante-huit (48) heures est accordé au soumissionnaire pour produire une lettre d'invitation à soumissionner.

19.2. Dans des circonstances exceptionnelles, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué peut solliciter le consentement du soumissionnaire à une prolongation du délai de validité. La demande et les réponses qui lui seront faites le seront par écrit (ou par télécopie). La validité du cautionnement de soumission prévu à l'Article 20 du RGC sera de même prolongée pour une durée correspondante. Un Soumissionnaire peut refuser de prolonger la validité de son offre sans perdre son cautionnement de soumission. Un soumissionnaire qui consent à une prolongation ne se verra pas demander de modifier son offre, ni ne sera autorisé à le faire.

19.3. Lorsque le marché ne comporte pas d'article de révision de prix et que la période de validité des offres est prorogée de plus de soixante (60) jours, les montants payables au soumissionnaire retenu, seront actualisés par application de la formule y relative figurant à la demande de prorogation que le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué adressera au(x) soumissionnaire(s).

19.4 La période d'actualisation ira de la date de dépassement des soixante (60) jours à la date de notification du marché ou de l'ordre de service de démarrage des prestations au soumissionnaire retenu, tel que prévu par le CCAP. L'effet de l'actualisation n'est pas pris en considération aux fins de l'évaluation des offres.

Article 20. Réunion préparatoire à l'établissement des offres

20.1. A moins que le RPC n'en dispose autrement, et en cas de fournitures complexes, le Soumissionnaire peut être invité à assister à une réunion préparatoire qui se tiendra au lieu et date indiqués dans le RPC.

20.2. La réunion préparatoire aura pour objet de fournir des éclaircissements et réponses à toute question qui pourrait être soulevée à ce stade.

20.3. Il est demandé au Soumissionnaire, autant que possible, de soumettre toute question par écrit de façon qu'elle parvienne au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué au moins une semaine avant la réunion préparatoire. Il est possible que le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué ne puisse répondre au cours de la réunion aux questions reçues trop tard. Dans ce cas, les questions et réponses seront transmises selon les modalités de l'article 19.4 ci-dessous.

20.4. Le procès-verbal de la réunion auquel est joint la feuille de présence, incluant le texte des questions posées et des réponses données, y compris les réponses préparées après la réunion, sera transmis sans délai à tous ceux qui ont acheté le RGC. Toute modification des documents d'appel d'offres énumérés à l'Article 8 du RGC qui pourrait s'avérer nécessaire à l'issue de la réunion préparatoire sera faite par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué en publiant un additif conformément aux dispositions de l'article 10

du RGC, le procès-verbal de la réunion préparatoire ne pouvant en tenir lieu.

20.5. Le fait qu'un soumissionnaire n'assiste pas à la réunion préparatoire à l'établissement des offres ne sera pas un motif de disqualification.

Article 21 Cautionnement de soumission

21.1. En application de l'article 13 du RGC, le soumissionnaire fournira un cautionnement de soumission du montant spécifié dans le Règlement Particulier de la Consultation, qui fera partie intégrante de son offre.

21.2. Le cautionnement de soumission sera conforme au modèle présenté dans le Dossier de Consultation; d'autres modèles peuvent être autorisés, par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué. Le cautionnement de soumission demeurera valide pendant trente (30) jours au-delà de la date limite initiale de validité des offres, ou de toute nouvelle date limite de validité demandée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué et acceptée par le soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'Article 19.2 du RGC.

Pour les prestations relevant des lettres commandes, les chèques certifiés et les chèques-banques sont admis au titre du cautionnement de soumission.

21.3. Toute offre non accompagnée d'un cautionnement de Soumission acceptable sera rejetée par la Commission de Passation des Marchés comme incomplète. Le Cautionnement de soumission d'un groupement d'entreprises doit être établi au nom du mandataire soumettant l'offre.

21.4. Les offres des soumissionnaires non retenues (à l'exception de l'exemplaire destiné à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics) seront restituées dans un délai de quinze (15) jours ouvrables dès publication des résultats de l'attribution. Les offres non retirées dans ce délai peuvent être détruites, sans qu'il y ait lieu à réclamation.

21.5. Les cautionnements de soumission des soumissionnaires non retenus sont restitués dès publication des résultats d'attribution.

21.6. Le cautionnement de soumission de l'attributaire du Marché sera libéré dès que ce dernier aura fourni le Cautionnement définitif requis.

21.7. Le cautionnement de soumission peut être saisi :

a. Si le soumissionnaire :

- i. retire son offre durant la période de validité, ou ;
- ii. n'accepte pas la correction des erreurs en application de l'Article 31 du RGC ; ou

b. Si, le soumissionnaire retenu :

- i. Manque à son obligation de souscrire le marché en application de l'Article 39 du RGC ;
- ii. Manque à son obligation de fournir le cautionnement définitif en application de l'Article 40 du RGC ;
- iii. Refuse de recevoir notification du marché.

Article 22- Forme, format et signature de l'offre

22.1. Pour la soumission hors ligne :

- a. Le Soumissionnaire préparera dans chaque volume un original des documents constitutifs de l'offre décrit à l'Article 13 du RGC, portant clairement l'indication "ORIGINAL" et des copies en nombre requis par le RPC, portant l'indication "COPIE". En cas de divergence entre l'original et les copies, l'original fera foi.
- b. L'original et toutes les copies de l'offre devront être dactylographiés ou écrits à l'encre indélébile (dans le cas des copies, des photocopies y compris sous la forme scannée sont également acceptables) et seront signés par la ou les personnes dûment habilitées à signer au nom du Soumissionnaire, conformément à l'Article 6.1(a) ou 6.2(c) du RGC, selon le cas. Toutes les pages de l'offre comprenant des surcharges ou des changements seront paraphées par le ou les signataires de l'offre.
- c. L'offre ne doit comporter aucune modification, suppression ni surcharge, à moins que de telles corrections ne soient paraphées par le ou les signataires de la soumission.

22.2. Pour la soumission en ligne :

- a. L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage dans le DC. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD doit être déposée dans les services du MO/MOD ou AC

concerné sous pli scellé avec la mention claire et lisible « copie de sauvegarde » et les références de l'appel d'offres dans les délais impartis.

- b. Les offres, accompagnées des pièces et documents exigés, sont rassemblées dans des fichiers électroniques et regroupées suivant leur nature administrative, technique et financière. Toutefois, s'agissant des pièces administratives elles sont introduites dans COLEPS par les structures émettrices.
- c. Les formats de fichiers choisis pour le dépôt des offres via COLEPS doivent être des formats courants dont l'usage est répandu dans le secteur professionnel comprenant les opérateurs susceptibles d'être intéressés par la consultation, pour une meilleure exploitation.
- d. Les documents et pièces transmis dans la plateforme COLEPS sont revêtus d'une signature électronique à travers l'usage du certificat.

D. DEPOT DES OFFRES

Article 23- Cachetage et marquage des offres

23.1. Les Soumissionnaires doivent placer l'original et toutes les copies des pièces administratives énumérées dans le RPC, dans une enveloppe portant la mention "DOSSIER ADMINISTRATIF", l'original et toutes les copies de la proposition technique dans une enveloppe portant clairement la mention "PROPOSITION TECHNIQUE", et l'original et toutes les copies de la Proposition financière, dans une enveloppe scellée portant clairement la mention " PROPOSITION FINANCIERE "

Les différentes pièces de chaque volume seront numérotées dans l'ordre du RPC et séparées par un intercalaire de couleur.

23.2. Les enveloppes intérieures et extérieures :

- a. Seront adressées au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué à l'adresse indiquée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres ;
- b. Porteront le nom du projet ainsi que l'objet et le numéro de l'Avis d'Appel d'Offres indiqués dans le RPC, et la mention "A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT".

23.3. Les enveloppes intérieures porteront également le nom et l'adresse du Soumissionnaire de façon à permettre au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué de renvoyer l'offre scellée si elle a été déclarée hors délai conformément aux dispositions des Articles 23 et 24 du RGC.

23.4. Si l'enveloppe extérieure n'est pas scellée et marquée comme indiqué aux Articles 21.1 et 21.2 susvisés, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué ne sera nullement responsable si l'offre est égarée ou ouverte prématurément.

23.5 Dans le cadre de la soumission en ligne, l'offre à fournir par le soumissionnaire comprend trois fichiers électroniques correspondant aux trois volumes administratifs, techniques et financiers. Chaque fichier doit explicitement porter un nom qui renvoie à la nature de son contenu (Offre Administrative, Offre Technique, Offre Financière).

23.6 Parallèlement à l'envoi électronique, les soumissionnaires doivent faire parvenir à l'Autorité Contractante ou au MO/MOD dans les mêmes délais impartis, une copie de sauvegarde de leur offre sur support physique électronique (CD, DVD, Clé USB...). Cette copie est transmise sous pli par voie postale ou par dépôt chez l'Autorité Contractante ou le MO/MOD. Ce pli, fermé, doit porter la mention « copie de sauvegarde » de manière claire et lisible, ainsi que les références de la consultation.

23.7 Les éléments constitutifs de l'Offre en ligne ou hors ligne du soumissionnaire doivent être les mêmes pour une consultation donnée.

23.8 Lorsque l'appel d'offres fait l'objet d'une ouverture en deux (02) temps, l'enveloppe contenant l'offre financière témoin, marquée comme telle, doit être paraphée par le Président de la commission et transmise à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics séance tenante.

Article 24 : Date et heure limite de dépôt des offres

24.1. a) Les offres doivent être reçues par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué par l'entremise de leur structure interne de gestion administrative des marchés publics à l'adresse spécifiée à l'article 21.2 du RPC au plus tard à la date et à l'heure spécifiées dans le Règlement Particulier de la Consultation.

24.1. b) La date et l'heure de réception des soumissions en ligne sont automatiquement enregistrées par la plateforme de dématérialisation à travers un mécanisme d'horodatage. Seules la date et l'heure de

- COLEPS ou de tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage font foi.
- 24.1. c) Pour l'horodatage, le fuseau horaire de référence est l'heure locale (GMT/UTC + 1). Cette heure est visible sur la page de soumission.
- 24.2. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué peut, à son gré, reporter la date limite fixée pour le dépôt des offres en publiant un additif conformément aux dispositions de l'article 10 du RGC. Dans ce cas, tous les droits et obligations du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué et des soumissionnaires précédemment régis par la date limite initiale seront régis par la nouvelle date limite.
- 24.3. Les offres transmises par voie électronique donnent lieu à un accusé de réception mentionnant la date et l'heure de réception ainsi que les références de la consultation.
- 24.4. Trois modes de soumissions sont possibles :
- En ligne (online) : seules les soumissions en ligne sont acceptées pour cette consultation par l'Autorité Contractante et font foi.
 - Hors ligne (offline) : seules les soumissions hors ligne sont acceptées pour cette consultation par l'Autorité Contractante et font foi.
 - En ligne ou hors ligne (on/offline). Les deux modes de soumission sont possibles. Toutefois, il n'est pas possible de soumissionner en ligne et hors ligne pour une même consultation.
- Le mode de soumission retenu est précisé dans le RPC.
- 24.5. Au moment de la soumission en ligne, les plis des soumissionnaires sont automatiquement chiffrés ou cryptés c'est-à-dire que leur contenu est rendu illisible.

Article 25 Offres hors délai

Quel que soit le mode de soumission, toute offre parvenue dans les services du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué après les dates et heure limites fixées pour le dépôt des offres conformément à l'Article 24 du RGC sera déclarée irrecevable par la commission de passation des marchés publics.

Article 26- Modification, substitution et retrait des offres

26.1. Pour les soumissions hors ligne,

- a. Un Soumissionnaire peut modifier, remplacer ou retirer son offre après l'avoir déposé, à condition que la notification écrite de la modification ou du retrait, soit reçue par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué avant l'achèvement du délai prescrit pour le dépôt des offres. Ladite notification doit être signée par un représentant habilité en application de l'Article 21 du RGC. La modification ou l'offre de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite. Les enveloppes doivent porter clairement selon le cas, la mention « RETRAIT » et « OFFRE DE REMPLACEMENT » ou « MODIFICATION ».
- b. La notification de modification, de remplacement ou de retrait de l'offre par le Soumissionnaire sera préparée, cachetée, marquée et envoyée conformément aux dispositions de l'Article 21 du RGC. Le retrait peut également être notifié par télécopie ou e-mail, mais devra dans ce cas être confirmé par une notification écrite dûment signée, et dont la date, le cachet postal faisant foi, ne sera pas postérieure à la date limite fixée pour le dépôt des offres.
- c. Les offres dont les Soumissionnaires demandent le retrait en application de l'alinéa a ci-dessus leur seront retournées sans avoir été ouvertes.
- d. Aucune offre ne peut être retirée dans l'intervalle compris entre la date limite de dépôt des offres et l'expiration de la période de validité de l'offre spécifiée par le modèle de soumission. Tout retrait par un Soumissionnaire de son offre pendant cet intervalle entraîne la confiscation du cautionnement de soumission conformément aux dispositions de l'Article 20 du RGC.

25.2. Pour les soumissions en ligne,

- a. Plusieurs offres peuvent valablement être transmises par un même soumissionnaire avant la date et l'heure limite de réception des offres. Dans ce cas, seule la dernière arrivée et sa copie de sauvegarde correspondante le cas échéant, sera prise en compte lors de l'évaluation, les autres copies de sauvegarde éventuelles devant être retournées sans être ouvertes.
- b. La modification, le remplacement ou le retrait de la copie de sauvegarde se fait conformément aux dispositions de l'article 24 alinéas 1 à 4.

E. OUVERTURE DES PLIS ET EVALUATION DES OFFRES



Article 27- Ouverture des plis et recours

27.1 Préalablement à l'ouverture des plis, les offres déposées par voie électronique sont déchiffrées par l'autorité contractante. Le déchiffrement consiste à rendre les offres lisibles et accessibles uniquement pour la Commission de passation des Marchés.

26.2. L'ouverture de tous les plis se fait en un temps ou en deux temps selon le type de procédure. L'ouverture de tous les plis se fait en un temps pour les appels d'offres ouverts de fournitures simples. Mais elle se fait en deux temps pour les fournitures et services quantifiables de grande importance ou complexes ayant fait l'objet d'un appel d'offres restreint.

26.3. Dans un premier temps, les enveloppes marquées « Retrait » seront ouvertes et leur contenu annoncé à haute voix, tandis que l'enveloppe contenant l'offre ou la copie de sauvegarde correspondante sera retournée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte. Le retrait d'une offre ou la copie de sauvegarde ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le retrait et si cette notification est lue à haute voix. Ensuite, les enveloppes marquées « Offre de Remplacement ou la copie de sauvegarde » seront ouvertes et annoncées à haute voix et la nouvelle offre correspondante substituée à la précédente qui sera retournée au Soumissionnaire concerné sans avoir été ouverte. Le remplacement d'offre ou de la copie de sauvegarde ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le remplacement et est lue à haute voix. Enfin, les enveloppes marquées « modification » seront ouvertes et leur contenu lu à haute voix avec l'offre correspondante. La modification d'offre ou de la copie de sauvegarde ne sera autorisée que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander la modification et est lue à haute voix. Seules les offres ou les copies de sauvegarde qui ont été ouvertes et annoncées à haute voix lors de l'ouverture des plis seront ensuite évaluées.

26.4. Toutes les enveloppes seront ouvertes l'une après l'autre et le nom du soumissionnaire annoncé à haute voix ainsi que la mention éventuelle d'une modification, le prix de l'offre, y compris tout rabais et toute variante le cas échéant, l'existence d'une garantie d'offre si elle est exigée, et tout autre détail que la commission de passation des marchés compétente peut juger utile de mentionner. Tous les rabais et variantes de l'offre annoncés lors de l'ouverture des plis seront soumis à évaluation.

26.5. Etant donné qu'une offre ou une copie de sauvegarde qui n'a pas été ouverte et lue à haute voix durant la séance d'ouverture des plis, ne peut pas être soumise à évaluation, la commission s'assurera systématiquement que toutes les offres reçues ont bel et bien été examinées.

26.6. Il est établi, séance tenante un procès-verbal d'ouverture des plis qui mentionne la recevabilité des offres, leur régularité administrative, leurs prix, leurs rabais, et leurs délais ainsi que la composition de la sous-commission d'analyse le cas échéant. Toutefois les informations relatives à ladite composition demeurent internes à la commission. Un extrait du procès-verbal à laquelle est annexée la feuille de présence signée par tous les participants est remis à chaque soumissionnaire à sa demande. Enfin seules les offres financières des soumissionnaires ayant atteint la note technique minimale requise sont ouvertes en présence des soumissionnaires concernés

26.7. A la fin de chaque séance d'ouverture des plis, le Président de la commission de passation des marchés met à la disposition du point focal désigné par l'organisme chargé de la régulation des marchés publics un exemplaire de l'offre de chaque soumissionnaire paraphé par ses soins.

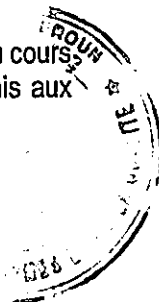
26.8. En cas de recours, le soumissionnaire doit adresser sa requête au Comité d'examen des recours avec copie au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué le cas échéant, au président de la commission de passation des marchés concerné à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics et à l'Autorité chargée des Marchés Publics.

Il doit parvenir dans un délai maximum de trois (03) jours ouvrables après l'ouverture des plis, sous la forme d'une lettre dûment signée par le requérant.

Ce recours qui ne peut porter que sur le déroulement de cette étape, notamment le respect des procédures et la régularité des pièces vérifiées, n'est pas suspensif.

Le cas échéant, l'Observateur Indépendant annexe à son rapport, le feuillet du registre de recours qui lui a été remis, assorti des commentaires ou des observations y afférents.

26.9. L'ouverture des plis transmis par voie électronique et ceux présentés sur support papier se fait au cours de la même séance. L'ouverture et l'examen des offres transmises par voie électronique sont soumis aux règles applicables au traitement des offres physiques.



Article 27- Caractère confidentiel de la procédure

27.1. Aucune information relative à l'examen, à l'évaluation, à la comparaison des offres, à la vérification de la qualification des soumissionnaires et à la proposition d'attribution du Marché ne sera donnée aux soumissionnaires ni à toute autre personne non concernée par ladite procédure tant que l'attribution du Marché n'aura pas été rendue publique, sous peine de disqualification de l'offre du Soumissionnaire et de la suspension des auteurs de toutes activités dans le domaine des Marchés publics.

27.2. Toute tentative faite par un soumissionnaire pour influencer la Sous-commission d'analyse dans l'évaluation des offres, la Commission de Passation des Marchés dans la proposition d'attribution, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dans la décision d'attribution peut entraîner le rejet de son offre.

27.3. Nonobstant les dispositions de l'alinéa 26.2, entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché, si un soumissionnaire souhaite entrer en contact avec le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué pour des motifs ayant trait à son offre, il devra le faire par écrit.

Article 28- Eclaircissements sur les offres et contacts avec le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué

28.1. Pour faciliter l'examen, l'évaluation et la comparaison des offres, le Président de la Commission de Passation des Marchés peut, sur proposition de la sous-commission d'analyse, demander aux soumissionnaires, aux administrations ou organismes compétents de donner des éclaircissements sur les offres.

28.2. La demande d'éclaircissements et la réponse sont formulées par écrit ou via COLEPS ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'ouvrage dans le DC, avec copie à l'organisme en charge de la régulation, mais aucun changement du montant ou du contenu de la soumission en vue de la rendre plus compétitive n'est recherché, offert ou autorisé.

28.3. La demande d'éclaircissement doit avoir pour but notamment de retrouver une information contenue dans l'offre, de vérifier l'exactitude des informations fournies par un candidat, le cas échéant, auprès des administrations émettrices, de demander à un soumissionnaire de confirmer la correction d'erreur de calcul ou d'omission découverte, d'apporter des précisions sur les aspects techniques non compris par la sous-commission d'analyse ou sur le contenu du sous-détail des prix, ou, de justifier les prix des offres jugées anormalement basses.

28.4. Le délai de réponse accordé aux demandes d'éclaircissement ne saurait excéder sept (07) jours ouvrables.

28.5. Sous réserve des dispositions de l'alinéa 1 susvisé, les soumissionnaires ne contacteront pas les membres de la Commission de Passation des Marchés et de la sous-commission d'analyse pour des questions ayant trait à leurs offres, entre l'ouverture des plis et l'attribution du marché.

Article 29- Détermination de la Conformité des offres et évaluation au plan technique

29.1. La Sous-commission d'analyse au préalable procédera à la vérification de l'éligibilité des soumissionnaires et à un examen détaillé des offres pour déterminer si elles sont complètes, si les garanties exigées ont été fournies, si les documents ont été correctement signés, et si les offres sont d'une façon générale en bon ordre.

29.2. La Sous-commission d'analyse déterminera ensuite si l'offre est conforme pour l'essentiel aux dispositions du Dossier de Consultation en se basant sur son contenu sans avoir recours à des éléments de preuve extrinsèques. A ce titre, la Sous-commission d'Analyse :

- Examinera l'offre pour confirmer que toutes les conditions spécifiées dans le RPC et le CCAP ont été acceptées par le Soumissionnaire sans divergence ou réserve substantielle ;
- 3. Évaluera les aspects techniques de l'offre présentée conformément à la clause 13.1.b du RGC afin de s'assurer que toutes les stipulations du Bordereau des prix unitaires, sont respectées sans divergence ou réserve substantielle.

29.3. Une offre conforme pour l'essentiel au Dossier de Consultation est une offre qui respecte tous les termes, conditions, et spécifications du RGC, sans divergence ni réserve importante. Une divergence ou réserve importante est celle qui :

- i. limite de manière substantielle la portée ou l'étendue, la qualité ou les performances des fournitures et services connexes spécifiées dans le marché;

- ii. Limite de manière substantielle, en contradiction au RGC, les droits du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué ou ses obligations au titre du Marché ;
- iii. Est telle que son acceptation ou sa correction affecterait injustement la compétitivité des autres soumissionnaires qui ont présenté des offres conformes pour l'essentiel au RGC.

29.4. Si une offre n'est pas conforme pour l'essentiel au RGC, elle sera écartée par la Commission des Marchés Compétente et ne pourra être par la suite rendue conforme.

29.5. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute modification, divergence ou réserve. Les modifications, divergences, variantes et autres facteurs qui dépassent les exigences du Dossier de Consultation ne doivent pas être pris en compte lors de l'évaluation des offres.

Article 30-Critères d'évaluation et de qualification du soumissionnaire

La Sous-commission s'assurera que le Soumissionnaire retenu pour avoir soumis l'offre substantiellement conforme aux dispositions du RGC, satisfait aux critères d'évaluation et de qualification stipulés dans le RPC. Il est essentiel d'éviter tout arbitraire dans la fixation de ces critères.

Article 31--Correction des erreurs

31.1. La Sous-commission d'analyse vérifiera les offres reconnues conformes pour l'essentiel au Dossier de Consultation pour en rectifier les erreurs de calcul éventuelles. La sous- commission d'analyse corrigera les erreurs de la façon suivante :

- a. S'il y a contradiction entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix unitaire par les quantités, le prix unitaire fera foi et le prix total sera corrigé, à moins que, de l'avis de la Sous-commission d'analyse, la virgule des décimales du prix unitaire soit manifestement mal placée, auquel cas le prix total indiqué prévaudra et le prix unitaire sera corrigé ;
- b. Si le total obtenu par addition ou soustraction des sous totaux n'est pas exact, les sous totaux feront foi et le total sera corrigé ;
- c. S'il y a contradiction entre le prix unitaire indiqué en lettres et en chiffres, c'est le montant en lettre qui fait foi, à moins que ce montant soit lié à une erreur arithmétique confirmée par le sous-détail dudit prix, auquel cas le montant en chiffres prévaudra sous réserve des alinéas (a) et (b) ci-dessus.

31.2. Le montant figurant dans la Soumission sera corrigé par la Sous-commission d'analyse, conformément à la procédure de correction d'erreurs susmentionnée et, avec la confirmation du Soumissionnaire, ledit montant sera réputé l'engager.

31.3. Si le Soumissionnaire ayant présenté l'offre évaluée la moins-disante, n'accepte pas les corrections apportées, son offre sera écartée et sa caution de soumission saisie.

Article 32-Conversion en une seule monnaie

32.1. Pour faciliter l'évaluation et la comparaison des offres, la sous-commission d'analyse convertira les prix des offres exprimés dans les diverses monnaies dans lesquelles le montant de l'offre est payable en francs CFA.

32.2. La conversion se fera en utilisant le cours vendeur fixé par la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) en vigueur à la date limite de dépôt des offres, sauf dispositions contraires du RPC.

Article 33-Evaluation et Comparaison des offres

33.1. Seules les offres reconnues conformes, selon les dispositions des articles 29 et 30 du RGC, seront évaluées et comparées par la Sous- commission d'analyse.

33.2. En évaluant les offres, la sous-commission déterminera pour chaque offre le montant évalué de l'offre en rectifiant son montant comme suit :

- a. En corrigeant toute erreur éventuelle conformément aux dispositions de l'article 31.2 du RGC ;
- b. En convertissant en une seule monnaie le montant résultant des rectifications (a) ci-dessus, conformément aux dispositions de l'article 32 du RGC ;
- c. En ajustant de façon appropriée, sur des bases techniques ou financières, toute autre modification, divergence ou réserve quantifiable ;
- d. En prenant en considération les différents délais d'exécution proposés par les soumissionnaires, s'ils

sont autorisés par le RPC ;

- e. Le cas échéant, conformément aux dispositions de l'article 14 du RGC et du RPC, en appliquant les remises offertes par le Soumissionnaire.
- f. Le cas échéant, conformément aux dispositions de l'article 26 du RGC et aux spécifications techniques, les variantes techniques proposées, si elles sont permises, seront évaluées suivant leur mérite propre et indépendamment du fait que le soumissionnaire aura offert ou non un prix pour la solution technique spécifiée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dans le RPC.

33.3. L'effet estimé des formules de révision des prix figurant dans les CCAG et CCAP, appliquées durant la période d'exécution du Marché, ne sera pas pris en considération lors de l'évaluation des offres.

33.4. Si l'offre financière est estimée anormalement basse par rapport à l'estimation faite par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué des prestations à exécuter dans le cadre du Marché, la sous-commission peut à partir du sous-détail de prix fournis par le soumissionnaire pour n'importe quel élément, ou pour tous les éléments du Détail quantitatif et estimatif, vérifier si ces prix sont compatibles avec les spécifications techniques et le calendrier proposé.

33.5 Sur proposition de la sous-commission d'analyse, le Président de la Commission de Passation de marchés peut demander aux soumissionnaires ou aux administrations et organismes compétents des éclaircissements sur les offres.

33.6 Dans le cas où une offre est jugée anormalement basse, la Commission de Passation des Marchés propose au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué, de demander des justificatifs au soumissionnaire concerné.

Au cas où les justificatifs sont jugés inacceptables, ils sont transmis par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics, pour avis, en même temps que la demande d'éclaircissement.

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué tient compte de l'avis de l'organisme chargé de la régulation des marchés publics pour se prononcer.

Article 34 Marge de préférence accordée aux soumissionnaires nationaux

34.1 Lors de la passation d'un marché dans le cadre d'une consultation internationale, une marge de préférence est accordée, à offres équivalentes et dans l'ordre de priorité, aux soumissions présentées par :

- a) Une personne physique de nationalité camerounaise ou une personne morale de droit camerounais ;
- b) Une entreprise dont le capital est intégralement ou majoritairement détenu par des personnes de nationalité camerounaise ;
- c) Une personne physique ou une personne morale justifiant d'une activité économique sur le territoire du Cameroun ;
- d) Un groupement d'entreprises associant des entreprises camerounaises.

34.2 Les offres sont considérées équivalentes lorsqu'elles ont rempli les conditions techniques requises.

34.3 Pour les marchés de fournitures, le critère de préférence nationale ne peut être pris en compte que si la fourniture subit une transformation au niveau local ou régional d'au moins quinze pour cent (15%).

34.4 La préférence nationale ne peut être appliquée que lorsque le Dossier de Consultation le prévoit.

F. ATTRIBUTION DU MARCHE

Article 35 Attribution

35.1. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué attribuera le marché au Soumissionnaire ayant présenté une offre conforme pour l'essentiel au RGC, (disposant des capacités techniques et financières requises pour exécuter le marché de façon satisfaisante) et dont l'offre a été évaluée la moins-disante ou la mieux-disante en considérant le cas échéant les remises proposées.

35.2. Si l'Appel à Consultation porte sur plusieurs lots, l'attribution se fera selon les prescriptions du RPC.

35.3-Dans tous les cas, toute attribution d'un marché est matérialisée par une décision du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué et notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de sa signature

35.4 Toute décision d'attribution d'un marché public par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué

est insérée, avec indication de prix et de délai, dans le journal des marchés publics édité par l'organisme chargé de la régulation des marchés publics ou dans toute autre publication habilitée, notamment dans COLEPS ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le MO dans le DC.

Article 36 Droit du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué de déclarer un appel à consultation infructueux ou d'annuler une procédure

36.1. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué se réserve le droit d'annuler un Appel d'Offres ou de déclarer un appel à consultation infructueux après avis de la commission des marchés compétente sans qu'il y ait lieu à réclamation.

Toutefois, lorsque les offres ont déjà été ouvertes, l'annulation est subordonnée à l'accord de l'Autorité chargée des Marchés Publics.

36.2 Le Maître d'Ouvrage ou Maître d'Ouvrage Délégué notifie la décision d'annulation ou celle déclarant l'appel d'offres infructueux, au Président de la Commission de Passation des Marchés, avec copie à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.

36.3 En cas d'allotissement, les dispositions prévues aux alinéas ci-dessus sont applicables à chacun des lots.

Article 37 Notification de l'attribution du marché

37.1 Toute attribution d'un marché est matérialisée par une décision du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué et notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures à compter de sa signature. Toute décision d'attribution d'un marché public par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué est insérée, avec indication de montant et de délai d'exécution, dans le journal des marchés publics de l'organisme chargé de la régulation des marchés publics ou dans toute autre publication habilitée, notamment dans COLEPS.

37.2 Avant l'expiration du délai de validité des offres fixé par le RPC, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué notifiera à l'attributaire du marché par télécopie confirmée par lettre recommandée ou par tout autre moyen que sa soumission a été retenue. Cette lettre indiquera le montant que le Maître d'ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué paiera au cocontractant de l'administration au titre de l'exécution des prestations et le délai d'exécution.

Article 38 Publication des résultats d'attribution du marché et recours

38.1 Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dispose d'un délai de cinq (05) jours ouvrables pour la signature de la décision d'attribution et la publication des résultats à compter de la date de réception de la proposition d'attribution finale de la Commission des Marchés compétente, sauf en cas de suspension de la procédure.

38.2 Toute décision d'attribution d'un marché public par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué est insérée, avec indication de prix et de délai, dans le journal des marchés publics édité par l'organisme chargé de la régulation des marchés publics ou dans toute autre publication habilitée.

38.3 Dès publication des résultats portant attribution, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué adresse à chaque soumissionnaire qui en fait la demande, un extrait du rapport d'analyse le concernant.

38.4. Après la publication du résultat de l'attribution, les offres non retirées dans un délai maximal de quinze (15) jours seront détruites, sans qu'il y ait lieu à réclamation, à l'exception de l'exemplaire destiné à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics si celle-ci n'a pas été collectée séance tenante. Cette information doit être contenue dans la décision d'attribution

38.5. En cas de recours, il doit être adressé, au Comité chargé de l'examen des recours avec copies au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué, au Président de la Commission de passation des marchés concernée, à l'Organisme chargé de la Régulation des Marchés Publics, et à l'Autorité chargée des marchés publics. Il doit intervenir dans un délai maximum de cinq (05) jours ouvrables après la publication des résultats.

38.6 Ce recours peut donner lieu à la suspension de la procédure à l'appréciation de l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.

Article 39 Signature du marché

39.1. Après publication des résultats, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dispose d'un délai de cinq (05) jours ouvrables pour la signature du marché à compter de la date de souscription du projet de marché par l'attributaire.

39.2. Préalablement à la signature du marché dans les conditions visées à l'alinéa ci-dessus, le projet de marché de gré à gré souscrit par l'attributaire est soumis à la Commission de Passation des Marchés compétente pour examen et avis.

39.3. Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué notifie le marché à son titulaire dans les cinq (5) jours ouvrables qui suivent la date de sa signature.

39.4. L'attributaire du marché dispose d'un délai de quinze (15) jours ouvrables à compter de sa réception pour souscrire le marché ou la lettre-commande pour souscrire le marché ou la lettre-commande. Passé ce délai, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué se réserve le droit d'annuler la décision d'attribution après mise en demeure de l'attributaire restée sans suite. Dans ce cas, le cautionnement de soumission est saisi et le marché est attribué au candidat classé en seconde position.

Article 40 Cautionnement définitif

40.1. Dans les vingt (20) jours calendaires suivant la notification du marché par le Maître d'Ouvrage ou Maître d'Ouvrage Délégué, le cocontractant fournira au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué un cautionnement garantissant l'exécution intégrale des prestations, sous la forme stipulée dans le RPC, conformément au modèle fourni dans le RGC.

40.2. Le cautionnement définitif dont le taux varie entre 2 et 5% du montant TTC du marché, augmenté le cas échéant du montant des avenants, peut être remplacé par la garantie d'une caution d'un établissement bancaire agréé conformément aux textes en vigueur, et émise au profit du Maître d'ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué ou par une caution personnelle et solidaire.

40.3. Les petites et moyennes entreprises (PME) à capitaux et dirigeants nationaux ainsi que les organisations de la société civile peuvent produire à la place du cautionnement, soit un chèque certifié, soit un chèque de banque, soit une hypothèque légale, soit une caution d'un établissement bancaire ou d'un organisme financier agréé, conformément aux textes en vigueur.

40.4. L'absence de production du cautionnement définitif dans les délais prescrits est susceptible de donner lieu à la résiliation du marché dans les conditions prévues dans le CCAG. Dans ce cas, le cautionnement de soumission est saisi par le Maître d'ouvrage.



République du Cameroun

Paix – Travail – Patrie

Agence des Normes et de la Qualité

Direction Générale



Republic of Cameroon

Peace – Work – Fatherland

Standards and Quality Agency

Directorate General

**MAITRE D'OUVRAGE : LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE
DES NORMES ET DE LA QUALITE**

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

DOSSIER DE CONSULTATION

**N°004/DC/ANOR/CIPM/2025 du 14/07/2025 EN PROCEDURE DE GRE A
GRE POUR LA FOURNITURE ET INSTALLATION DES PANNEAUX
SOLAIRES ET DES GROUPES ELECTROGENES A L'AGENCE DES
NORMES ET DE LA QUALITE (ANOR)**

FAISANT SUITE A L'AUTORISATION DE GRE A GRE PAR LETTRE N°04186-
25/L/PR/MINMAP/SG/DGMAS/DMAG/CE2/CEA5/NM DU 27/05/2025

FINANCEMENT : BUDGET DE FONCTIONNEMENT DE L'ANOR, EXERCICE 2025

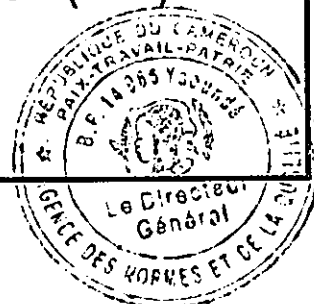
IMPUTATION : 59-39-004-01-05-01-000006

EXERCICE 2025

DOSSIER DE CONSULTATION

**PIECE N°3.
REGLEMENT PARTICULIER DE LA CONSULTATION (RPC)**

Juillet 2025



Référence du RGC	Description de la disposition du RPC
A. GENERALITES	
1.1	<p>- Nom et adresse du Maître d'Ouvrage : LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE DES NORMES ET DE LA QUALITE BP : 14 966 YAOUNDE.</p> <p>- Référence de l'Appel d'Offres : DOSSIER DE CONSULTATION N°004/DC/ANOR/CIPM/2025 du 18/07/2025 EN PROCEDURE DE GRE A GRE POUR LA FOURNITURE ET INSTALLATION DES PANNEAUX SOLAIRES ET DES GROUPES ELECTROGENES A L'AGENCE DES NORMES ET DE LA QUALITE (ANOR).</p> <p>- Nombre de lots : Lot Unique</p> <p>Consistance des prestations Les prestations, objet du présent Dossier de Consultation sont constituée d'un seul lot et concerne essentiellement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des travaux préparatoires ; - des équipements principaux (panneaux solaires, groupes électrogènes et etc...) ; - du câblage électrique ; - et de l'appareillage de protection électrique du système et chemin de câbles ; - système de mise à la terre ; - formation d'un personnel technique dédié de l'ANOR à l'utilisation des équipements.
1.2	Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la livraison des fournitures objet du présent Dossier de Consultation est de trois (03) mois et court à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de démarrer les prestations.
1.4	Objet des travaux : Fourniture et installation des panneaux solaires et des groupes électrogènes à l'Agence des Normes et de la Qualité.
2	Les fournitures objet du présent Dossier de Consultation seront financées par le Budget de fonctionnement de l'Agence des Normes et de la Qualité de l'exercice 2025 sur la ligne d'imputation budgétaire : ...
4.1	La participation au présent Dossier de Consultation s'adresse aux entreprises de droit camerounais ayant des compétences dans le domaine de la fourniture et l'installation des panneaux solaires et des groupes électrogènes.
6.1	La liste des documents permettant d'établir la qualification du soumissionnaire comprend les pièces prévues au point 13.1 du présent RPC
6.2	Le groupement d'entreprises est accepté.
7.3	Il est conseillé à chaque soumissionnaire de visiter et d'inspecter le site des travaux et ses environs et d'obtenir par lui-même, et sous sa propre responsabilité, tous les renseignements, qui peuvent être nécessaires pour la préparation de l'offre et l'exécution des études et des travaux. Les coûts liés à la visite du site sont à la charge du Soumissionnaire. Il devra de ce fait, signer une Attestation de visite de site sur l'honneur et présenter un rapport documenté et illustré de ladite visite.
B. DOSSIER DE CONSULTATION	
9	Les renseignements complémentaires d'ordre administratifs peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction Générale de l'Agence des Normes et de la Qualité, Service des Marchés et Contrats et d'ordre techniques à la Cellule Informatique, au lieu-dit Bastos Immeuble Ex Banque Mondiale, BP: 14 966 Yaoundé-Cameroun-tél/fax: 222 20 63 68 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses http://www.marchespublics.cm et http://www.publiccontracts.cm
C. PREPARATION DES OFFRES	
12	La langue de soumission : la langue de soumission est « l'Anglais ou le Français »
13.1	<p>L'offre présentée par le soumissionnaire comprendra les documents détaillés au RPC, dûment remplis et regroupés en trois volumes :</p> <p>A-Volume I : Pièces administratives</p> <p>Elles comprendront notamment :</p>

Référence du RGC	Description de la disposition du RPC
	<p>a) La déclaration d'intention de soumissionner timbrée au tarif en vigueur et signée du représentant légal ou du mandataire dument désigné (suivant modèle joint) ;</p> <p>b) L'accord de groupement notarié ou sous seing privé et spécifiant le mandataire le cas échéant;</p> <p>c) Le pouvoir de signature, le cas échéant ;</p> <p>d) L'attestation de conformité fiscale délivrée par l'autorité compétente de l'administration fiscale certifiant que le soumissionnaire a effectué les déclarations réglementaires en matière d'impôts pour l'exercice en cours, datant de moins de trois mois ;</p> <p>e) Une attestation de non-faillite établie par le Tribunal de Première Instance ou tout autre document établi par l'institution compétente du pays de résidence du soumissionnaire étranger ;</p> <p>f) L'attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire, délivrée par une banque agréée par le Ministère des Finances du Cameroun ;</p> <p>g) La caution de soumission acquittée à la main (suivant modèle joint) d'un montant de quatre millions (4 000 000) francs CFA et d'une durée de validité de 30 _____ jours, délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisée par le Ministère en charge des Finances du Cameroun à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics et, assorti du récépissé de consignation délivré par la Caisse de dépôt de consignation (CDEC);</p> <p>h) Une attestation de non-exclusion des marchés publics délivrée par l'organisme chargé de la régulation des marchés publics portant le numéro et l'objet de l'Appel d'Offres ;</p> <p>i) Une attestation délivrée par la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale portant mention de l'objet et références de l'Appel d'Offres et certifiant que le soumissionnaire a satisfait à ses obligations sociales vis-à-vis de ladite caisse datant de moins de trois mois à compter de la date de signature de ladite attestation ;</p> <p>j) Une Copie du registre de commerce certifiée par l'autorité compétente de l'administration judiciaire.</p> <p>En cas de groupement chaque membre du groupement doit présenter un dossier administratif complet, les pièces a, f, g et h étant uniquement présentées par le mandataire du groupement.</p> <p>NB : Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent être valides à la date limite originelle de dépôt des offres.</p> <p>B-Volume 2 : Offre technique</p> <p>Elle comprend notamment :</p> <p>b1. Les renseignements sur la qualification</p> <p>La liste des documents à fournir par les soumissionnaires pour justifier leur qualification comprend, notamment en ce qui concerne les références, le matériel et le personnel :</p> <p>b1.1 Références du soumissionnaire</p> <p>une liste des marchés réalisés en tant que fournisseur principal (ou sous-traitant) au cours des cinq dernières années doit être fournie avec les noms des Administrations bénéficiaires conformément au formulaire type joint en annexe.</p> <p>a. Références accomplies pendant les cinq (05) dernières années, dans la fourniture des panneaux solaires et groupes électrogènes ou dans un domaine similaire ;</p> <p>b. Références accomplies pendant les cinq (05) dernières années, dans la fourniture des panneaux solaires d'un montant de 50 000 000 (cinquante millions) FCFA/chacun ;</p> <p>c. Références accomplies pendant les cinq (05) dernières années, dans la fourniture des groupes électrogènes d'un montant de 25 000 000 (quarante millions) FCFA/chacun.</p> <p>Ces références devront être accompagnées des pièces justificatives, en l'occurrence :</p> <p>a) Copies des premières et dernières pages du contrat ;</p> <p>b) PV de réception provisoire ou définitive ou attestation de bonne fin</p>



Référence du RGC	Description de la disposition du RPC								
	<p>d'Ouvrage ;</p> <p>c) Copie du dernier décompte pour les contrats en cours.</p> <p>b.1.2. Personnel technique et qualification Le soumissionnaire fournira la liste du personnel technique d'encadrement qu'il entend mobiliser. Ce personnel sera composé de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conducteur des travaux ; - Chef chantier ; - et Responsable QHSE. <p>NB : Joindre, pour le personnel proposé, une copie du diplôme et les justificatifs de l'expérience, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • copie certifiée conforme du diplôme datant de moins de trois (03) mois ; • curriculum vitae signé et daté de l'expert; • attestation de disponibilité signée et datée de l'expert; <p>NB : Toutes les pièces citées ci-dessus devront être conformes, signées et datées de moins de trois mois pour compter de la date limite originelle de dépôt des offres</p> <p>b.1.3 Matériels à mobiliser Le soumissionnaire devra établir une liste du matériel à mobiliser pour couvrir la mission. Cette liste est composée de :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Équipement</th><th>Justificatif</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Moyens de transport du personnel et de l'outillage (au moins un (01) Véhicule 4x4 pickup)</td><td>En propre ou en location, fournir carte grise certifiée accompagnée du contrat de location le cas échéant.</td></tr> <tr> <td> Outillage spécialisé notamment : <ul style="list-style-type: none"> - Un wattmètre ; - Un telluromètre ; - Un testeur de capacité de batteries Et accessoirement : <ul style="list-style-type: none"> - Une caisse à outils mécanicien complète ; - Une caisse à outils électricien complète comprenant tout le nécessaire (multimètre, tournevis, clé à vis, Allen etc...). </td><td>Copie facture certifiée par une autorité compétente.</td></tr> <tr> <td>Équipements de protection individuelle du personnel (tenues, casques, chaussures de sécurité, gants, lunettes de protection).</td><td></td></tr> </tbody> </table> <p>NB : Joindre les copies certifiées par les services émetteurs ou toute autre autorité habilitée, des cartes grises pour les matériels roulants et les factures d'achat indiquant le numéro de contribuable de chaque émetteur pour les autres, le cas échéant, accompagnées d'un engagement de location de matériel signé.</p> <p>Toutes les pièces citées ci-dessus devront être conformes, signées et datées de moins de trois mois pour compter de la date limite originelle de dépôt des offres par le service émetteur ou une autorité habilitée.</p> <p>b2. Proposition technique La liste des documents à fournir par les soumissionnaires pour justifier leur proposition technique comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> a- Le service après-vente (disponibilité des pièces de rechange et certificat de garantie) ; b- Une note méthodologique ou descriptive présentant de manière détaillée, un mémoire technique des travaux à faire, un rapport de visite, le plan d'assurance qualité, les dispositions envisagées pour l'utilisation de la main d'œuvre locale (technique HIMO), le calendrier/planning de livraison conforme au délai et la formation du personnel dédié de l'ANOR à l'utilisation de ce nouveau matériel. 	Équipement	Justificatif	Moyens de transport du personnel et de l'outillage (au moins un (01) Véhicule 4x4 pickup)	En propre ou en location, fournir carte grise certifiée accompagnée du contrat de location le cas échéant.	Outillage spécialisé notamment : <ul style="list-style-type: none"> - Un wattmètre ; - Un telluromètre ; - Un testeur de capacité de batteries Et accessoirement : <ul style="list-style-type: none"> - Une caisse à outils mécanicien complète ; - Une caisse à outils électricien complète comprenant tout le nécessaire (multimètre, tournevis, clé à vis, Allen etc...). 	Copie facture certifiée par une autorité compétente.	Équipements de protection individuelle du personnel (tenues, casques, chaussures de sécurité, gants, lunettes de protection).	
Équipement	Justificatif								
Moyens de transport du personnel et de l'outillage (au moins un (01) Véhicule 4x4 pickup)	En propre ou en location, fournir carte grise certifiée accompagnée du contrat de location le cas échéant.								
Outillage spécialisé notamment : <ul style="list-style-type: none"> - Un wattmètre ; - Un telluromètre ; - Un testeur de capacité de batteries Et accessoirement : <ul style="list-style-type: none"> - Une caisse à outils mécanicien complète ; - Une caisse à outils électricien complète comprenant tout le nécessaire (multimètre, tournevis, clé à vis, Allen etc...). 	Copie facture certifiée par une autorité compétente.								
Équipements de protection individuelle du personnel (tenues, casques, chaussures de sécurité, gants, lunettes de protection).									



Référence du RGC	Description de la disposition du RPC
	<p>b3. La capacité financière</p> <ul style="list-style-type: none"> Présentation d'une attestation de capacité financière supérieure ou égale à deux-cent millions (200 000 000) FCFA délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministre en charge des finances ; Chiffre d'affaires moyen au cours des trois (03) derniers exercices de trois-cent millions 300 000 000 FCFA (fournir les bilans certifiés des exercices 2022, 2023 et 2024). <p>b4. Les preuves d'acceptations des conditions du marché Le soumissionnaire remettra une copie dûment paraphée sur chaque page, datée cachetée et signée à la dernière précédée de la mention « <i>lu et approuvé</i> » des documents ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP); b) Le Cahier des Spécifications Techniques (CST) ; <p>b5. Le soumissionnaire remplira et souscrira les formulaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> La charte d'intégrité datée et signée ; La déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée <p>b6. Commentaires sur le CCAP et le CST Le soumissionnaire devra joindre la note d'observation sur le Cahier des Clauses Administratives Particulières et le Cahier des Spécifications Techniques des fournitures assortie d'éventuelles propositions.</p> <p>b7. La déclaration sur l'honneur de non abandon de chantier Le soumissionnaire fournira une déclaration sur l'honneur attestant le non abandon des marchés et son absence sur la liste des entreprises défaillantes conformément à la lettre circulaire N° 004/LC/MINMAP/CAB du 25 janvier 2017.</p> <p>C. Volume 3 : Offre financière Cette enveloppe comprendra :</p> <ul style="list-style-type: none"> c.1. La soumission proprement dite, en original rédigée selon le modèle joint, timbré au tarif en vigueur, signée et datée ; c.2. Le cadre du Bordereau des prix unitaires et/ou forfaitaires dûment rempli ; c.3. Le cadre du Détail quantitatif et estimatif dûment rempli ; c.4. Le cadre Sous-détail des prix unitaires et/ou la décomposition des prix forfaitaires (le cas échéant). <p>Les soumissionnaires utiliseront à cet effet les pièces et modèles ou formulaires types prévus dans le Dossier d'Appel d'Offres.</p> <p>NB : Les différentes parties d'un même dossier seront séparées par les intercalaires de couleur autre que le blanc, aussi bien dans l'original que dans les copies, de manière à faciliter son examen.</p>
14.3	Impôts et taxes : Les prix proposés doivent être libellés Toutes Taxes Comprises
14.4	Les prix du marché ne seront pas révisables.
15.1	Dans le cadre de la présente consultation, la monnaie de l'offre est définie suivant l'option A (monnaie nationale)
19.1	Validité des offres : La période de validité des offres est de 90 jours à partir de la date limite de dépôt des offres.
20.1	Cautionnement de soumission : Le Montant du cautionnement de soumission s'élève à quatre millions (4 000 000) FCFA
21	Le mode de soumission retenu pour cette consultation est en ligne
D. DEPOT DES OFFRES	
23	<p>Soumission en ligne</p> <p>Pour la soumission par voie électronique, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :</p>

Référence du RGC	Description de la disposition du RPC
	<ul style="list-style-type: none"> - 5 MO pour l'Offre Administrative ; - 15 MO pour l'Offre Technique ; - 5 MO pour l'Offre Financière. <p>Les formats acceptés sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Format PDF pour les documents textuels ; - JPEG pour les images. <p>Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre. L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS http://www.marchespublics.cm ou http://www.publiccontracts.cm. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD doit être déposée dans les services du MO/MOD ou AC concerné sous pli scellé avec la mention claire et lisible « copie de sauvegarde » et les références de l'appel d'offres dans les délais impartis.</p> <p>L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS ou sur tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage dans le DAO.</p> <p>Renseignements à ajouter sur l'enveloppe extérieure :</p> <p style="text-align: center;">« DOSSIER DE CONSULTATION N°004/DC/ANOR/CIPM/2025 du 14/07/2025 EN PROCEDURE DE GRE A GRE POUR LA FOURNITURE ET INSTALLATION DES PANNEAUX SOLAIRES ET DES GROUPES ELECTROGENES A L'AGENCE DES NORMES ET DE LA QUALITE (ANOR). "A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement" »</p> <p>La date et heure limites de remise des offres sont les suivantes :</p> <p>Date : 18/07/2025 Heure : 14 heures</p> <p>Lieu : L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS http://www.marchespublics.cm ou http://www.publiccontracts.cm;</p> <p>Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD doit être déposée, dans les services du Maître d'Ouvrage <i>au lieu-dit Bastos, Immeuble Ex Banque Mondiale, BP : 14 966 Yaoundé, Service des Marchés et Contrats de l'ANOR Porte R4, à la Direction Générale de l'Agence des Normes et de la Qualité</i>, sous pli scellé avec la mention claire et lisible « copie de sauvegarde » et les références de l'Appel d'Offres sus-citées dans les délais impartis.</p>
E. OUVERTURE DES P LIS ET EVALUATION DES OFFRES	
26	<p>L'Ouverture des offres aura lieu, le vendredi 18 juillet 2025 dès 15 heures précises dans la salle de réunion de l'Agence des Normes et de la Qualité sise au lieu-dit Bastos, Immeuble Ex Banque Mondiale, téléphone : 222 20 63 68 à Yaoundé.</p> <p>Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.</p> <p>Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de la Consultation. Elles doivent être valide au moment du dépôt de l'Offre dater de moins de trois (03) mois à compter de la date limite originelle d'ouverture des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de consultation.</p> <p>En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, un délai de quarante-huit (48) heures est accordé aux soumissionnaires concernés pour produire ou remplacer la pièce en question.</p> <p>Est déclarée irrecevable et rejetée par la Commission de Passation des Marchés:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Toute offre en noir sur blanc pour la soumission en ligne ; • les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires, • les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ; • les plis sans indication de l'identité du Dossier de Consultation ; • les plis non-conformes au mode de soumission ;

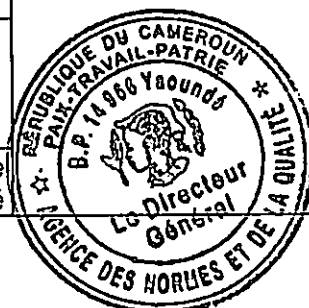


Référence du RGC	Description de la disposition du RPC						
	<p>• Toute offre non conforme aux prescriptions du DC.</p> <p>L'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou des récépissés de consignations délivrés par la CDEC, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.</p> <p>Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.</p> <p>La Commission de Passation des Marchés établira un procès-verbal de la séance d'ouverture des plis, dont une copie sera remise à tous les soumissionnaires.</p>						
30	<p>Critères d'évaluation et de qualification du soumissionnaire</p> <p>Il s'agit notamment :</p> <p>1. Critères éliminatoires</p> <ol style="list-style-type: none">1. De l'absence du cautionnement de soumission et du récépissé de consignations délivré par la CDEC à l'ouverture des plis ;2. De la non-production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission);3. Des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces ;4. Note technique inférieure à 80% de « OUI » ;5. Absence de prospectus en couleur accompagnés des fiches techniques du fabricant ;6. Non-respect de l'une des spécifications techniques indiquées dans les Spécifications Techniques du présent DAO ;7. Absence du certificat de garantie d'au moins 6 mois ;8. De l'absence de la charte d'intégrité ;9. De l'absence de la déclaration d'engagement social et environnemental ;10. De l'absence de l'attestation de non abandon de chantier au cours des trois dernières années ;11. Absence de la lettre de soumission ;12. Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;13. Non-respect du format de fichiers des offres. <p>2. Critères essentiels</p> <p>Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront sur :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ la présentation de l'offre numérique ;▪ les références du soumissionnaire ;▪ le personnel technique et qualification ;▪ le matériel à mobiliser ;▪ le service-après-vente▪ la méthodologie et organisation (mémoire technique, rapport de visite de site, plan d'assurance qualité, méthode HIMO, planning/calendrier de livraison et conforme au délai de livraison et formation du personnel dédié de l'ANOR).▪ la capacité financière (attestation de capacité financière de 200 000 000 FCFA et Chiffre d'affaires moyens au cours des trois (03) derniers exercices de 300 000 000 FCFA) ;▪ les preuves d'acceptations des conditions du marché (Le Cahier des Clauses Administratives Particulières(CCAP) et le Cahier des Spécifications Techniques (CST) paraphés à chaque page, signée datée et cachetée à la dernière page précédée de la mention « lu et approuvé »). <p>Les offres ayant eu un minimum acceptable de 80% de « OUI » pour l'ensemble des critères essentiels seront classés conformes techniquement et soumises à l'analyse financière.</p> <p>I- Critères éliminatoires</p> <table><tr><th>N°</th><th>Rubrique</th><th>Oui/Non</th></tr><tr><td>I-</td><td>Critères éliminatoires relatifs au dossier administratif</td><td></td></tr></table>	N°	Rubrique	Oui/Non	I-	Critères éliminatoires relatifs au dossier administratif	
N°	Rubrique	Oui/Non					
I-	Critères éliminatoires relatifs au dossier administratif						

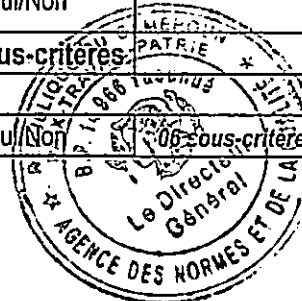
Référence du RGC	Description de la disposition du RPC																																																			
1	De l'absence du cautionnement de soumission et du récépissé de consignations délivré par la CDEC à l'ouverture des plis ;	Oui/Non																																																		
2	De la non-production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission);	Oui/Non																																																		
II- Critères éliminatoires relatifs à l'offre technique																																																				
3	Note technique inférieure à 80% de « OUI » ;	Oui/Non																																																		
4	Absence de prospectus en couleur accompagnés des fiches techniques du fabricant ;																																																			
5	Non-respect de l'une des spécifications techniques indiquées dans les Spécifications Techniques du présent DAO ;	Oui/Non																																																		
6	Absence du certificat de garantie d'au moins 6 mois ;	Oui/Non																																																		
7	Du non-respect de la preuve d'acceptation paraphée signé et daté (preuves d'acceptation des critères du marché) ;	Oui/Non																																																		
8	de l'absence de la charte d'intégrité ;	Oui/Non																																																		
9	de l'absence de la déclaration d'engagement social et environnemental ;	Oui/Non																																																		
10	de l'absence de l'attestation de non abandon de chantier au cours des trois dernières années ;	Oui/Non																																																		
III- Critères éliminatoires relatifs à l'offre financière																																																				
	Absence de la lettre de soumission ;	Oui/Non																																																		
	Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;	Oui/Non																																																		
IV- Critères éliminatoires d'ordre général																																																				
11	des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces ;	Oui/Non																																																		
12	non-respect du format de fichiers des offres.	Oui/Non																																																		
II- Critères essentiels																																																				
<table border="1"> <thead> <tr> <th>N°</th> <th>DESIGNATION</th> <th>PERTINENCE (OUI/NON)</th> <th>OBSERVATIONS</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>I-</td> <td colspan="3">PRESENTATION DE L'OFFRE</td> </tr> <tr> <td>1</td> <td>Lisibilité</td> <td>Oui/Non</td> <td rowspan="4">04 sous-critères à valider</td> </tr> <tr> <td>2</td> <td>Pièces dans l'ordre du RPAO</td> <td>Oui/Non</td> </tr> <tr> <td>3</td> <td>Sommaires</td> <td>Oui/Non</td> </tr> <tr> <td>4</td> <td>Pagination</td> <td>Oui/Non</td> </tr> <tr> <td colspan="2">SOUS-TOTAL I</td> <td>04 sous-critères</td> <td></td> </tr> <tr> <td>II-</td> <td colspan="3">REFERENCES DU SOUMISSIONNAIRES</td> </tr> <tr> <td colspan="2">1-Références générales</td> <td></td> <td rowspan="5">07 sous-critères à valider</td> </tr> <tr> <td colspan="2">Trois (03) Références accomplies pendant les cinq (05) dernières années, dans la fourniture des panneaux solaires et groupes électrogènes ou dans un domaine similaire.</td> <td></td> </tr> <tr> <td>5</td> <td>Sous-critère 1: 1^{er} marché exécuté</td> <td>Oui/Non</td> </tr> <tr> <td>6</td> <td>Sous-critère 2: 2^{ème} marché exécuté</td> <td>Oui/Non</td> </tr> <tr> <td>7</td> <td>Sous-critère 3 : 3^{ème} marché exécuté</td> <td>Oui/Non</td> </tr> <tr> <td colspan="2">2-Références spécifiques en prestations similaires</td> <td></td> <td></td> </tr> </tbody> </table>				N°	DESIGNATION	PERTINENCE (OUI/NON)	OBSERVATIONS	I-	PRESENTATION DE L'OFFRE			1	Lisibilité	Oui/Non	04 sous-critères à valider	2	Pièces dans l'ordre du RPAO	Oui/Non	3	Sommaires	Oui/Non	4	Pagination	Oui/Non	SOUS-TOTAL I		04 sous-critères		II-	REFERENCES DU SOUMISSIONNAIRES			1-Références générales			07 sous-critères à valider	Trois (03) Références accomplies pendant les cinq (05) dernières années, dans la fourniture des panneaux solaires et groupes électrogènes ou dans un domaine similaire.			5	Sous-critère 1: 1 ^{er} marché exécuté	Oui/Non	6	Sous-critère 2: 2 ^{ème} marché exécuté	Oui/Non	7	Sous-critère 3 : 3 ^{ème} marché exécuté	Oui/Non	2-Références spécifiques en prestations similaires			
N°	DESIGNATION	PERTINENCE (OUI/NON)	OBSERVATIONS																																																	
I-	PRESENTATION DE L'OFFRE																																																			
1	Lisibilité	Oui/Non	04 sous-critères à valider																																																	
2	Pièces dans l'ordre du RPAO	Oui/Non																																																		
3	Sommaires	Oui/Non																																																		
4	Pagination	Oui/Non																																																		
SOUS-TOTAL I		04 sous-critères																																																		
II-	REFERENCES DU SOUMISSIONNAIRES																																																			
1-Références générales			07 sous-critères à valider																																																	
Trois (03) Références accomplies pendant les cinq (05) dernières années, dans la fourniture des panneaux solaires et groupes électrogènes ou dans un domaine similaire.																																																				
5	Sous-critère 1: 1 ^{er} marché exécuté	Oui/Non																																																		
6	Sous-critère 2: 2 ^{ème} marché exécuté	Oui/Non																																																		
7	Sous-critère 3 : 3 ^{ème} marché exécuté	Oui/Non																																																		
2-Références spécifiques en prestations similaires																																																				

Référence du RGC	Description de la disposition du RPC		
		Deux (02) Références accomplies pendant les cinq (05) dernières années, dans la fourniture des panneaux solaires d'un montant de 50 000 000 (cinquante millions) FCFA/chacun.	
	8	Sous-critère 1: 1 ^{er} marché exécuté	Oui/Non
	9	Sous-critère 2: 2 ^{ème} marché exécuté	Oui/Non
		Deux (02) Références pendant les cinq (05) dernières années, dans la fourniture des groupes électrogènes d'un montant de 40 000 000 (quarante millions) FCFA/chacun.	
	10	Sous-critère 1: 1 ^{er} marché exécuté	Oui/Non
	11	Sous-critère 2: 2 ^{ème} marché exécuté	Oui/Non
		Ces références devront être accompagnées des pièces justificatives, en l'occurrence : a) Copies des premières et dernières pages du contrat ; b) PV de réception provisoire ou définitive ou attestation de bonne fin signée du Maître d'Ouvrage ; c) Copie du dernier décompte pour les contrats en cours.	
	SOUS-TOTAL II		07 sous-critères
III-	PERSONNEL TECHNIQUE ET QUALIFICATION		
		01 Conducteur des travaux (Ingénieur de Génie Electrique/Electromécanique, énergie renouvelable ou équivalent, Bac +3, cinq (05) ans d'expérience minimum).	
	10	Diplôme d'Ingénieur de Génie Electrique/Electromécanique, énergie renouvelable ou équivalent, Bac+3 au moins (Copie certifiée du diplôme, CV signé et daté, attestation de disponibilité).	Oui/Non
	11	Expérience ≥ 5 ans NB : l'expérience n'est validée que si le CV est produit et signé par l'intéressé	Oui/Non
	12	Nombre de projets effectués au poste d'ingénieur de suivi dans le domaine de l'informatique ou des Télécoms ≥ 3 projets.	Oui/Non
		01 Chef chantier (Technicien Supérieur en Electrotechnique, énergie renouvelable ou équivalent, Bac+2 au moins et ayant au moins trois (03) ans d'expérience).	
	13	Diplôme de technicien supérieur en Electrotechnique ou équivalent, Bac+2 au moins (Copie certifiée du diplôme, CV signé et daté, attestation de disponibilité).	Oui/Non
	14	Expérience ≥ 3 ans NB : l'expérience n'est validée que si le CV est produit et signé par l'intéressé	Oui/Non
	15	Nombre de projets effectués au poste d'ingénieur de suivi dans le domaine de l'informatique ou des Télécoms ≥ 2 projets.	Oui/Non
		01 Responsable QHSE (Bac + 3 au moins, justifier d'une formation en QHSE pour le suivi permanent du contrôle qualité	

09 sous-critères à valider



Référence du RGC	Description de la disposition du RPC		
		des travaux relevant de son domaine de compétence avec au moins trois (03) ans d'expérience)	
	16	Justifier d'une formation en QHSE, Bac+3 au moins (Copie certifiée du diplôme, CV signé et daté, attestation de disponibilité).	Oui/Non
	17	Expérience ≥ 3 ans NB : l'expérience n'est validée que si le CV est produit et signé par l'intéressé	Oui/Non
	18	Nombre de projets effectués au poste d'ingénieur de suivi dans le domaine de l'informatique ou des Télécoms ≥ 2 projets.	Oui/Non
	SOUS-TOTAL III		09 sous-critères
	<p><i>Pour ce qui est du personnel technique d'encadrement, joindre :</i> <i>une copie certifiée conforme du diplôme datant de moins de trois (03) mois, le curriculum vitae signé et daté et l'attestation de disponibilité signée et datée de l'expert.</i></p>		
IV-	MATERIEL A MOBILISER		
	19	Moyens de transport du personnel et de l'outillage (au moins un (01) Véhicule 4x4 pickup)	Oui/Non
	20	Outillage spécialisé notamment : - Un wattmètre ; - Un telluromètre ; - Un testeur de capacité de batteries Et accessoirement : - Une caisse à outils mécanicien complète ; - Une caisse à outils électricien complète comprenant tout le nécessaire (multimètre, tournevis, clé à vis, Allen etc...).	Oui/Non
	21	Équipements de protection individuelle du personnel (tenues, casques, chaussures de sécurité, gants, lunettes de protection).	Oui/Non
	SOUS-TOTAL IV		03 sous-critères
	<p><i>Pour ce qui est du matériel roulant en propre ou en location, fournir carte grise certifiée accompagnée du contrat de location le cas échéant.</i> <i>Pour le reste du matériel, fournir Copie facture certifiée par une autorité compétente</i></p>		
V-	SERVICE APRES VENTE		
	22	Disponibilité des pièces de rechange	Oui/Non
	23	et certificat de garantie d'au moins six (06) mois	Oui/Non
	SOUS-TOTAL V		02 sous-critères
VI-	METHODOLOGIE ET ORGANISATION		
	24	Mémoire technique des travaux à faire	Oui/Non



Référence du RGC	Description de la disposition du RPC					
		25	Une attestation et un rapport détaillé et illustré de visite de site	Oui/Non		
		26	Le plan d'assurance qualité	Oui/Non		
		27	Les dispositions envisagées pour l'utilisation de la main d'œuvre locale (Méthode HIMO)	Oui/Non		
		28	Le planning/calendrier de livraison conforme au délai	Oui/Non		
		29	La formation du personnel dédié de l'ANOR à l'utilisation de ce nouveau matériel.	Oui/Non		
		SOUS-TOTAL VI			06 sous-critères	
	VII-	CAPACITE FINANCIERE				
		29	Présentation d'une attestation de capacité financière supérieure ou égale à deux-cent millions (200 000 000) FCFA délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministre en charge des finances	Oui/Non	02 sous-critères à valider	
		30	Chiffre d'affaires moyen au cours des trois (03) dernières exercices de trois-cent millions 300 000 000 FCFA (fournir les bilans certifiés des exercices 2022, 2023 et 2024).	Oui/Non		
		SOUS-TOTAL VII			02 sous-critères	
	VIII-	PREUVES D'ACCEPTIONS DES CONDITIONS DU MARCHÉ Le soumissionnaire remettra une copie dûment paraphée sur chaque page, datée, cachetée et signée à la dernière précédée de la mention « lu et approuvé » des documents ci-après :				
		19	Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)	Oui/Non	02 sous-critères à valider	
		20	Le Cahier des Spécifications Techniques (CST)	Oui/Non		
		SOUS-TOTAL VIII			02 sous-critères	
		TOTAL GENERAL			35 sous-critères	35 sous-critères à valider
	32.1	La monnaie retenue pour la conversion en une seule monnaie est le franc CFA, la source du taux de change étant la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC).				
	F. ATTRIBUTION DU MARCHÉ					
	35.1	Le marché sera attribué au Soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier de Consultation et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter le marché de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la moins disante				
40	Le taux du cautionnement définitif est de 5% du montant toutes taxes comprises du marché Dans un délai de vingt (20) jours à compter de la date de notification du marché par le Maître d'ouvrage, le cocontractant fournira un cautionnement définitif suivant le modèle joint au Dossier d'appel d'offres. La non production dudit cautionnement dans les délais et conditions de l'article 28 du CCAP expose le soumissionnaire aux sanctions prévues par l'article 37 dudit CCAP.					
	Principes Ethiques Les Présidents et Membres de commission, les Soumissionnaires et les autres intervenants de la procédure doivent observer en tout temps, les règles d'éthique professionnelle les plus strictes. Ils doivent notamment					

Référence du RGC	Description de la disposition du RPC
	<p>s'interdire toute corruption ou toute autre forme de manœuvres frauduleuses. En vertu de ce principe, les expressions ci-dessus sont définies de la façon suivante :</p> <p>(i) est coupable de "corruption" quiconque offre, donne, sollicite ou accepte directement ou indirectement un quelconque avantage en vue d'influencer l'action d'un agent public au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché ou d'une lettre commande, et</p> <p>(ii) est coupable de "corruption" quiconque fournit, sollicite ou accepte plusieurs offres émises par le même soumissionnaire sous des noms des sociétés différentes et/ou sur des numéros d'enregistrement différents.</p> <p>(iii) se livre à des "manœuvres frauduleuses" quiconque déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution d'un marché ou d'une lettre commande de manière préjudiciable au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué.</p> <p>Les "Manœuvres frauduleuses" comprennent notamment toute entente ou manœuvre collusoire des soumissionnaires (avant ou après la remise de l'offre) visant à maintenir artificiellement les prix des cotations à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu d'une concurrence libre et ouverte, et à priver ainsi le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué des avantages de cette dernière.</p>

République du Cameroun

Paix – Travail – Patrie

Agence des Normes et de la Qualité

Direction Générale



Republic of Cameroon

Peace – Work – Fatherland

Standards and Quality Agency

Directorate General

**MAITRE D'OUVRAGE : LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE
DES NORMES ET DE LA QUALITE**

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

DOSSIER DE CONSULTATION

**N°004/DC/ANOR/CIPM/2025 du 14/07/2025 EN PROCEDURE DE GRE A
GRE POUR LA FOURNITURE ET INSTALLATION DES PANNEAUX
SOLAIRES ET DES GROUPES ELECTROGENES A L'AGENCE DES
NORMES ET DE LA QUALITE (ANOR)**

FAISANT SUITE A L'AUTORISATION DE GRE A GRE PAR LETTRE N°004/DC/ANOR/CIPM/2025 du 14/07/2025
25/L/PR/MINMAP/SG/DGMAS/DMAG/CE2/CEA5/NM DU 27/05/2025



FINANCEMENT : BUDGET DE FONCTIONNEMENT DE L'ANOR, EXERCICE 2025

IMPUTATION : 59-39-004-01-05-01-000006

EXERCICE 2025

DOSSIER DE CONSULTATION

PIECE N°4.

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET PARTICULIERES
(CCAP)**

Juillet 2025



TABLE DES MATIERES

CHAPITRE I. Généralités

- Article 1. Objet du marché
- Article 2. Procédure de passation du marché
- Article 3. Attributions et nantissement
- Article 4. Langue, lois et règlements applicables
- Article 5. Normes
- Article 6. Pièces constitutives du marché
- Article 7. Textes généraux applicables
- Article 8. Communication

CHAPITRE II. Exécution des prestations

- Article 9. Consistance des prestations
- Article 10. Lieu et délai de livraison ou d'exécution
- Article 11. Obligations du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué
- Article 12. Ordres de service
- Article 13. Marchés à tranches conditionnelles
- Article 14. Matériel et personnel du cocontractant
- Article 15. Rôles et responsabilités du cocontractant
- Article 16. Brevet
- Article 17. Transport, assurances et responsabilité civile
- Article 18. Essais et services connexes
- Article 19. Service après-vente et consommables

CHAPITRE III. De la réception des prestations

- Article 20. Documents à fournir avant la réception
- Article 21. Garantie contractuelle



Article 22. Réception définitive

CHAPITRE IV. Clauses financières

Article 23. Montant du marché

Article 24. Garanties ou cautions

Article 25. Lieu et mode de paiement

Article 26. Variation des prix

Article 27. Avances

Article 28- Règlement du marché

Article 29- Intérêts moratoires

Article 30 -Pénalités

Article 31- Régime fiscal et douanier

Article 32- Timbres et enregistrement des marchés

CHAPITRE V. Dispositions diverses

Article 33- Résiliation du marché

Article 34- Cas de force majeure

Article 35- Différends et litiges

Article 36- Edition et diffusion du présent marché

Article 37 et dernier : Validité et Entrée en vigueur du marché

CHAPITRE I. GENERALITES

Article 1- Objet du marché

Le présent marché a pour objet la fourniture et l'installation des panneaux solaires et des groupes électrogènes à l'Agence des Normes et de la Qualité, au titre de l'Exercice 2025, en un (01) seul lot.

Article 2- Procédure de passation du marché

Le présent marché est passé après le Dossier de Consultation n°004/DC/ANOR/CIPM/2025 du 14/07/2025 pour la fourniture et l'installation des panneaux solaires et des groupes électrogènes à l'Agence des Normes et de la Qualité.

Article 3- Attributions et nantissement

Pour l'application des dispositions du présent marché, il est précisé que :

3.1. Attributions

Pour l'application des dispositions du présent marché, il est précisé que :

- Le Maître d'Ouvrage est le Directeur Général de l'Agence des Normes et de la Qualité : il signe le marché, ordonne le paiement des prestations, veille à la conservation des originaux des documents y relatifs et procède à la transmission des copies à l'Autorité chargée des marchés publics et à l'organisme chargé de la régulation et au Ministère chargé des Marchés Publics ou son démembrement déconcentré compétent ;
- Le Chef de service du marché est le Sous-Directeur du Budget et du Patrimoine de l'ANOR : Il s'assure de la bonne exécution des obligations contractuelles. Il veille au respect des clauses administratives, techniques et financières et des délais contractuels.
- L'Ingénieur du marché est le Responsable des Marchés et Contrats de l'ANOR : il est accrédité par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué, pour le suivi de l'exécution du marché sous la supervision du Chef de Service du marché à qui il rend compte ;
- L'organisme chargé du contrôle externe des marchés publics est le Ministère en charge des marchés publics. Le Ministère des Marchés Publics ou son démembrement déconcentré compétent assure le contrôle de conformité de l'exécution du marché, délivre les visas préalables requis et vise le décompte général et définitif.
- Le cocontractant de l'Administration ou le titulaire du marché est il est chargé de l'exécution des prestations prévues dans le marché ;

3.2. Nantissement

Aux fins d'application du régime de nantissement prévu à l'article 150 du décret n°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics, les attributions sont définies comme suit :

- L'autorité chargée de l'ordonnancement des paiements est : le Directeur Général de l'Agence des Normes et de la Qualité ;
- L'autorité chargée de la liquidation des dépenses est : le Directeur Général de l'Agence des Normes et de la Qualité ;
- L'organisme ou le responsable chargé du paiement est l'Agent Comptable de l'Agence des Normes et de la Qualité ;
- Le responsable compétent pour fournir les renseignements au titre de l'exécution du présent marché est le Responsable des Marchés et Contrats de l'ANOR.

Article 4- Langue, lois et règlements applicables

4.1. La langue utilisée est le Français ou l'Anglais.

4.2. Le cocontractant ou titulaire du marché s'engage à observer les lois, et règlements en vigueur en République du Cameroun et ce, aussi bien dans sa propre organisation que dans la réalisation du marché.

Si les lois et règlements en vigueur à la date de signature de la présente Lettre Commande devaient à être modifiés après la signature du marché, les coûts éventuels qui en découleraient seraient pris en compte sans gain ni perte pour chaque partie.



Article 5- Normes

5.1 Les fournitures livrées en exécution du présent marché seront conformes aux normes fixées dans le Cahier des Spécifications Techniques, et quand aucune norme applicable n'est mentionnée, à la norme faisant autorité en la matière et applicable au Cameroun, cette norme sera la norme la plus récemment approuvée par l'autorité compétente.

5.2. Le cocontractant étudiera, exécutera et garantira les fournitures du présent marché en prenant en considération la meilleure pratique de réalisation au Cameroun pour des opérations de technologie similaire.

Article 6- Pièces constitutives du marché

Les pièces contractuelles constitutives du présent marché sont complémentaires. Elles sont classées par ordre de priorité :

1. la soumission ou l'acte d'engagement ;
2. L'offre du cocontractant et ses annexes dans toutes les dispositions non contraires au Cahier des Clauses Administratives particulières (CCAP), au Cahier des Spécifications Techniques de la fourniture (CST) ;
3. le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
4. les Termes de Référence (TDR) ;
5. le devis ou le détail estimatif (DQE) ;
6. le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
7. le sous-détail des prix Unitaires (SDPU) ;
8. le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de fourniture et de services quantifiables ;
9. le cahier des clauses administratives générales (CCAG) auquel il est spécifiquement assujéti.
10. Tous autres documents utiles (les Procès-Verbaux (PV) de négociation, les CST, les Stratégies de gestion et Plans de mise en œuvre Environnemental Social, Hygiène et Sécurité (ESHS), le Code de Conduite ESHS.
11. La charte d'intégrité ;
12. La déclaration d'engagement social et environnemental

Article 7- Textes généraux applicables

Le présent marché est soumis aux textes généraux ci-après :

1. La loi n°92/007 du 14 août 1992 portant Code de travail ;
2. La loi n° 2015/018 du 21 décembre 2015 régissant l'activité commerciale au Cameroun ;
3. La loi n° 2018/012 du 11 juillet 2018 portant régime financier de l'Etat ;
4. la loi n° 2024/013 du 23 décembre 2024 portant loi des finances de la République du Cameroun pour le compte de l'exercice 2025 ;
5. la loi n° 096/12 du 05 août 1996 portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement ;
6. la loi n° 2018/011 du 11 juillet 2018 portant Code des transparences et de bonne gouvernance dans la gestion des finances publiques au Cameroun ;
7. la loi N° 98/013 du 14 juil. 1998 relative à la concurrence
8. la loi-cadre N° 2011/012 du 6 mai 2011 portant protection du consommateur au Cameroun
9. la loi n°2018/011 du 11 juillet 2018 portant code de transparence des bonnes gouvernances dans la gestion des finances publiques au Cameroun
10. Le décret n°2001/048 du 23 février 2001 portant organisation et fonctionnement de l'Agence de Régulation des Marchés Publics et ses textes modificatifs subséquents ;
11. Le décret n°2011/408 du 9 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement modifié et complété par le décret n° 2018/190 du 02 mars 2018 ;
12. Le décret n° 2012/075 du 08 mars 2012 portant organisation du Ministère des Marchés Publics dans ses dispositions non contraires au code des marchés publics ;
13. Le Décret n°2018/366 du 20 juin 2018 portant Code des Marchés Publics et ses textes d'application
14. L'arrêté mettant en vigueur les Cahiers des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux Marchés Publics de fournitures en vigueur ;



15. La Lettre-Circulaire n°000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024 relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de restitution, et de déconsignation des cautionnements sur les Marchés Publics ;
16. La Circulaire N° 00013995/C/MINFI du 31 décembre 2024 portant instructions relatives à l'exécution des lois de finances, au suivi et au contrôle de l'exécution du Budget de l'Etat et des autres Entités Publiques pour l'Exercice 2025 ;
17. D'autres textes spécifiques au domaine concerné par le marché.
18. Les normes en vigueur ;

Article 8- Communication

Toutes les communications au titre du présent marché sont écrites et les notifications faites aux adresses ci-après

Dans le cas où le cocontractant est le destinataire :

Madame/Monsieur le : _____
• BP _____
• Téléphone : _____
• Fax : _____

A défaut à la commune de Yaoundé 1^{er} sise Nouveau Centre Administratif à MBALLA 2.

Passé le délai de 15 jours fixé dans le CCAG pour faire connaître au Maître d'Ouvrage, au chef de service son domicile, les correspondances seront valablement adressées à la mairie de : Yaoundé 1^{er} sise Nouveau Centre Administratif à MBALLA 2.

Dans le cas où le Maître d'Ouvrage en est le destinataire :

Madame/Monsieur le : Directeur Général

- B.P. : 14 966 Yaoundé
- Téléphone : 222 20 63 68
- Fax : 222 20 63 68

avec copie adressée dans les mêmes délais au Chef de service, et à l'ingénieur.

CHAPITRE II. EXECUTION DES PRESTATIONS

Article 9- Consistance des prestations

Les prestations sont constituée d'un seul lot et concerne essentiellement :

- des travaux préparatoires ;
- des équipements principaux (panneaux solaires, groupes électrogènes et etc...) ;
- du câblage électrique ;
- et de l'appareillage de protection électrique du système et chemin de câbles ;
- système de mise à la terre ;
- formation d'un personnel technique dédié de l'ANOR à l'utilisation des équipements.

Article 10- Lieu et délai de livraison ou d'exécution

10.1 Le lieu d'exécution des prestations est : La Direction Générale de l'Agence des Normes et des Qualités (Bâtiment Principal et Annexe)

10.2- Le délai d'exécution des prestations objet du présent marché est de : 03 mois

10.3. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations

Article 11- Obligations du Maître d'Ouvrage

11.1. Le Maître d'ouvrage est responsable de l'acquisition et de la mise à disposition du site ainsi que des facilités pour son accès, de la possession, de l'utilisation et de l'accès à toutes les autres zones raisonnablement nécessaires à la bonne exécution du Marché. Il doit fournir au Cocontractant les facilités pour l'accès aux sites des projets. Pour les sites éloignés au siège du Maître d'Ouvrage, les frais de transports pour leur accès sont à la charge du Cocontractant.

11.2 Le Maître d'ouvrage devra obtenir à ses frais les autorisations, agréments et licences auprès des autorités locales, régionales ou nationales ou des services publics compétents, nécessaires à l'exécution du Marché, et qui relèvent de ses obligations.

11.3. Si le cocontractant de l'administration en fait la demande, le Maître d'ouvrage fera tout son possible pour l'aider à obtenir à temps et avec toute la diligence requise auprès des administrations ou services publics locaux, régionaux, nationaux, les permis, autorisations et licences nécessaires à l'exécution du Marché requis par ces organismes pour le cocontractant, ses sous-traitants ou le personnel du cocontractant ou de ses sous-traitants selon les cas.

11.4 Le Maître d'Ouvrage assure au cocontractant protection contre les menaces, outrages, violences, voies de fait, injures ou diffamations dont il peut être victime en raison ou à l'occasion de l'exercice de sa mission.

Article 12- Ordres de service

Les différents ordres de service seront établis et notifiés dans les conditions suivantes :

12.1. Dès notification du marché au titulaire, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dispose d'un délai de quinze (15) jours calendaires pour signer l'ordre de service de démarrage des prestations. *Cet Ordre de service est notifié au cocontractant par le Chef de service du marché dans un délai de sept (7) jours calendaires. Une copie dudit ordre de service est transmise au Ministre en charge des Marchés Publics, à l'Organisme chargé de la Régulation, au Chef de service du marché, à l'Ingénieur du marché, et à l'Organisme Payeur.*

12.2. Les ordres de services ayant une incidence sur le montant et/ou sur le délai sont signés par le Maître d'Ouvrage dans les conditions suivantes :

- a. Lorsqu'un ordre de service est susceptible d'entraîner le dépassement du montant du marché, sa signature est subordonnée aux justificatifs des finances par le Maître d'Ouvrage ;
- b. En cas de dépassement du montant du marché, les modifications ne peuvent se faire que par voie d'avenant et les prestations supplémentaires ne peuvent être payées qu'après signature de ce dernier par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué.
- c. Les ordres de service pour prestations supplémentaires peuvent être signés par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué et régularisés plus tard par voie d'avenant, tant que leur incidence financière est inférieure à dix pour cent (10) du montant du marché.
Une copie des ordres de service susvisés sera adressée au Chef de service du marché, à l'Ingénieur du marché, et à l'Organisme Payeur.
- d. Le visa préalable de l'Organisme Payeur sera éventuellement requis avant la signature de ceux ayant une incidence sur le montant.
- e. En tout état de cause, toute modification touchant aux spécifications techniques ou clauses techniques particulières doit faire l'objet d'une étude préalable sur l'étendue, le coût et les délais du marché.

12.3. Les ordres de service à caractère technique liés au déroulement normal des prestations seront directement signés par le chef de service du marché et notifiés au cocontractant par l'Ingénieur du marché avec copie au Ministère chargé des marchés publics, à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics.

12.4. Les ordres de service valant mise en demeure seront signés par le Maître d'Ouvrage et notifiés au cocontractant par le Chef de service, avec copie au Ministère chargé des Marchés Publics, à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics, à l'Ingénieur et au Maître d'œuvre le cas échéant.

12.5 Les ordres de service de suspension et de reprise des prestations pour cause d'intempéries ou autre cas de force majeure, seront signés par le Maître d'Ouvrage et notifiés au cocontractant par le Chef de Service avec copie au Ministère chargé des Marchés Publics, à l'Organisme chargé de la Régulation, à l'Ingénieur du marché, et à l'Organisme Payeur.

12.6 Les ordres de service prescrivant les prestations nécessaires pour remédier aux dysfonctionnements ne relevant pas d'une utilisation normale qui apparaîtraient pendant la période de garantie, seront signés par le Chef de Service, sur proposition de l'Ingénieur et notifiés au cocontractant par l'Ingénieur.

12.7 Le cocontractant dispose d'un délai de quinze (15) jours pour émettre des réserves sur tout ordre de service reçu. Le fait d'émettre des réserves ne dispense pas le cocontractant d'exécuter les ordres de service reçus.

12.8 En cas de groupement d'entreprises, les ordres de service sont adressés au mandataire, qui a seule qualité pour présenter des réserves au nom du groupement qu'il représente.

Article 13- Marchés à tranches conditionnelles

Sans objet

Article 14- Matériel et personnel du cocontractant

14.1. Le Personnel

Le cocontractant est tenu d'utiliser le personnel proposé dans l'offre dans le cadre de la réalisation des prestations.

14.2. Remplacement du personnel clé (le cas échéant)

Toute modification, même partielle, apportée aux propositions de l'offre technique n'interviendra qu'après agrément écrit du Maître d'Ouvrage ou du Chef de service du marché. En cas de modification, le cocontractant le fera remplacer par un personnel de compétence (qualifications et expérience) au moins égale ou par un matériel de performance similaire et en bon état de marche.

En tout état de cause, les listes du personnel d'encadrement à mettre en place seront préalablement soumises de l'ingénieur dans les 7 jours qui suivent la notification de l'ordre de service de commencer les travaux. Passé ce délai, les listes seront considérées comme approuvées.

L'ingénieur disposera de 5 jours pour notifier par écrit son avis au Chef de service du Marché. Le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de refuser son agrément à une personne proposée par le cocontractant dont la qualification serait insuffisante.

Toute modification unilatérale apportée aux propositions en matériel et en personnel d'encadrement de l'offre technique, avant et pendant les prestations constitue un motif de résiliation du marché tel que visé à l'article 41 ci-dessous.

Toute modification apportée sera notifiée au Maître d'Ouvrage pour approbation préalable.

14.3. Retrait du personnel (le cas échéant)

Après agrément écrit du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué, le Chef de service du marché peut demander au cocontractant de retirer une personne faisant partie de ses effectifs, en donnant les motifs de sa requête, le Cocontractant veillera à ce que cette personne quitte le site dans les dix jours et qu'elle n'ait plus aucun rapport avec le travail dans le cadre du Marché. Si le Maître d'Ouvrage demande le remplacement d'un membre de l'équipe pour faute grave dûment constatée ou pour incompétence, le remplacement se fait aux frais du cocontractant dans un délai maximum de quinze (15) jours.

14.4. Représentant du cocontractant

Dès notification du marché et en cas de mandataire, le cocontractant désigne une personne physique qui le représente vis-à-vis de l'Administration pour tout ce qui concerne l'exécution du projet.

Cette personne chargée de la coordination des tâches afférentes aux prestations, doit disposer de pouvoirs suffisants pour prendre sans délai les décisions nécessaires à la bonne marche du projet.

14.5 Législation du travail

Le Cocontractant devra se conformer à la législation du travail en vigueur au Cameroun incluant la législation relative à l'embauche, la santé, la sécurité, la protection sociale, à l'HIMO, au quota de ressources locales à mobiliser.

Le cocontractant devra fournir le logement, l'assistance médicale, la nourriture et les installations sanitaires au personnel vivant dans les bases vie du cocontractant, en se conformant aux exigences des Spécifications se rapportant aux Conditions sociales et sanitaires de la main d'œuvre.

Dans les relations avec son personnel et le personnel de ses sous-traitants, qui seront employés ou participeront à l'exécution du Marché, le cocontractant devra respecter les fêtes nationales, jours fériés légaux, fêtes religieuses ou autres coutumes, ainsi que toutes les lois et toutes les réglementations locales applicables en matière de droit du travail.

Sauf disposition contraire du Marché, si le cocontractant estime nécessaire d'effectuer des prestations de nuit ou pendant les jours fériés afin de respecter les Niveaux de service et le Délai d'achèvement contractuel, et s'il demande son consentement au Maître d'ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué (si un tel consentement est requis), le Maître d'ouvrage ne devra pas lui refuser ce consentement sans motif valable.



Le cocontractant aura la responsabilité d'obtenir tous les permis et/ou visas nécessaires de la part des autorités compétentes, afin que toute la main-d'œuvre et tout le personnel devant être employés sur le Site puissent entrer et séjourner en situation régulière au Cameroun.

Le cocontractant devra fournir à ses propres frais les moyens nécessaires afin de rapatrier tous les membres de son personnel et du personnel de ses sous-traitants travaillant sur le Site, dans les pays où ils ont été respectivement recrutés pour l'exécution du Marché ; il devra également pourvoir, à ses propres frais, à leur séjour temporaire sur place, entre la date à laquelle ils cesseront d'être employés à l'exécution du Marché et la date programmée pour leur rapatriement.

14. 6. Matériel proposé dans l'offre

Le cocontractant utilisera le matériel approprié proposé dans l'offre pour la bonne exécution des prestations selon les règles de l'art.

Toute modification apportée sera notifiée au Maître d'Ouvrage.

Article 15- Rôles et responsabilités du cocontractant

15.1 Le cocontractant a pour mission d'exécuter la fourniture des biens sous le contrôle de l'ingénieur et de remplir ses obligations de façon diligente, efficace et économique, tels que décrits dans les Spécifications techniques ou les clauses techniques, sous le contrôle de l'Ingénieur et ce conformément au présent marché aux règles et normes en vigueur au Cameroun et aux techniques et pratiques généralement acceptées dans le domaine d'activité concerné par le marché. Il est tenu notamment d'effectuer (s'il y a lieu) les essais et analyses, de déterminer, de choisir, d'acheter, et approvisionner tous les outillages, matériaux et fournitures nécessaires pour l'exécution des prestations. Il est tenu d'engager tout le personnel utile spécialisé ou non.

Le cocontractant est responsable vis-à-vis du Maître d'Ouvrage de la qualité des prestations, de la sécurité des fournitures, de leur transport jusqu'au site de livraison, de leur parfaite adaptation aux besoins de la commande concernée, de la bonne exécution des prestations et des prestations et interventions effectués par les sous-traitants agréés.

Il a l'obligation de remettre en état les ouvrages et matériels détériorés du fait de ses prestations et de se conformer à la législation en vigueur au Cameroun concernant le respect de l'environnement. Il devra exécuter toutes les prestations spécifiées dans les TDR et se conformer aux textes et directives mentionnés dans le cadre du marché.

15.2 Le présent marché peut donner lieu à des sous-commandes suivant les modalités fixées par le Code et le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés des fournitures à condition d'obtenir une autorisation du Maître d'Ouvrage.

15.3 Nonobstant tout recours à une sous-commande, l'entreprise principale demeure responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

15.4 Les prestations objet de sous-commande doivent prioritairement être accordées aux Petites et Moyennes entreprises nationales dont cinquante-un (51%) au moins du capital est détenu par les nationaux, et en cas d'insuffisance ou de carence, aux PME et Grandes entreprises dont trente-trois pourcent (33%) au moins du capital est détenu par les nationaux.

15.5. Le cocontractant doit prendre en charge des frais professionnels et de la couverture de tous risques de maladie et d'accident dans le cadre de sa mission.

15.6 Pour les entreprises étrangères et à défaut de résider, le Cocontractant aura à maintenir en République du Cameroun pendant la période d'exécution du contrat, un représentant permanent dûment mandaté ;

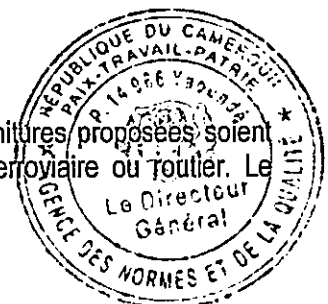
Article 16- Brevet

Le fournisseur ou le cocontractant garantira le Maître d'Ouvrage contre toute réclamation des tiers touchant à la contrefaçon ou à l'exploitation non autorisée d'un brevet, d'une marque ou de droits de création industrielle résultant des prestations ou de l'emploi des fournitures ou de leurs composants.

Article 17- Transport, assurances et responsabilité civile

17.1. Emballage pour le transport

Le cocontractant doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour que les fournitures proposées soient protégées par un emballage soigné et approprié au transport maritime, aérien, ferroviaire ou routier. Le



cocontractant doit faire toute diligence pour réparer tous les dégâts éventuellement occasionnés pendant le transport jusqu'au lieu de livraison.

17.2. Assurances

Le cocontractant devra, à ses propres frais, contracter et maintenir en vigueur dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché, les assurances pendant toute la durée d'exécution du Marché.

Article 18- Essais et services connexes

Le cocontractant est tenu d'avoir ses propres ateliers d'essais permettant d'exécuter tous les essais d'identification et de mise en fonctionnement des fournitures définies dans le CST. Lesdits essais dans ces ateliers sont assurés par le personnel et le matériel du cocontractant

Les essais et services connexes concernent :

1. L'opération de mise en œuvre ;
2. La documentation technique à fournir ;
3. La formation du personnel.

Article 19- Service après-vente et consommables

Le Cocontractant aura à maintenir en République du Cameroun pendant une période de six (06) mois à compter de la date de réception définitive :

1. Un représentant permanent dûment mandaté ;
2. Des ateliers de réparation ;
3. Un personnel qualifié capable d'assurer toutes les réparations nécessaires au bon fonctionnement de l'équipement et/ou accessoires qu'il a fournis ;
4. Un stock suffisant de pièces de rechange.

CHAPITRE III. DE LA RECEPTION DES PRESTATIONS

Article 20- Documents à fournir avant la réception provisoire

20.1 Le cocontractant devra dans un délai de dix (10) jours au moins avant la réception provisoire transmettre au Maître d'Ouvrage les documents suivants [Préciser dispositions particulières le cas échéant] :

1. Copie de la facture décrivant les prestations indiquant leurs quantités, leur prix et le montant total ;
2. Copie Cautionnement définitif.
3. Copie assurance le cas échéant ;

20.2 La Commission de réception sera composée ainsi qu'il suit à titre indicatif :

La Commission de réception sera composée des membres suivants :

Président : Le Maître d'Ouvrage ou son représentant ;

Rapporteur : L'Ingénieur du marché;

Membres :

- *Le Chef de Service du marché ou son représentant ;*
- *L'Ingénieur du marché / Rapporteur ;*
- *Le comptable matière de l'ANOR*
- *Observateur : Le représentant du MINMAP ;*
- *Invité : Le Cocontractant ;*

Les membres de la commission de réception sont convoqués au moins dix (10) jours avant la date de réception. Le cocontractant ou le prestataire est convoqué à la réception par courrier au moins dix (10) jours avant la date de la réception. Il est tenu d'y assister (ou de s'y faire représenter) par (*Quorum à préciser*). Son absence équivaut à l'acceptation sans réserve des conclusions de la Commission de réception.

20.3. Début de la période de garantie

La période de garantie commence à la date de la réception des prestations.

20.4. Prise de possession des fournitures



Toute prise de possession des fournitures doit être précédée d'une réception des prestations. Toutefois, s'il y a urgence, la prise de possession peut intervenir antérieurement à la réception, sous-réserve de l'établissement d'un état des lieux contradictoire.

20.5 : Rejet

Lorsque la Commission juge que les prestations appellent les réserves telles qu'il ne lui apparaît possible d'en prononcer ni la réception partielle ni la réception avec réfaction, le Chef de service du marché notifie une décision motivée de rejet.

Le Cocontractant dispose de quinze (15) jours pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du Chef de service du marché. Si le Cocontractant formule des observations, celui-ci dispose ensuite de quinze (15) jours pour notifier une nouvelle décision, après avis de la Commission de réception, le cas échéant ; à défaut d'une telle notification, le Chef de service du marché est réputé avoir accepté les observations du Cocontractant.

En cas de rejet, le Cocontractant est tenu de rembourser les avances et acomptes déjà perçus

Article 21- Garantie contractuelle

21.1. Délai de garantie

La durée de garantie est de six (06 mois) à compter de la date de réception des prestations. Le Cocontractant garantit que les équipements livrés en exécution du marché sont neufs.

21.2. Obligations pendant la période de garantie

Pendant la période de garantie, le Cocontractant doit maintenir à ses frais le matériel en état de fonctionnement, c'est-à-dire assurer dans les dix (10) jours de la notification de la panne par l'Administration et sur le lieu d'emploi, la remise en état du matériel pour toutes les pannes consécutives à des vices de construction ou à des défauts de fabrication qui apparaissent dans l'équipement.

Si après réception des prestations, le cocontractant ne s'est pas conformé dans un délai de quinze (15) jours (préoccupation) aux prescriptions d'un ordre de service concernant les réparations ou réfections éventuelles, le Chef de service du marché sera en droit de les faire exécuter par ses propres ouvriers ou par un autre fournisseur et d'en recouvrer le montant aux dépens du cocontractant par déduction sur toutes sommes dues, garantie ou à devoir à ce dernier dans le cadre du marché.

Article 22- Réception définitive

22.1. La réception définitive s'effectuera dans un délai maximal de quinze (15) jours à compter de l'expiration du délai de garantie.

22.2. La composition de la commission ainsi que la procédure de réception définitive sont les mêmes que celles de la réception provisoire.

CHAPITRE IV. CLAUSES FINANCIERES

Article 23 : Montant du marché

Le montant du présent marché, tel qu'il ressort du détail estimatif est le prix fixé dans la lettre de soumission tel qu'il ressort du devis estimatif ci-joint. Ce montant est de *(en chiffres) (en lettres) francs* CFA toutes taxes comprises (TTC) ; soit :

- Montant HTVA : _____ (____) francs CFA ;
- Montant de la TVA (19,25%) : _____ (____) francs CFA
- Montant de l'AIR (5,5%) : _____ (____) francs CFA
- Net à percevoir = Montant net déduit de tous les impôts et taxes : _____ (____) francs CFA.

Article 24 : Garanties ou cautions

Le cocontractant devra fournir les garanties décrites ci-après émanant d'organismes financiers agréés par le Ministre chargé des finances en faveur du Maître d'Ouvrage dans les délais, pour le montant, selon la manière et sous la forme indiquée ci-après :

24.1. Cautionnement définitif

- a) Le cautionnement définitif sera constitué et transmis au chef du service du marché dans un délai maximum de vingt (20) jours calendaires à compter de la date de notification du marché et en tout cas avant le premier paiement.
- b) Son montant est fixé à 3% du montant TTC du marché augmenté le cas échéant du montant des avenants.
- c) La garantie sera libellée dans la ou les monnaie(s) du Marché, ou dans une monnaie librement convertible satisfaisant le Maître d'ouvrage, et devra suivre l'un des modèles fournis dans le Dossier d'appel d'offres, comme indiqué par le Maître d'ouvrage dans le CCAP, ou tout autre document satisfaisant le Maître d'ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué.
- d) Les modes de substitution du cautionnement prévus conformément à l'article 140 du code des marchés publics
- e) Le cautionnement définitif sera restitué consécutivement par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué dans un délai d'un mois suivant la date de réception provisoire des prestations, à la suite d'une mainlevée délivrée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué après demande du cocontractant.
- f) Les petites et moyennes entreprises à capitaux et dirigeants nationaux ainsi que les organisations de la société civile peuvent produire, à la place du cautionnement, soit un chèque certifié, soit un chèque de banque, soit une hypothèque légale, soit une caution d'un établissement bancaire ou d'un organisme financier agréé conformément aux textes en vigueur.

24.2. Cautionnement de bonne exécution

Le cautionnement de bonne exécution est fixé à 10% du montant TTC du marché augmenté le cas échéant du montant des avenants

La restitution de la retenue de garantie sera effectuée dans un délai de 30 jours calendaire après la réception définitive des prestations sur main levée délivrée par le Maître d'Ouvrage après expiration du délai de garantie.

A l'expiration d'un délai de 30 jours calendaires, les cautionnements cessent d'avoir effet ; l'organisme compétent est tenu de restituer ces cautionnements ou de libérer la retenue de garantie ou le cautionnement de bonne exécution sur simple demande du cocontractant de l'administration ; sauf si le Maître d'Ouvrage a dûment signifié à la caution du cocontractant qu'il n'a pas honoré toutes ses obligations.

Dans ce cas, il ne peut être mis fin à l'engagement de la caution que par main levée délivrée par le Maître d'Ouvrage.

24.3. Cautionnement d'avance de démarrage ou d'avance pour approvisionnement

Sans objet

Article 25 : Lieu et mode de paiement

Tout règlement relatif à un marché public intervient par transfert sur un compte domicilié dans un établissement de crédit de droit camerounais de premier rang agréé par le Ministre chargé des finances, conformément au texte en vigueur ou par crédit documentaire.

Le Maître d'Ouvrage se libérera des sommes dues par virement bancaire au nom du cocontractant de la manière suivante : *[La domiciliation bancaire devra être la même que celle du cautionnement définitif]*
au compte N° _____ ouvert au nom du co-contractant à la banque _____

Article 26 : Variation des prix

26.1. Les prix sont fermes ou révisables Les acomptes payés au cocontractant au titre des avances ne sont pas révisables.

26.2. Modalités d'actualisation des prix (le cas échéant)

Les modalités d'actualisation des prix sont celles prévues dans le code des marchés publics



Article 27 : Avances

27.1. Le Maître d'Ouvrage n'accordera pas une avance de démarrage pour l'exécution de ce marché.

Article 28- Règlement du marché

28.1. Décomptes provisoires

Quand la livraison peut être effectuée, chaque livraison partielle sauf stipulation contraire du marché ou chaque livraison provisoire ouvre droit, à un paiement égal à la valeur du marché exécuté. Les décomptes provisoires ou factures doivent être établis en sept exemplaires à une fréquence de deux mois.

Seul le décompte hors TVA sera réglé au cocontractant. Le décompte du montant des taxes fera l'objet d'une écriture d'ordre entre les budgets de l'ANOR et du ministère en charge des finances.

Le montant HTVA de l'acompte à payer au cocontractant de l'administration sera mandaté comme suit :

- HTVA - AIR versé directement au compte du cocontractant de l'administration ;
- TVA au taux en vigueur ;
- AIR versé au Trésor public au titre de l'AIR dû par le cocontractant ; (Ces différents taux sont susceptibles de variation en fonction de la réglementation en vigueur).

28.2. Décompte final

Après achèvement des prestations et dans un délai maximum de 15 jours après la date de réception provisoire, le cocontractant établira à partir des constats contradictoires, le projet de décompte final des prestations effectivement réalisées qui récapitule le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché dans son ensemble.

Ce projet de décompte final, une fois rectifié par l'ingénieur et accepté par le Chef de service du marché devient final. Il sert à l'établissement de l'acompte pour solde du marché.

Le cocontractant de l'administration doit dans un délai maximal d'un mois suivant la date de cette notification, renvoyer le décompte final revêtu de sa signature sans ou avec réserves, ou faire connaître les raisons pour lesquelles il refuse de signer.

Dans le cas où le cocontractant signe avec réserve ou ne signe pas le décompte final, les motifs de ce refus ou de ces réserves doivent être exposés par le cocontractant dans un mémoire récapitulatif de toutes les réclamations dont il revendique le paiement, accompagné des justificatifs nécessaires, et transmis à l'Ingénieur dans le même délai que ci-dessus, sous peine de forclusion.

Le règlement du différend intervient alors selon les dispositions du code des marchés publics et du CCAG en vigueur.

28.3. Décompte général et définitif

A la fin de la période de garantie qui donne lieu à la réception définitive des fournitures, le Chef de service dresse le décompte général et définitif du marché qu'il fait signer contradictoirement par le cocontractant et le Maître d'Ouvrage. Ce décompte comprend :

- 28.3.1. Le décompte final,
- 28.3.2. Le solde,
- 28.3.3. La récapitulation des acomptes mensuels.

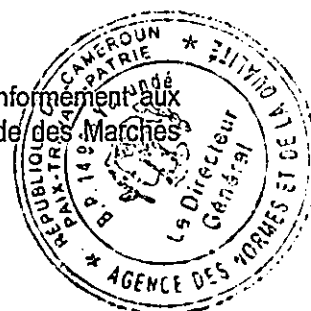
La signature du décompte général et définitif sans réserve par le cocontractant, lie définitivement les parties et met fin au marché et libère le cocontractant et le maître d'ouvrage de toutes leurs obligations, sauf en ce qui concerne les intérêts moratoires.

La transmission du décompte général et définitif ou de la dernière facture à l'Organisme payeur en vue du paiement est subordonnée au visa préalable du MINMAP. Pour cela, une copie de l'attachement correspondant et tous les décomptes provisoires devront lui être antérieurement transmis ou remis à son représentant sur le site le cas échéant

Les délais et les modalités de signature ainsi que de gestion des désaccords sont les mêmes que ceux du décompte final.

Article 29- Intérêts moratoires

Les intérêts moratoires éventuels sont payés par état des sommes dues et calculés conformément aux dispositions des articles 166 et 167 du décret n° 2018/366 du 20 Juin 2018 portant Code des Marchés Publics par application de la formule :



$L = M \times (n/360) \times (i)$ dans laquelle :

M = Montant TTC des sommes dues au titulaire ; N = Nombre de jours calendaires de retard ;

i = Taux débiteurs des entreprises à la BEAC majoré d'un (01) point ou taux d'escompte pratiqué par la Banque d'émission de la monnaie considérée majoré au plus d'un (01) point, selon le cas.

Article 30 -Pénalités

A. Pénalités de retard

En cas de dépassement du délai contractuel imputable au titulaire du marché, il lui est appliqué une pénalité de retard, dont le montant est fixé comme suit :

- a. *Un deux millièmes (1/2000è) du montant TTC du marché de base et de ses avenants éventuels par jour calendaire de retard du premier au trentième jour au-delà du délai contractuel fixé par le marché ;*
- b. *Un millième (1/1000è) du montant TTC du marché de base et de ses avenants éventuels par jour calendaire de retard au-delà du trentième jour.*

B Pénalités particulières

Indépendamment des pénalités pour dépassement du délai contractuel, le cocontractant est passible des pénalités particulières suivantes pour inobservation des dispositions du contrat, entre autres :

- Remise tardive du cautionnement définitif 5000 FCFA par jour ;
- Remise tardive des assurances 1000 FCFA par jour ;

En tout état de cause, le montant cumulé des pénalités (retard et particulière) ne saurait excéder dix pour cent (10%) du montant TTC du marché de base *et de ses avenants éventuels* sous peine de résiliation.

Toute remise de pénalités ne peut intervenir qu'après avis de l'organisme chargé de la régulation des marchés publics requis par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué.

Article 31- Régime fiscal et douanier

Le marché est soumis au régime fiscal et douanier en vigueur dans la république du Cameroun. Le marché est conclu tout taxes comprises, conformément à la loi de finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2025 et au Code Général des Impôts qui définissent les modalités de mise en œuvre du régime fiscal des Marchés Publics.

La fiscalité applicable au présent marché comporte notamment :

- Des impôts et taxes relatifs aux bénéfices industriels et commerciaux, y compris l'AIR qui constitue un précompte sur l'impôt des sociétés ;
- Des droits d'enregistrement calculés conformément aux stipulations du code des impôts ;
- Des droits et taxes attachés à la réalisation des prestations prévues par le marché :
 - Des droits et taxes d'entrée sur le territoire camerounais (droits de douanes, TVA,);
 - Des droits et taxes communaux,
 - Des droits et taxes relatifs aux prélèvements des matériaux et d'eau.

Ces éléments doivent être intégrés dans les charges que le cocontractant impute sur ses coûts d'intervention et constituer l'un des éléments des sous-détails des prix hors taxes.

Le prix TTC s'entend TVA incluse.

Sauf mention spécifique contraire figurant au Marché, le cocontractant devra supporter et payer tous droits, taxes, impôts et charges lui incombant ainsi qu'à ses sous-traitants.

Article 32- Timbres et enregistrement des marchés

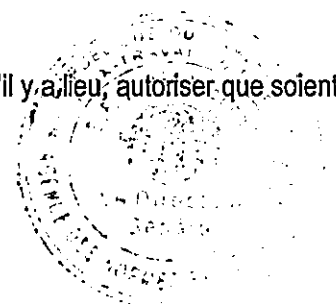
Sept (07) exemplaires originaux du marché seront timbrés et enregistrés par les soins et aux frais du cocontractant, conformément à la réglementation en vigueur au Cameroun.

CHAPITRE V. DISPOSITIONS DIVERSES

Article 33- Résiliation du marché

33.1 Le marché est résilié de plein droit dans l'un des cas suivants :

- a. Décès du titulaire du marché. Dans ce cas, le Maître d'Ouvrage peut, s'il y a lieu, autoriser que soient



- acceptées les propositions présentées par les ayant droits pour la continuation des prestations ;
- b. Faillite du titulaire du marché. Dans ce cas, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué peut accepter s'il y a lieu, des propositions qui peuvent être présentées par les créanciers pour la continuation des prestations ;
- c. Liquidation judiciaire, si le co-contractant de l'Administration n'est pas autorisé par le tribunal à continuer l'exploitation de son entreprise ;
- d. En cas de sous-traitance, de cotraitance ou de sous-commande sans autorisation préalable du Maître d'Ouvrage ;
- e. Défaillance du cocontractant de l'Administration dûment notifiée à ce dernier par le Maître d'Ouvrage par ordre de service valant mise en demeure et la carence constatée ;
- f. Non-respect de la législation ou de la réglementation du travail ;
- g. Variation importante des prix dans les conditions définies par le cahier des clauses administratives générales, suite à la modification des conditions économiques ou des quantités initiales du marché ;
- h. Manceuvres frauduleuses et corruption dûment constatées.

33.2 Le marché peut également être résilié dans les conditions stipulées dans le CCAG, notamment dans l'un des cas suivants :

- a. Retard dans les prestations entraînant des pénalités au-delà de 10% du montant des prestations ;
- b. Refus de la reprise des prestations non conformes ;
- c. Ajournement ou interruption prolongée décidée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué,
- d. Non-paiement persistant des prestations
- e. Motif d'intérêt général

33.3 Le marché peut également être résilié dans les conditions stipulées dans le CCAG, notamment dans l'un des cas suivants :

- a. En cas de force majeure et après avis de l'Autorité chargée des marchés publics en l'absence de toute responsabilité du cocontractant de l'administration sans préjudice des indemnités auxquels ce dernier peut prétendre ;
- b. Non-paiement persistant des prestations
- c. Motif d'intérêt général

Article 34- Cas de force majeure

Le titulaire du marché ne sera pas tenu responsable des retards imputables à un cas de force majeure. Dans un tel cas, le titulaire du marché avertira le Maître d'ouvrage ou le Maître d'ouvrage Délégué par écrit, dans les [préciser nombre de jours] suivant l'apparition du cas de force majeure et il donnera une estimation des retards en résultant. Chaque fois qu'un cas de force majeure provoquera un retard, le titulaire du marché aura droit, si le Maître d'ouvrage le juge réel, à une prorogation des délais

Les cas de force majeure seront constatés conformément aux dispositions du CCAG. Il appartient au Maître d'Ouvrage d'apprécier le caractère de force majeure et les justificatifs fournis.

Dans le cas où l'entrepreneur invoquerait le cas de force majeure relevant des conditions météorologiques, les seuils en deçà desquels aucune réclamation ne sera admise sont :

- *Pluie : 200 millimètres en 24 heures ;*
- *Vent : 40 mètres par seconde ;*
- *Crue : la crue de fréquence décennale.*

Article 35- Différends et litiges

Les différends ou litiges nés de l'exécution du présent marché peuvent faire l'objet d'un règlement à l'amiable. Lorsqu'aucune solution amiable ne peut être apportée au différend, celui-ci est porté devant la juridiction Camerounaise compétente.

Article 36- Edition et diffusion du présent marché

La rédaction ou la mise en forme des documents constitutifs du marché sont assurées par le Maître d'Ouvrage. Vingt (20) exemplaires du présent marché seront édités par les soins du prestataire et transmis au Maître d'Ouvrage.

Article 37 et dernier : Validité et Entrée en vigueur du marché

Le présent marché ne deviendra définitif qu'après sa signature par le Maître d'Ouvrage. Il entrera en vigueur dès sa notification au cocontractant.



République du Cameroun

Paix – Travail – Patrie

Agence des Normes et de la Qualité

Direction Générale



Republic of Cameroon

Peace – Work – Fatherland

Standards and Quality Agency

Directorate General

**MAITRE D'OUVRAGE : LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE
DES NORMES ET DE LA QUALITE**

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

DOSSIER DE CONSULTATION

**N°004/DC/ANOR/CIPM/2025 du 14/07/2025 EN PROCEDURE DE GRE A
GRE POUR LA FOURNITURE ET INSTALLATION DES PANNEAUX
SOLAIRES ET DES GROUPES ELECTROGENES A L'AGENCE DES
NORMES ET DE LA QUALITE (ANOR)**

FAISANT SUITE A L'AUTORISATION DE GRE A GRE PAR LETTRE N°04186-
25/L/PR/MINMAP/SG/DGMAS/DMAG/CE2/CEA5/NM DU 27/05/2025

FINANCEMENT : BUDGET DE FONCTIONNEMENT DE L'ANOR, EXERCICE 2025

IMPUTATION : 59-39-004-01-05-01-000006

EXERCICE 2025

DOSSIER DE CONSULTATION

PIECE N°5. CAHIER DES SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Juillet 2025



CAHIER DES SPECIFICATIONS TECHNIQUES

1. Contexte et justification du Besoin

L'Agence des Normes et de la Qualité (ANOR), au quotidien, se retrouve confrontée à un réel problème d'instabilité de l'énergie électrique pouvant engendrer des dommages sur les appareils très importants, pire la perte des données des équipements très importants et sensibles tels que les serveurs qui sont des appareils clés et indispensables et pour lesquels l'alimentation électrique ne doit pas connaître une interruption.

Dans le souci de mener à bien ses missions stratégiques et opérationnelles, de palier à la mauvaise qualité de l'énergie électrique surtout sa précarité et alléger les ressources allouées au règlement des factures d'énergie conventionnelles, L'Agence des Normes et de la Qualité (ANOR) dans son budget de fonctionnement de l'exercice 2025 a prévu une ligne budgétaire d'un montant de deux cent millions (200 000 000) FCFA afin de se doter de panneaux solaires et des groupes électrogènes comme source d'énergie secondaire. Cette dotation permettra à l'Agence d'assurer une fourniture d'énergie électrique fiable, disponible et sans interruption au siège de la Direction Générale (Bâtiment principal et Annexe) durant les phases où le délestage aura élu domicile.

2. Objectifs

Il sera question pour ces nouveaux équipements d'assurer une continuité d'alimentation en énergie au siège de la Direction Générale de l'ANOR lorsqu'il y'aura coupure d'énergie électrique. Plus spécifiquement, les batteries de stockages seront prêtes à restituer l'énergie en cas de coupure d'énergie ENEO, l'énergie supplémentaire produite par les panneaux solaires et groupes électrogènes alimentera en permanence certaines charges électriques telles que l'éclairage des bureaux. Enfin ces nouveaux équipements auront pour but principal d'alimenter prioritairement les appareils sensibles de production et certains bureaux du staff management de l'ANOR.

3. Résultats attendus

Ils porteront sur les points suivant :

- Travaux préparatoires (Installation du chantier, études d'implantation des équipements, élaboration du projet d'exécution et du plan de recollement, fourniture et pose des supports devant accueillir le nouvel équipement) ;
- Acquisition des équipements principaux (panneaux solaires, groupes électrogènes, armoire de contrôle et batterie de stockages) ;
- Câblage électrique ;
- Installation appareillage de protection électrique du système et chemin de câbles ;
- Système de mise à la terre ;
- Formation d'un personnel technique dédié de l'ANOR à l'utilisation des équipements.

Avec pour résultat

- Disponibilité d'une source d'énergie électrique secondaire à l'immeuble siège de l'ANOR ;
- Personnel formé à la maintenance des nouvelles installations déployées ;
- Service disponible ;
- Documentation.

4. Délai de livraison



Le délai de livraison est de trois (03) mois

5. Profil et qualification du personnel technique d'encadrement

Un minimum requis de :

- **Un Conducteur des travaux** (Ingénieur des travaux, Bac+3 en Génie Electrique/Electromécanique énergie renouvelable ou équivalent. Avec une expérience professionnelle minimale de cinq (05) ans dans la conduite de la fourniture et installation des équipements électriques avec trois (03) missions similaires en qualité de Conducteur des travaux)
- **Un Chef chantier** (Technicien supérieur, Bac+2 en électrotechnique, énergie renouvelable ou équivalent. Avec une expérience professionnelle minimale de trois (03) ans dans la conduite de la fourniture et installation des équipements électriques avec deux (02) missions similaires en qualité de Chef chantier) ;
- **Un Responsable QHSE** (Environnementaliste ou équivalent, Bac+3 au moins QHSE ou équivalent. Avec une expérience professionnelle minimale de trois (03) ans pour le suivi permanent du contrôle qualité des travaux relevant de son domaine de compétence et ayant deux (02) missions similaires en qualité de Responsable QHSE).

6. Service après-vente et garantie

Une garantie minimale de six (06) mois doit être accordée sur les pièces et les composants des équipements installées, avoir au moins un personnel technique disponible pour assurer la maintenance des équipements en cas de besoin durant la période de garantie et les pièces de rechanges pour les équipements les nécessitant.

7. Formation

7.1 Consistance de la formation

Le contractant dans l'exécution de sa mission, prendra en charge tous les frais (logistique de la formation et prise en charge du personnel) relatifs à la formation de trois (03) employés de l'ANOR. Cette formation visera à leur transmettre le savoir théorique et pratique nécessaire pour :

- La prise en main des nouveaux équipements déployée ;
- La maintenance préventive, curative et évolutive des panneaux solaires et groupes électrogènes.

Chacun d'eux devra bénéficier de trois (03) jours de formation dont un (01) jour pour la formation théorique et deux (02) jours pour la formation pratique.

7.2 Mode de formation

La formation se déroulera en présentielle.

7.3 Livrables de la formation

- Rapports de formation
- Fiches de présence
- Support pédagogique
- Support de cours pour apprenants

8. Spécifications techniques

8.1. Panneaux solaires

Panneaux solaires

50KW hybrid power conversion unit, IEC

- Onduleur centralise 50KVa 3P+N
- Licence de 5 ans pour monitoring à distance via la plateforme du fabricant (ANOR doit prévoir la connexion Internet);
- Compatible avec batterie pylontech
- Transformateur d'isolement inclus
- Régulateur solaire MpptDD-DC 50 wc intégré
- Couplage Ge/Eneo oui
- Protection AC et DC inclus
- Pmax = 110% de Pnom 20 sec

Armoire de contrôle ECC 50 kw protection AC

- Licence e fonctionnement à vis pour les automates de l'armoire ECC
- Power Cube M2 Battery Rack 62kwh

Câbles électriques

Fournitures et pose câbles et accessoires de branchement

Câble solaire 1x6mm² (noir)

câble extra souple (Noir et Rouge)1*95mm²

câble extra souple (Noir et Rouge)1*70mm²

câble extra souple (Noir et Rouge)1*50mm²

câble extra souple1 x 16 mm² – Vert/Jaune

câble extra souple1 x 6 mm² – Vert/Jaune

Accessoires d'installation (domino, vis, scotch électrique, scotch papier...)

Gaine ou fourreau, Goulotte

Cosse Tubulaire 952Cosse Tubulaire 702

Cosse Tubulaire 502

Appareillage de protection électrique du système et chemin de câbles

Fourniture et pose appareillage de protection électrique du Appareillage de protection électrique du système et chemin de câble

- Coffret de gestion et de répartition des circuits électriques en CC
- Barrette de terre
- Coffret de distribution basse tension compteur
- Compteur d'énergie principale

Système de mise à la terre

- Cuivre nu 29mm²
- Piquet de terre
- Barrette de terre
- Coffret de distribution basse tension compteur



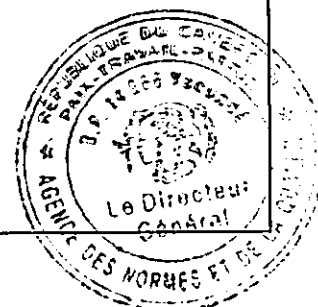
8.2. Groupes électrogènes

8.2.1 Groupe électrogènes de 65 KVA

- Puissance apparente 65KVA
- Puissance utile : 52 KW Tension normale 400V = 3 ph + N
- 230 V = 1ph + N
- Fréquence d'entrée : 50 HZ
- Disjoncteur : 4 pôles
- Vitesse : 1500tr/min
- Batterie de démarrage
- Tableau de contrôle
- Silencieux d'échappement
- Inverseur de sources automatiques CTI 100

8.2.2 Groupe électrogènes de 100 KVA

Désignation		Spécifications Techniques	
1	Description Générale		
	Modèle	GSW115P	
	Moteur	1104D-E44TAG2 (Stage IIIA)	
	Alternateur	ECP 34 2S	
	Démarrage manuel ou automatique	Oui	
	Livré avec liquides moteur et batterie	Oui	
	Tension nominale	400 V triphasé + neutre	
	Fréquence nominale	50 hz	
	Facteur de puissance	0,8	
	Vitesse de rotation nominale	1500 tr/min	
	Intensité maximum disponible	168.00 A	
	Longueur	2414 mm	
	Largeur	1087 mm	
	Hauteur	1683 mm	
	Poids	1500 kg (hors remorque)	
2	Puissances		
	Puissance	kVA	kVe
	Nominale - PRP	106.00	83.00
	Secours - LTP	116.10	91.70
3	Caractéristiques générales		
	Modèle	1104D-E44TAG2 (Stage IIIA)	
	Type de refroidissement	Eau	
	Radiateur attelé avec ventilateur mécanique	/	
	Type d'aspiration	Turbo	
	Vitesse de rotation	1500 tr/min	
	Nombre de cylindres	4	
	Disposition des cylindres	En ligne	
	Cylindrée	4400 cm3	
	Course	127 mm	
	Alésage	105 mm	
	Vitesse de pistons	6.35 m/s	



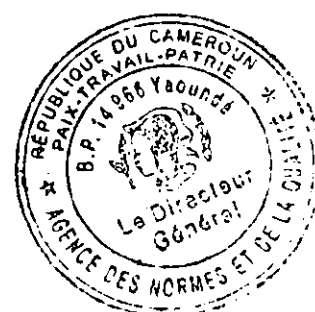
	Désignation	Spécifications Techniques
	Taux de compression	18.30
	Type de régulation de vitesse	Electronique
	Variation de vitesse en régime stable	0.50 %
	Puissance mécanique nette PRP	92.10 KWm
	Puissance mécanique nette LTP	101.60 KWm
	Impact de charge maximum (% de PRP)	70
4	Consommation de carburant	
	Consommation à 100% de PRP	24.50 l/h
	Consommation à 75% de PRP	19.80 l/h
	Consommation à 50% de PRP	13.20 l/h
	Consommation à 25% de PRP	0.00 l/h
	Conso spécifique à 100% de PRP	212.00 g/KWh
5	Système de lubrification	
	Capacité du carter d'huile	10.00 L
	Consommation d'huile à 100% de PRP	0.30 % de cons carburant
6	Admission / Refoulement d'air	
	Débit d'air de combustion (PRP)	385 m3/h
	Débit d'air de combustion (LTP)	393 m3/h
	Débit d'air de refroidissement (PRP)	9108.00 m3/h
	Débit d'air de refroidissement (LTP)	9108.00 m3/h
	Débit des gaz d'échappement (LTP)	992.00 m3/h
	Température des gaz d'échappement (LTP)	506°C
7	Système électrique	
	Tension des batteries de démarrage	12.00 Volt
	Capacité des batteries de démarrage	70.00 Ah
	Capacité de l'alternateur de charge	65.00 Ah
8	Accessoires / Equipements complémentaires	
	Pompe de vidange manuelle.	Oui
	Système de préchauffage du moteur alimenté en 230 V (seulement pour groupe avec coffret automatique).	Oui
	Grilles de protection du ventilateur et des parties tournantes.	Oui
9	Alternateur	
	Marque	MECCALTE
	Modèle	ECP 34 2S
	Nombre de phases	3
	Type	Synchrone
	Nombre de pôles	4 pôles, pas 2/3
	Classe d'isolement	H
	Classe de température	H
10	Caractéristiques électrique	
	Puissance prp à 27°C	105 kVA
	Puissance ltp à 27°C	116 kVA
	Tension nominale	400 Volt
	Fréquence nominale	50 Hz
	Facteur de puissance	0.8

	Désignation	Spécifications Techniques
	Rendement à 3/4 de PRP	92.50%
	Rendement à 4/4 de PRP	92.20%
	Capacité de court-circuit	300.00 % de In
	Altitude de référence	<1000 m
	Réactance longitudinale transitoire saturée (X'D)	15.40%
	Réactance longitudinale subtransitoire saturée (X''D)	4.99%
	Réactance longitudinale synchrone non saturée (XD)	236.90%
	Réactance transversale synchrone non saturée (XQ)	154.10%
	Taux d'harmonique à vide (TGH/THC)	2.80%
	Forme d'onde : NEMA = TIF - TGH/THC	40.00%
	Forme d'onde : CEI = FHT - TGH/THC	2.00
11	Régulation de tension et excitation	
	Type d'excitation	MAUX
	Modèle de régulateur de tension	Electronique DSR
	Variation de tension en régime	1.00 %
12	Caractéristiques mécanique	
	Degrée de protection IP	23
	Montage	Mono palier
	Type de construction	Abrité, grillagé
	Enroulement	Standard
	Volume d'air de refroidissement	19 m3/min
	Accouplement direct par disques flexibles	Oui
13	Châssis	
13.1	Caractéristiques générales	Oui
	Structure en acier monobloc mécano soudée. Renforts latéraux. Support de fixation du radiateur de refroidissement. Traverse et cales de mise à niveau du moteur et de l'alternateur. Anneaux de levage. Ensemble moteur + alternateur accouplé par disque flexible et flasque de protection. Rétention des fluides moteur: carburant, huile, liquide de refroidissement. Pieds de fixation permettant la manutention par chariot élévateur ou transpalette.	
13.2	Plots anti vibratiles	Oui
	2 Plots anti-vibratiles installés entre le moteur et le châssis. 2 Plots anti-vibratiles installés entre l'alternateur et le châssis	
13.3	Réservoir de carburant	Oui
	Réalisé en polypropylène haute densité de capacité : 209 litres. Equippé d'un large bouchon de remplissage, de 2 piquages 1" et d'un bouchon de vidange. Sonde électrique de niveau proportionnelle et contact	

	Désignation	Spécifications Techniques
	de niveau bas. Event de décompression. Vanne carburant trois voies pour le raccordement rapide à un réservoir externe en cas de chantier de longue durée.	
14	Capotage insonorisant	
14.1	Caractéristiques générales	Oui
	Pressions sonores : 79 dB à 1m 67 dB à 7m 64 dB à 10m Puissance acoustique : 97 LWA Niveau sonore mesuré selon la norme NF EN ISO 3744 : 2012. Il est composé d'une structure métallique, de panneaux acoustiques, d'entrée et sortie d'air et de silencieux d'échappement résidentiel intégré au capotage. Un arceau et anneaux de manutention largement dimensionnés pour une manutention aisée.	
14.2	Parois	Oui
	Panneaux modulaires en acier électro-zingué pliés à la presse. Revêtement époxy couleur vert Doublage en laine minérale insonorisante type Spintex - HP 353-144. Réaction au feu : M0. Epaisseur : 40mm. Densité moyenne : 144Kg/m3. Température d'emploi : Jusqu'à 750 °C en régime continu	
14.3	Portes et accès	Oui
	Pour la gamme de 10 à 220 KVA, 2 portes acoustiques sont installées de part et d'autre du capotage afin d'offrir un accès aisé au groupe électrogène lors de la maintenance. Une porte d'accès au tableau de contrôle commande est installée sur le côté du capotage. Une vitre intégrée permet la visualisation de la carte de contrôle porte fermée. Des réservations sont disponibles pour le passage des câbles et les canalisations de carburant. Un système de serrure à clé Pass permet l'ouverture	



	Désignation	Spécifications Techniques
	et fermeture des portes.	
15	Equipements supplémentaires	Oui
	<p>Un bornier de puissance est disponible pour une utilisation de la puissance totale de la machine. Ces connexions sont protégées par une porte en plexiglass.</p> <p>Kit de 5 prises avec disjoncteurs différentiels de protection : prises homologuées CE, protégées chacune par un disjoncteur adapté et qui permettent de connecter facilement les machines à alimenter.</p> <p>Indice de protection = IP44</p> <p>Détails des prises :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1 prise 3P + N + T de 63A 1 prise 3P + N + T de 32A 1 prise 3P + N + T de 16A 1 prise 2P + T de 16A 1 prise SCHUKO 2P + T de 16A <p>Un piquet de terre galvanisé est fourni pour permettre le raccordement du groupe sur le site d'utilisation.</p>	



République du Cameroun

Paix – Travail – Patrie

Agence des Normes et de la Qualité

Direction Générale



Republic of Cameroon

Peace – Work – Fatherland

Standards and Quality Agency

Directorate General

**MAITRE D'OUVRAGE : LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE
DES NORMES ET DE LA QUALITE**

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

DOSSIER DE CONSULTATION

**N°004/DC/ANOR/CIPM/2025 du 14/07/2025 EN PROCEDURE DE GRE A
GRE POUR LA FOURNITURE ET INSTALLATION DES PANNEAUX
SOLAIRES ET DES GROUPES ELECTROGENES A L'AGENCE DES
NORMES ET DE LA QUALITE (ANOR)**

FAISANT SUITE A L'AUTORISATION DE GRE A GRE PAR LETTRE N°04186-
25/L/PR/MINMAP/SG/DGMAS/DMAG/CE2/CEA5/NM DU 27/05/2025

FINANCEMENT : BUDGET DE FONCTIONNEMENT DE L'ANOR, EXERCICE 2025

IMPUTATION : 59-39-004-01-05-01-000006

EXERCICE 2025

DOSSIER DE CONSULTATION

PIECE N°6.

**CADRE DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES ET DES PRIX
FORFAITAIRES**

Juillet 2025

CADRE DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

N°	Désignation	Unité	Prix unitaire HT (XAF) en lettre	Prix unitaire HT (XAF) en chiffre
Prix 100	Travaux préparatoires			
101	Installation du chantier et études d'implantation des équipements	FF		
102	Elaboration du projet d'exécution et du plan de recollement	FF		
103	F et pose armature support de fixation des panneaux PV en acier galvanisé y compris peinture glycérophthalique et autres accessoires	FF		
Prix 200	Equipements principaux			
201	Panneaux solaires	U		
202	Groupes électrogènes 100 KVA	U		
203	Groupes électrogènes 65 KVA	U		
204	Armoire de contrôle	U		
205	POWER Cubbe M2 Battery Back 62	U		
Prix 300	Câbles électriques			
301	Fourniture et pose câbles et accessoires de branchement Câble solaire 1x6mm ² (noir) câble extra souple (Noir et Rouge)1*95mm ² câble extra souple (Noir et Rouge)1*70mm ² ENS 1 5 000 000 5 000 000 câble extra souple (Noir et Rouge)1*50mm ² câble extra souple1 x 16 m ² – Vert/Jaune câble extra souple1 x 6 mm ² – Vert/Jaune Accessoires d'installation (domino, vis, scotch électrique, scotch papier...) Gaine ou fourreau, Goulotte Cosse Tubulaire 95 ² Cosse Tubulaire 70 ² Cosse Tubulaire 50 ²	ENS		
Prix 400	Appareillage de protection électrique du système et chemin de câbles			
401	Fourniture et pose appareillage de protection électrique du Appareillage de protection électrique du système et chemin de câble -Coffret de gestion et de répartition des circuits électriques en CC -Barrette de terre -Coffret de distribution basse tension compteur -Compteur d'énergie principale	ENS		
Prix 500	Système de mise à la terre			

N°	Désignation	Unité	Prix unitaire HT (XAF) en lettre	Prix unitaire HT (XAF) en chiffre
501	Système de mise à la terre -Cuivre nu 29mm 2 -Piquet de terre -Barrette de terre -Coffret de distribution basse tension compteur	ENS		
Prix 600	Formation d'un personnel technique			
601	Formation d'un personnel technique pour le suivi et la maintenance du système	FF		

Nom du Soumissionnaire :[insérer le nom du Soumissionnaire]

Signature : [Insérer la signature],

Date : [Insérer la date]



République du Cameroun

Paix – Travail – Patrie

Agence des Normes et de la Qualité

Direction Générale



Republic of Cameroon

Peace – Work – Fatherland

Standards and Quality Agency

Directorate General

**MAITRE D'OUVRAGE : LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE
DES NORMES ET DE LA QUALITE**

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

DOSSIER DE CONSULTATION

**N°004/DC/ANOR/CIPM/2025 du 14/07/2025 EN PROCEDURE DE GRE A
GRE POUR LA FOURNITURE ET INSTALLATION DES PANNEAUX
SOLAIRES ET DES GROUPES ELECTROGENES A L'AGENCE DES
NORMES ET DE LA QUALITE (ANOR)**

FAISANT SUITE A L'AUTORISATION DE GRE A GRE PAR LETTRE N°04186-
25/L/PR/MINMAP/SG/DGMAS/DMAG/CE2/CEA5/NM DU 27/05/2025

FINANCEMENT : BUDGET DE FONCTIONNEMENT DE L'ANOR, EXERCICE 2025

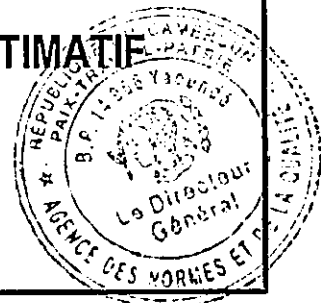
IMPUTATION : 59-39-004-01-05-01-000006

EXERCICE 2025

DOSSIER DE CONSULTATION

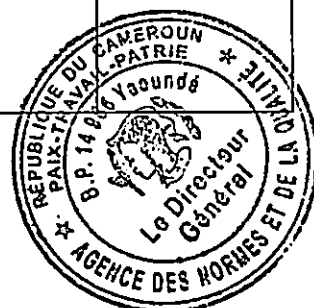
PIECE N°7. CADRE DU DETAIL QUANTITATIF ET ESTIMATIF

Juillet 2025



CADRE DU DETAIL QUANTITATIF ET ESTIMATIF

N°	Désignation	Unité	Quantité	Prix unitaire HT	Prix unitaire Total
Prix 100	Travaux préparatoires				
101	Installation du chantier et études d'implantation des équipements	FF	1		
102	Elaboration du projet d'exécution et du plan de recollement	FF	1		
103	F et pose armature support de fixation des panneaux PV en acier galvanisé y compris peinture glycérophthalique et autres accessoires	FF	1		
	SOUS-TOTAL PRIX 100				
Prix 200	Equipements principaux				
201	Panneaux solaires	U	18		
202	Groupes électrogènes 100 KVA	U	1		
203	Groupes électrogènes 65 KVA	U	2		
204	Armoire de contrôle	U	1		
205	POWER Cubbe M2 Battery Back 62	U	1		
	SOUS-TOTAL PRIX 200				
Prix 300	Câbles électriques				
301	Fourniture et pose câbles et accessoires de branchement Câble solaire 1x6mm ² (noir) câble extra souple (Noir et Rouge)1*95mm ² câble extra souple (Noir et Rouge)1*70mm ² ENS 1 5 000 000 5 000 000 câble extra souple (Noir et Rouge)1*50mm ² câble extra souple1 x 16 mm ² – Vert/Jaune câble extra souple1 x 6 mm ² – Vert/Jaune Accessoires d'installation (domino, vis, scotch électrique, scotch papier...) Gaine ou fourreau, Goulotte Cosse Tubulaire 95 ² Cosse Tubulaire 70 ² Cosse Tubulaire 50 ²	ENS	1		
	SOUS-TOTAL PRIX 300				
Prix 400	Appareillage de protection électrique du système et chemin de câbles				
401	F et pose appareillage de protection électrique du Appareillage de protection électrique du système et chemin de câble -Coffret de gestion et de répartition des circuits électriques en CC -Barrette de terre	ENS	1		



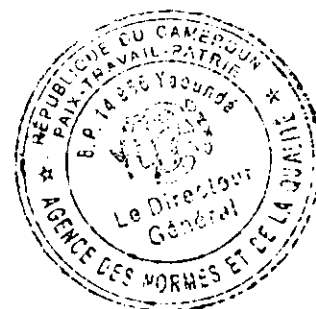
N°	Désignation	Unité	Quantité	Prix unitaire HT	Prix unitaire Total
	-Coffret de distribution basse tension compteur -Compteur d'énergie principale				
SOUS-TOTAL PRIX 400					
Prix 500	Système de mise à la terre				
501	Système de mise à la terre -Cuivre nu 29mm ² -Piquet de terre -Barrette de terre -Coffret de distribution basse tension compteur	ENS	1		
SOUS-TOTAL PRIX 500					
Prix 600	Formation d'un personnel technique				
601	Formation d'un personnel technique pour le suivi et la maintenance du système	FF	1		
SOUS-TOTAL PRIX 600					
MONTANT HORS TVA					
TVA (19,25% HT)					
IR (2,2%)					
MONTANT NET A PERCEVOIR (NAP)					
MONTANT TTC					

Arrêté le présent détail quantitatif et estimatif à la somme TTC de : (en lettre)
FCFATTC

Nom du Soumissionnaire : _____ [insérer le nom du Soumissionnaire]

Signature : _____ [insérer la signature],

Date : _____ [insérer la date]



République du Cameroun

Paix – Travail – Patrie

Agence des Normes et de la Qualité

Direction Générale



Republic of Cameroon

Peace – Work – Fatherland

Standards and Quality Agency

Directorate General

**MAITRE D'OUVRAGE : LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE
DES NORMES ET DE LA QUALITE**

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

DOSSIER DE CONSULTATION

**N°004/DC/ANOR/CIPM/2025 du 14/07/2025 EN PROCEDURE DE GRE A
GRE POUR LA FOURNITURE ET INSTALLATION DES PANNEAUX
SOLAIRES ET DES GROUPES ELECTROGENES A L'AGENCE DES
NORMES ET DE LA QUALITE (ANOR)**

FAISANT SUITE A L'AUTORISATION DE GRE A GRE PAR LETTRE N°04186-
25/L/PR/MINMAP/SG/DGMAS/DMAG/CE2/CEA5/NM DU 27/05/2025

FINANCEMENT : BUDGET DE FONCTIONNEMENT DE L'ANOR, EXERCICE 2025

IMPUTATION : 59-39-004-01-05-01-000006

EXERCICE 2025

DOSSIER DE CONSULTATION

PIECE N°8. CADRE DU SOUS-DETAIL DES PRIX UNITAIRES

Juillet 2025



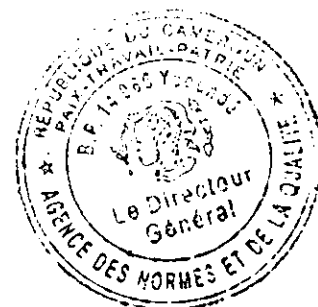
CADRE DU SOUS-DETAIL DES PRIX UNITAIRES DES FOURNITURES IMPORTEES

N°	Désignation	Coût d'achat EXW (1)	Transport (International et local) + assurance (2)	Coût commande (3) = 1 + 2	Frais de livraison (4)	Marge (5)	Prix unitaire HTVA (6) = 3 + 4 + 5

Nom du Soumissionnaire *[insérer le nom du Soumissionnaire]*

Signature *[insérer signature]*,

Date *[insérer la date]*



République du Cameroun
Paix – Travail – Patrie

Agence des Normes et de la Qualité

Direction Générale



Republic of Cameroon
Peace – Work – Fatherland

Standards and Quality Agency

Directorate General

**MAITRE D'OUVRAGE : LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE
DES NORMES ET DE LA QUALITE**

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

DOSSIER DE CONSULTATION

**N°004/DC/ANOR/CIPM/2025 du 14/07/2025 EN PROCEDURE DE GRE A
GRE POUR LA FOURNITURE ET INSTALLATION DES PANNEAUX
SOLAIRES ET DES GROUPEES ELECTROGENES A L'AGENCE DES
NORMES ET DE LA QUALITE (ANOR)**

FAISANT SUITE A L'AUTORISATION DE GRE A GRE PAR LETTRE N°04186-
25/L/PR/MINMAP/SG/DGMAS/DMAG/CE2/CEA5/NM DU 27/05/2025

FINANCEMENT : BUDGET DE FONCTIONNEMENT DE L'ANOR, EXERCICE 2025

IMPUTATION : 59-39-004-01-05-01-000006

EXERCICE 2025

DOSSIER DE CONSULTATION

PIECE N°9. MODELE DE MARCHE

Juillet 2025



REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix-Travail-Patrie

[Indiquer le Maître d'Ouvrage]

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace-Work-Fatherland

[Indicate the Contracting Authority]

MARCHE N° _____ / M/ANOR/CIPM/2025

Passé après Dossier de Consultation n° _____ / DC/ANOR/CIPM/2025 du _____

Maître d'Ouvrage : _____ [indiquer son adresse complète]

TITULAIRE DU MARCHE : _____ [indiquer le titulaire et son adresse complète]

B.P: _____ ; Tel _____ ; Fax : _____ ; Email : _____

N° R.C : _____ ; N° Contribuable (NIU) : _____ ; RIB : _____

OBJET DU MARCHE : Fourniture et installation des panneaux solaires et groupes électrogènes à l'ANOR

LIEU D'EXECUTION : Direction Générale de l'ANOR (Yaoundé – Bastos)

DELAI D'EXECUTION : Six (06) MOIS

MONTANTS ENFCFA :

	Montant en chiffres	Montant en
HTVA		
T.V.A. (19,25%)		
AIR / TSR (2,2% ou 5,5%)		
TTC		
Net à mandater		

FINANCEMENT : _____ [Indiquer source de financement]

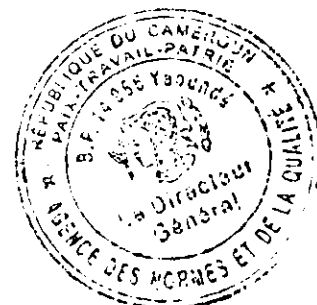
IMPUTATION : _____ [A compléter]

SOUSCRIT, LE _____

SIGNE, LE _____

NOTIFIE, LE _____

ENREGISTRE, LE _____



Entre:

La République du Cameroun, représentée par le Directeur Général de l'ANOR

Ci-après dénommée *le Maître d'Ouvrage*,

D'une part,

Et la société ou Le Cocontractant

B.P: _____ Tel Fax: _____ E-mail : _____

N°RCCCM _____ Contribuable (NIU) : _____

[Indiquer le nom du Fournisseur ou du prestataire, son adresse complète ainsi que le nom et la qualité du signataire habilité],

Représenté par Monsieur / Madame _____, son Directeur Général ou son représentant, dénommé

ci-après « le prestataire »

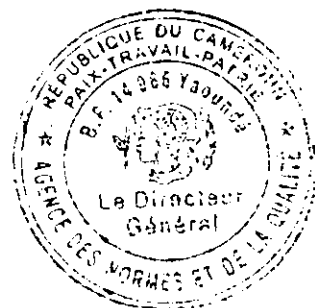
D'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit:



SOMMAIRE

Titre I	: Cahier des Clauses Administratives Particulières(CCAP)
Titre II	: Cahier des Clauses des spécifications techniques
Titre III	: Bordereau des Prix Unitaires(BPU)
Titre IV	: Détail Estimatif(DE)



Page n° ____ et Dernière du Marché ou Lettre-Commande N° ____/M ou LC/ANOR/CIPM/2025

Passé après Appel d'Offres [préciser références appel d'offres]

Avec _____,

Pour la fourniture de _____.

Délai de livraison : _____ [A compléter en jours, semaines, mois ou années]

Montant du marché : [A rappeler en Francs CFA, toutes taxes comprises en chiffres et en lettres]

	Montant en chiffres	Montant en lettres
HTVA		
T.V.A. (19,25%)		
AIR/TSR (2,2% ou 5,5%)		
TTC		
Net à mandater		

Lu et accepté par le Cocontractant

Ville, date

Autorité contractante

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué

Ville, date

Enregistrement



République du Cameroun
Paix – Travail – Patrie

Agence des Normes et de la Qualité

Direction Générale



Republic of Cameroon
Peace – Work – Fatherland

Standards and Quality Agency

Directorate General

**MAITRE D'OUVRAGE : LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE
DES NORMES ET DE LA QUALITE**

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

DOSSIER DE CONSULTATION

**N°004/DC/ANOR/CIPM/2025 du 14/07/2025 EN PROCEDURE DE GRE A
GRE POUR LA FOURNITURE ET INSTALLATION DES PANNEAUX
SOLAIRES ET DES GROUPES ELECTROGENES A L'AGENCE DES
NORMES ET DE LA QUALITE (ANOR)**

FAISANT SUITE A L'AUTORISATION DE GRE A GRE PAR LETTRE N°04186-
25/L/PR/MINMAP/SG/DGMAS/DMAG/CE2/CEA5/NM DU 27/05/2025

FINANCEMENT : BUDGET DE FONCTIONNEMENT DE L'ANOR, EXERCICE 2025

IMPUTATION : 59-39-004-01-05-01-000006

EXERCICE 2025

DOSSIER DE CONSULTATION

PIECE N°10.

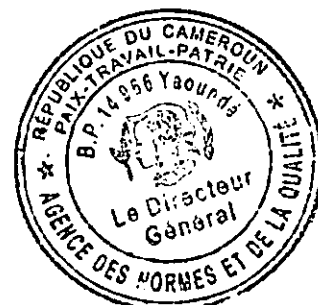
MODELE DES PIECES A UTILISER PAR LE SOUMISSIONNAIRE

Juillet 2025



TABLE DES MODELES

- Annexe n° 1 : Modèle Déclaration d'intention de soumissionner
- Annexe n°2: Modèle de lettre de soumission
- Annexe n°3: Modèle de cautionnement de soumission
- Annexe n° 4: Modèle de cautionnement définitif
- Annexe n°5 Modèle de cautionnement d'avance de démarrage
- Annexe n°6: Modèle de cautionnement de bonne exécution (retenue de garantie)
- Annexe n° 7: Modèle d'attestation ou d'autorisation du fabricant
- Annexe n°8: Modèle du planning de livraison
- Annexe n°9: Modèle de formulaire de liste de personnel à mobiliser
- Annexe n°10: Modèle de fiche de prestations susceptibles d'être sous-traitées commandées
- Annexe n°11: Modèle de lettre de soumission de la proposition technique
- Annexe n°12: Modèle de CV du personnel
- Annexe n°13: Modèle de déclaration d'intention de soumissionner
- Annexe n°14 : Références du candidat
- Annexe n°15 : Descriptif de la méthodologie et du plan de travail proposé pour accomplir la mission
- Annexe n°16 : Modèle fiche d'information relative au matériel essentiel, le cas échéant
- Annexe n°17 : Modèle de déclaration sur l'honneur de visite du site
-



ANNEXE N° 1: MODELE D'INTENTION DE SOUMISSIONNER

A [indiquer l'Autorité Contractante et son adresse],

A insérer en annexe à la

Je soussigné,

Nationalité :

Domicile :

Fonction :

En vertu de mes pouvoirs de Directeur Général, après avoir pris connaissance du Dossier de Consultation National n° [indiquer la nature de la prestation].

Déclare par la présente, l'intention de soumissionner pour cet Appel d'Offres.

Fait à _____ le _____

Signature, nom et cachet du soumissionnaire



ANNEXE N° 2 : MODELE DE SOUMISSION

Je, soussigné _____ [indiquer le nom et la qualité du signataire] représentant la société, l'entreprise ou le groupement ⁽⁸⁾ _____ dont le siège social est à _____ inscrite au registre du commerce de _____ sous le n° _____

Après avoir pris connaissance de toutes les pièces figurant ou mentionnées au Dossier de Consultation y compris les additifs, N° _____ [rappeler l'objet de l'appel d'offres]

Me soumetts et m'engage à livrer les fournitures ou à exécuter les prestations conformément au RGC, moyennant les prix que j'ai établi moi-même sur la base des bordereaux de prix et quantités, lesquels prix font ressortir le montant de l'offre pour le lot n° _____ à _____ [en chiffres et en lettres] francs CFA Hors TVA, et à _____ francs CFA Toutes Taxes Comprises. [en chiffres et en lettres]

- M'engage à exécuter les prestations dans un délai de _____ mois
- M'engage en outre à maintenir mon offre dans le délai _____ jours [indiquer la durée de validité, en principe 90 jours] à compter de la date limite de remise des offres
- Adhère entièrement à la charte d'intégrité et à la déclaration d'engagement environnemental et social jointes aux présents DC.

Les rabais offerts et les modalités d'application desdits rabais sont les suivants :

Le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué se libérera des sommes dues par lui au titre du présent marché en faisant donner crédit au compte n° _____ ouvert au nom de _____ auprès de la banque _____ Agence de _____ Avant signature du marché, la présente soumission acceptée par vous vaudra engagement entre nous.

Fait à _____ le _____

Signature :

Nom du signataire : _____

En qualité de : _____ dûment autorisé à
signer les soumissions pour et au nom de ⁽⁹⁾ _____

⁽⁸⁾ Supprimer la mention inutile

⁽⁹⁾ Annexer la lettre de pouvoirs



ANNEXE N° 3 : MODELE DE CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

Organisme financier : _____

Référence de la Caution : N° _____

Adressée à [indiquer le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué et son adresse] Cameroun, ci-dessous désigné « le Maître d'Ouvrage »

Attendu que le Fournisseur ou le prestataire _____, ci-dessous désigné « le soumissionnaire », a soumis son offre en date du _____ pour [rappeler l'objet de l'appel d'offres], ci-dessous désignée « l'offre », et pour laquelle il doit joindre un cautionnement provisoire équivalant à [indiquer le montant] francs CFA,

Nous _____ [nom et adresse de la banque], représentée par _____ [noms des signataires], ci-dessous désignée « la banque », déclarons garantir le paiement au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué de la somme maximale de [indiquer le montant] Francs CFA, que la banque s'engage à régler intégralement au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué, s'obligeant elle-même, ses successeurs et assignataires.

Les conditions de cette obligation sont les suivantes:

Si le soumissionnaire retire son offre pendant la période de validité prévue dans le Dossier de Consultation;

Ou

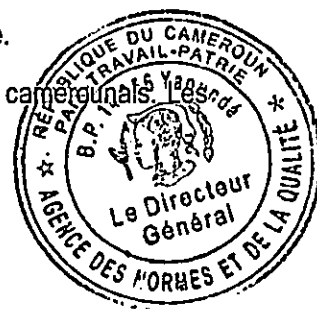
Si le soumissionnaire, s'étant vu notifié l'attribution du marché par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué pendant la période de validité:

- omet ou refuse de souscrire le marché, alors qu'il est requis de le faire ;
- omet ou refuse de fournir le cautionnement définitif du marché comme prévu dans ledit marché.

Nous nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué un montant allant jusqu'au maximum de la somme stipulée ci-dessus, dès réception de sa première demande écrite, sans que le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué soit tenu de justifier sa demande, étant entendu toutefois que dans sa demande le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué notera que le montant qu'il réclame lui est dû parce que l'une ou l'autre des conditions ci-dessus, ou toutes les deux, sont remplies, et qu'il spécifiera quelle(s) condition(s) a(ont) joué.

La présente caution entre en vigueur dès la date limite fixée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué pour la remise des offres. Elle demeurera valable jusqu'au trentième jour inclus suivant la fin du délai de validité des offres. Toute demande du Maître d'Ouvrage tendant à la faire jouer devra parvenir à la banque, par lettre recommandée avec accusé de réception, avant la fin de cette période de validité.

Le présent cautionnement est soumis pour son interprétation et son exécution au droit camerounais.



tribunaux du Cameroun seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque

Fait à _____, le _____.

[Signature de la banque]

[NB : ce cautionnement doit être acquitté à la main par la banque]



ANNEXEN°4 : MODELE DE CAUTIONNEMENT DEFINITIF

Organisme financier : _____

Référence de la Caution : N° _____

Adressée à [indiquer le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué et son adresse] Cameroun, ci-dessous désigné « le Maître d'Ouvrage »

Attendu que _____ [nom et adresse du fournisseur ou du prestataire], ci-dessous désigné « le Fournisseur ou du prestataire », s'est engagé, en exécution du marché désigné « le marché », à réaliser [indiquer la nature des fournitures et services connexes]

Attendu qu'il est stipulé dans le marché que le Fournisseur remettra au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué un cautionnement définitif, d'un montant égal à [indiquer le pourcentage compris entre 2 et 5 %] du montant de la tranche du marché correspondant, comme garantie de l'exécution de ses obligations de bonne fin conformément aux conditions du marché,

Attendu que nous avons convenu de donner au Fournisseur ce cautionnement,

Nous, _____ [nom et adresse de banque], représentée par _____ [noms des signataires],

ci-dessous désignée « l'organisme financier », nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué, dans un délai maximum de huit (08) semaines, sur simple demande écrite de celui-ci déclarant que le Fournisseur ou le prestataire n'a pas satisfait à ses engagements contractuels au titre du marché, sans pouvoir différer le paiement ni soulever de contestation pour quelque motif que ce soit, toute somme jusqu'à concurrence de la somme de _____ [en chiffres et en lettres].

Nous convenons qu'aucun changement ou additif ou aucune autre modification au marché ne nous libérera d'une obligation quelconque nous incombant en vertu du présent cautionnement définitif et nous dérogeons par la présente à la notification de toute modification, additif ou changement.

Le présent cautionnement définitif prend effet à compter de sa signature et dès notification du marché.

La caution sera libérée dans un délai (indiquer le délai) à compter de la date de réception provisoire des



fournitures.

Après le délai susvisé, la caution devient sans objet et doit nous être automatiquement retournée sans aucune forme de procédure.

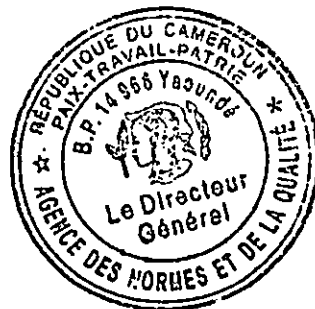
Toute demande de paiement formulée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué au titre de la présente garantie doit être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, parvenue à la banque pendant la période de validité du présent engagement.

Le présent cautionnement définitif est soumis pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux camerounais seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par l'Organisme financier

_____, le _____

[Signature de la banque]



ANNEXEN° 5 : MODELE DE CAUTIONNEMENT D'AVANCE DE DEMARRAGE

Organisme financier : _____

Référence du Cautionnement : N° _____

Adressée [indiquer le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué]

[Adresse du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué]

Ci-dessous désigné « le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué »

Nous soussignés (organisme financier, adresse), déclarons par la présente garantir, pour le compte de : _____ [le titulaire], au profit de _____ Maître d'Ouvrage ou Maître d'Ouvrage Délégué [Adresse du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué] (« le bénéficiaire »)

Le paiement, sans contestation et dès réception de la première demande écrite du bénéficiaire, déclarant que _____ [le titulaire] ne s'est pas acquitté de ses obligations, relatives au remboursement de l'avance de démarrage selon les conditions du marché _____ du _____ relatif aux fournitures et services connexes [indiquer l'objet et les références de l'appel d'offres et le lot, éventuellement], de la somme totale maximum correspondant à l'avance de quarante 40% du montant Toutes Taxes Comprises du marché n° _____, payable dès la notification de l'ordre de service correspondant, soit _____ francs CFA

La présente garantie entrera en vigueur et prendra effet dès réception des parts respectives de cette avance sur les comptes de _____ [le titulaire] ouverts auprès de la banque _____ sous le n° _____.

Elle restera en vigueur jusqu'au remboursement de l'avance conformément à la procédure fixée par le CCAP. Toutefois, le montant du cautionnement sera réduit proportionnellement au remboursement de l'avance au fur et à mesure de son remboursement.

La loi et la juridiction applicables à la garantie sont celles de la République du Cameroun.

Signé et authentifié par l'organisme financier

Fait à _____, le _____.

[Signature de l'organisme financier]



ANNEXE N° 6 : MODELE DE CAUTIONNEMENT DE BONNE EXECUTION EN REMPLACEMENT DE LA RETENUE DE GARANTIE

Organisme financier : _____

Référence du Cautionnement : N° _____

Adressée [indiquer le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué]

[Adresse du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué]

Ci-dessous désigné « le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué »

Attendu que _____ nom et adresse du fournisseur ou du prestataire], ci-dessous désigné « le Fournisseur », s'est engagé, en exécution du marché, livrer les fournitures de [indiquer l'objet des prestations]

Attendu qu'il est stipulé dans le marché que la retenue de garantie fixée à [pourcentage inférieur à 10% à préciser] du montant TTC du marché peut être remplacée par une caution solidaire,

Attendu que nous avons convenu de donner au Fournisseur ce cautionnement,

Nous, _____ adresse organisme financier], représentée par _____ noms des signataires], et ci-dessous désignée « organisme financier »,

Dès lors, nous affirmons par les présentes que nous nous portons garants et responsables à l'égard du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué, au nom du Fournisseur ou du prestataire, pour un montant maximum de _____ [en chiffres et en lettres], correspondant à [pourcentage inférieur à 10% à préciser] du montant du marché ⁽¹⁰⁾

Et nous nous engageons à payer au Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué, dans un délai maximum de huit (08) semaines, sur simple demande écrite de celui-ci déclarant que le Fournisseur n'a pas satisfait à ses engagements contractuels ou qu'il se trouve débiteur du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué au titre du marché modifié le cas échéant par ses avenants, sans pouvoir différer le paiement ni soulever de contestation pour quelque motif que ce soit, toute (s) somme (s) dans les limites du montant égal à [pourcentage inférieur à 10% à préciser] du montant cumulé des prestations figurant dans le



décompte définitif, sans que le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué ait à prouver ou à donner les raisons ni le motif de sa demande du montant de la somme indiquée ci-dessus.

Nous convenons qu'aucun changement ou additif ou aucune autre modification au marché ne nous libérera d'une obligation quelconque nous incombant en vertu de la présente garantie et nous dérogeons par la présente à la notification de toute modification, additif ou changement.

La présente garantie entre en vigueur dès sa signature. Elle sera libérée dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de réception définitive des prestations, et sur mainlevée délivrée par le Maître d'Ouvrage ou au Maître d'Ouvrage Délégué.

Toute demande de paiement formulée par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué au titre de la présente garantie devra être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, parvenue à la banque pendant la période de validité du présent engagement.

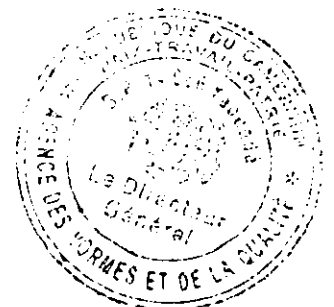
La présente caution est soumise pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux camerounais seront seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par l'organisme financier

Fait à _____, le _____

[Signature de l'Organisme financier]

(10) Cas où la caution est établie une fois au démarrage des prestations et couvre la totalité de la garantie, soit 10% du marché.



ANNEXE N° 7 : MODELE D'ATTESTATION OU D'AUTORISATION DU FABRICANT

[Le Soumissionnaire exigé du Fabricant qu'il prépare cette lettre conformément aux indications ci-après. Cette lettre doit être à l'entête du Fabricant et doit être signée par une personne dûment habilitée à signer des documents qui engagent le Fabricant. Le Soumissionnaire inclut cette lettre dans son offre, si exigé dans les RPC.]

Date *[insérer la date (jour, mois, année) de remise de l'offre]* AON° ____ du ____ : *[insérer les références de l'Appel d'Offres]* Variante N° : *[insérer le numéro d'identification si cette offre est proposée pour une variante]*

A: *[insérer le nom complet du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Ouvrage Délégué]*

Je soussigné (nom et adresse complète du fabricant)

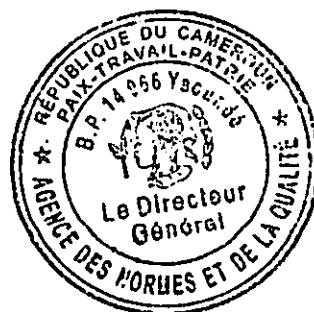
Atteste que la société (nom et adresse complète) est habilitée à commercialiser nos produits (ou le cas échéant) dispose d'un agrément.

Nous confirmons toutes nos garanties et nous nous portons garants pour les fournitures offertes.

Signature

En date du.....

Jour de.....



ANNEXE N° 8 : CADRE DU PLANNING DE LIVRAISON

Note sur la présentation des plannings

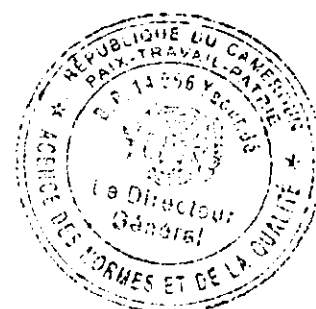
Les quantités, les rendements journaliers, la durée d'exécution des prestations et les ralentissements voire, les interruptions, devront ressortir clairement des plannings.

Le planning financier qui découle du planning des prestations devra indiquer mois par mois, les montants prévisionnels des décomptes de prestations par poste et cumulés, en tenant compte de l'incidence des saisons de pluies, pour la solution de base et éventuellement la solution variante.

[Les cadres des plannings à préparer et insérer dans le Dossier de Consultation par le Maître d'Ouvrage]

A. Préciser la nature de l'activité

	<i>[Mois ou semaines à compter du début de la mission]</i>											
Activité (tâche)												



ANNEXEN°9 : MODELE DE LISTE DU PERSONNEL A MOBILISER DANS LE CADRE DES SERVICES CONNEXES

1. Personnel technique /de gestion

Nom	Fonction proposée	Qualification minimale	Années D'expérience Générale	Années d'Expérience Spécifique En Terme de projets similaires réalisés	Poste ou fonction Occupé (e) pour Chaque projet

2. Personnel d'appui (siège et local)

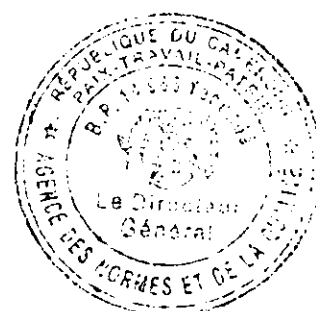
Nom	Spécialisation	Poste	Année d'Expérience	Attributions



**ANNEXE N°10 : MODELE DE FICHE DE PRESTATIONS SUSCEPTIBLES
D'ETRE SOUS-TRAITEES COMMANDEES**

N°	Désignation des Fournitures	Quantité (Nombre d'unités)
	<i>[insérer la désignation des Fournitures]</i>	<i>[insérer la quantité des articles à fournir]</i>

N° Service	Désignation du Service	Unité de mesure
<i>[insérer le numéro du Service]</i>	<i>[insérer la désignation du service]</i>	<i>[unité de mesure]</i>



ANNEXE N° 11 : LETTRE DE SOUMISSION DE LA PROPOSITION TECHNIQUE

[Lieu, date]

À : [Nom et adresse du maître d'ouvrage]

Madame/Monsieur,

Nous, soussignés, [titre à préciser], avons l'honneur, conformément à votre DC N°du.....relatif à....., de vous soumettre ci-joint, notre proposition technique pour la fourniture objet dudit DC.

Au cas où cette proposition retiendrait votre attention, nous sommes entièrement disposés, sur la base du personnel proposé à entamer des négociations pour la meilleure conduite du projet.

Aussi, prenons-nous un ferme engagement pour le respect scrupuleux du contenu de ladite proposition technique, sous réserve des modifications éventuelles qui résulteraient des négociations du contrat.

Veuillez agréer, Madame/Monsieur....., l'expression de notre parfaite considération./-

Signature du représentant habilité :

Nom et titre du signataire :

Nom du Candidat :

Adresse :



ANNEXEN°12 : MODELE DE CURRICULUM VITAE (CV) DU PERSONNEL SPECIALISE PROPOSE

Poste :

..... Nom du Candidat :

..... Nom de l'employé :

..... Profession :

..... Diplômes

:

..... Date de naissance :

..... Nombre d'années d'emploi par le Candidat :

Nationalité :

Affiliation à des associations/groupements professionnels :

.....

.....

.....

Attributions spécifiques :

.....

.....

.....

Principales qualifications :

[En une demi-page environ, donner un aperçu des aspects de la formation et de l'expérience de l'employé les plus utiles

à ses attributions dans le cadre de la mission. Indiquer le niveau des responsabilités exercées par lui/elle lors de missions antérieures, en en précisant la date et le lieu.]

.....

.....



Formation :

[En un quart de page environ, résumer les études universitaires et autres études spécialisées de l'employé, en indiquant les noms et adresses des écoles ou universités fréquentées, avec les dates de fréquentation, ainsi que les diplômes obtenus.]

Pièces Annexes :

- Copie certifiée conforme du diplôme le plus élevé et éventuellement une attestation de l'ordre du corps de métier
- Attestation de disponibilité

.....
.....

Expérience professionnelle :

[En deux pages environ, dresser la liste des emplois exercés par l'employé depuis la fin de ses études par ordre chronologique inverse, en commençant par son poste actuel. Pour chacun, indiquer les dates, nom de l'employeur, titre du poste occupé et lieu de travail. Pour les dix dernières années, préciser en outre le type d'activité exercée et, le cas échéant, le nom de clients susceptibles de fournir des références.]

.....
.....

Connaissances informatiques :

[Indiquer, le niveau de connaissance]

.....
.....

Langues :

[Indiquer, pour chacune, le niveau de connaissance : médiocre/moyen/ bon/excellent en ce qui concerne la langue lue/écrite/ parlée.]



.....
.....

Attestation :

Je, soussigné, certifie, en toute conscience, que les renseignements ci-dessus rendent fidèlement compte de ma situation, de mes qualifications et de mon expérience.

.....

Date :

[Signature de l'employé et du représentant habilité du consultant]

Jour/mois/année

Nom de l'employé :
.....

Nom du représentant habilité :
.....



ANNEXE N° 13 : DECLARATION D'INTENTION DE SOUMISSIONNER

A insérer en annexe à la

Je soussigné,

Nationalité :

Domicile :

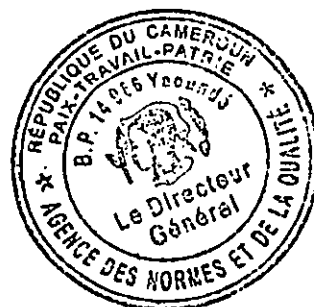
Fonction :

En vertu de mes pouvoirs de Directeur Général, après avoir pris connaissance du Dossier de Consultation National n° *[indiquer la nature de la prestation]*.

Déclare par la présente, l'intention de soumissionner pour cet Appel d'Offres.

Fait à _____ le _____

Signature, nom et cachet du soumissionnaire



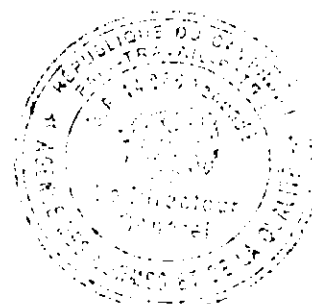
ANNEXEN°14 :. REFERENCES DU CANDIDAT

Services rendus pendant les [indiquer le nombre de 1 à 5] dernières années qui illustrent le mieux vos qualifications

À l'aide du formulaire ci-dessous, indiquez les renseignements demandés pour chaque mission pertinente que votre société/organisme a obtenue par contrat, soit en tant que seule société, soit comme l'un des principaux partenaires d'un groupement.

Nom de la Mission :	Pays :
Lieu :	Personnel spécialisé fourni par votre société/organisme (profils) :
Nom du Client:	Nombre d'employés ayant participé à la Mission :
Adresse :	Nombre de mois de travail ;
	durée de la Mission :
Date de démarrage : Date d'achèvement :	Valeur approximative des services
Nom des prestataires associés/partenaires éventuels :	Nombre de mois de travail de spécialistes fournis par les prestataires associés :
Nom et fonctions des responsables (Directeur/Coordinateur du projet, Responsable de l'équipe) :	
Descriptif du projet :	
Description des services effectivement rendus par votre personnel :	

Nom du candidat :



ANNEXEN°15. DESCRIPTIF DE LA METHODOLOGIE ET DU PLAN DE TRAVAIL PROPOSES POUR ACCOMPLIR LA MISSION

La conception technique, la méthodologie et le plan de travail sont les éléments essentiels de la proposition technique. Il est suggéré de présenter la proposition technique (10 pages maximum, y compris les tableaux et graphiques) divisée en trois chapitres :

- a) Conception technique et méthodologie,*
- b) Plan de travail, et*
- c) Organisation et personnel*

a) Conception technique et méthodologie. Dans ce chapitre, il vous est suggéré d'expliquer la manière dont vous envisagez les objectifs de la mission, la conception des prestations, la méthodologie pour exécuter les activités et obtenir les résultats attendus et le détail de ceux-ci. Vous devrez mettre en relief les problèmes à résoudre et leur importance et expliquer la conception technique que vous adopterez pour ce faire. Vous devrez en outre expliquer la méthodologie que vous avez l'intention d'adopter et sa compatibilité avec la conception proposée.

b) Plan de travail. Dans ce chapitre, vous proposerez les principales activités que comprend la mission, leur nature et durée, échelonnement et interrelations, les jalons (y compris les approbations intermédiaires de l'autorité contractante) et les dates de présentation des rapports. Le plan de travail proposé doit être compatible avec la conception technique et la méthodologie, montrer que les termes de référence ont été compris et peuvent être traduits en un plan de travail pratique. Une liste des documents finaux, y compris les rapports, croquis et tableaux qui constituent le produit final doivent être inclus dans ce chapitre. Le calendrier du personnel (4G) doit être compatible avec le programme de Travail (4H)

d) Organisation et personnel, Dans ce chapitre, vous proposerez la structure et la composition de votre équipe. Vous donnerez la liste des principales disciplines représentées, le nom de l'expert responsable et une liste du personnel clé et d'appui proposé.



ANNEXE N°16 MODELE DE FICHE D'INFORMATION RELATIVE AU MATÉRIEL ESSENTIEL, LE CAS ÉCHEANT

N°	Désignation et caractéristiques du matériel	Age / Etat	Nombre minimal requis	Propriétaire /location	Année d'obtention	Justificatif
1						
2						
...						
N						

[Insérer dans le tableau ci-dessus : (i) la liste des matériels et outils requis pour la réalisation des prestations (ii) le nombre minimal requis de chaque type de matériel (iii) il peut être envisagé, la mise à disposition de ces matériels par la location, auquel cas il faudrait présenter un engagement de location de matériel signé et légalisé auprès des administrations compétentes.]

Note : Pour chaque matériel, joindre la copie certifiée de la facture ou de la carte grise, le cas échéant



ANNEXEN°17 MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR DE VISITE DU SITE

Je soussigné M. _____

Représentant l'Entreprise _____

Reconnais avoir visité ce jour le _____ du mois de _____ de l'année _____

En compagnie de M. _____

Agissant en lieu et place de l'utilisateur, le site du Projet de

Pour lequel mon entreprise veut soumissionner.

M'étant rendu sur les lieux, les observations suivantes ont été relevées :

.....
.....
.....
.....
.....

N.B : le prestataire doit soumettre pour chaque site de projet une déclaration de visite de site.

Fait à, le

Le soumissionnaire
(Nom, prénom, signature et cachet)



République du Cameroun
Paix – Travail – Patrie

Agence des Normes et de la Qualité

Direction Générale



Republic of Cameroon
Peace – Work – Fatherland

Standards and Quality Agency

Directorate General

**MAITRE D'OUVRAGE : LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE
DES NORMES ET DE LA QUALITE**

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

DOSSIER DE CONSULTATION

**N°004/DC/ANOR/CIPM/2025 du 14/07/2025 EN PROCEDURE DE GRE A
GRE POUR LA FOURNITURE ET INSTALLATION DES PANNEAUX
SOLAIRES ET DES GROUPES ELECTROGENES A L'AGENCE DES
NORMES ET DE LA QUALITE (ANOR)**

FAISANT SUITE A L'AUTORISATION DE GRE A GRE PAR LETTRE N°04186-
25/L/PR/MINMAP/SG/DGMAS/DMAG/CE2/CEA5/NM DU 27/05/2025

FINANCEMENT : BUDGET DE FONCTIONNEMENT DE L'ANOR, EXERCICE 2025

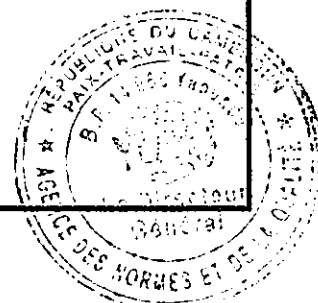
IMPUTATION : 59-39-004-01-05-01-000006

EXERCICE 2025

DOSSIER DE CONSULTATION

PIECE N°11. CHARTE D'INTEGRITE

Juillet 2025



CHARTRE D'INTEGRITE

INTITULE DE L'APPEL D'OFFRES : _____.

LE « SOUMISSIONNAIRE »

A

MONSIEUR LE « MAITRE D'OUVRAGE »

1. Nous reconnaissons et attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre groupement et de nos sous-traitants n'est, dans l'un des cas suivants :
 - 1.1) être en état ou avoir fait l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, judiciaire, de cessation d'activité ou être dans toute situation analogue résultat d'une procédure de même nature ;
 - 1.2) avoir fait l'objet d'une condamnation prononcée depuis moins de cinq ans par un jugement ayant force de chose jugée pour délit commis dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché ou d'un accord-cadre ;
 - 1.3) en matière professionnelle, avoir commis au cours des cinq dernières années une faute grave à l'occasion de la passation ou de l'exécution d'un marché ou d'un accord-cadre ;
 - 1.4) n'avoir pas rempli nos obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale ou nos obligations relatives au paiement des impôts selon les dispositions légales ;
 - 1.5) figurer sur les listes de sanctions financières adoptées par les Nations Unies et tout autre Partenaire Technique et Financier, dans le cadre de la passation ou de l'exécution d'un marché ou d'un accord-cadre ;
 - 1.6) s'être rendu coupable de fausses déclarations en fournissant les renseignements exigés dans le cadre du processus de passation du Marché ou de l'accord-cadre.
2. Nous attestons que nous ne sommes pas, et qu'aucun des membres de notre groupement et de nos sous-traitants n'est, dans l'une des situations de conflit d'intérêt suivantes :
 - 2.1) actionnaire contrôlant le Maître d'Ouvrage ou filiale contrôlées par le Maître d'Ouvrage, à moins que le conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'Autorité chargée des marchés publics et résolu sa satisfaction ;
 - 2.2) avoir des relations d'affaires ou familiales avec un membre de services du Maître d'Ouvrage impliqué dans le processus de sélection ou le contrôle du marché en résultant, à moins que le



conflit en découlant ait été porté à la connaissance de l'Autorité chargée des marchés publics et résolu à sa satisfaction ;

- 2.3) contrôler ou être contrôlé par un autre soumissionnaire, être placé sous le contrôle de la même entreprise qu'un autre soumissionnaire, recevoir d'un autre soumissionnaire ou attribuer à un autre soumissionnaire directement ou indirectement des subventions, avoir le même représentant légal qu'un autre soumissionnaire, entretenir directement ou indirectement des contacts avec un autre soumissionnaire nous permettant d'avoir et de donner accès aux informations contenues dans nos offres respectives, de les influencer, ou d'influencer les décisions du Maître d'Ouvrage ;
- 2.4) être engagé pour une mission de conseil qui, par sa nature, risque de s'avérer incompatible avec nos missions pour le compte du Maître d'Ouvrage ;
- 2.5) dans le cas d'une procédure ayant pour objet la passation d'un marché de travaux ou de fournitures ou d'un accord-cadre :

i) avoir préparé nous-mêmes ou avoir été associés à un consultant qui a préparé des spécifications, plan, calculs et autres documents utilisés dans le cadre du processus de mise en concurrence considérée ;

ii) être nous-mêmes ou l'une des firmes auxquelles nous sommes affiliées, recrutés, ou devant l'être, par le Maître d'Ouvrage pour effectuer la supervision où le contrôle des prestations dans le cadre du Marché ou de l'accord-cadre.

3. Si nous sommes un établissement public ou une entreprise publique, nous attestons que nous jouissons d'une autonomie juridique et financière et que nous sommes gérés selon les règles du droit commercial.

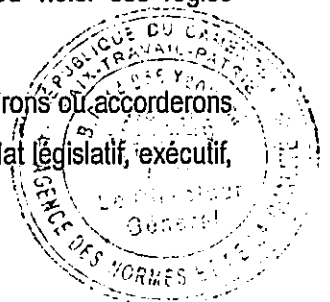
4. Nous nous engageons à communiquer sans délai au Maître d'Ouvrage, qui en informera l'Autorité chargée des Marchés Publics, tout changement de situation au regard des points 1 à 3 qui précèdent.

5. Dans le cadre de la passation et de l'exécution du Marché ou de l'accord-cadre :

5.1) Nous n'avons pas commis et nous ne commettons pas de manœuvres déloyales (actions ou omission) destinée à tromper délibérément autrui, à lui dissimuler intentionnellement des éléments, à surprendre ou vicier son consentement ou à lui faire contourner des obligations légales ou réglementaires et/ou violer ses règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.

5.2) Nous n'avons pas commis et nous ne commettons pas de manœuvres déloyales (actions ou omission) contraires à nos obligations légales ou réglementaires et/ou violer ses règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.

5.3) Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettons, offrons ou accorderons pas directement ou indirectement, à (i) toute personne détenant un mandat législatif, exécutif,



administratif ou judiciaire au sein de l'Etat, qu'elle ait été nommée ou élue, à titre permanent ou non, qu'elle soit rémunérée ou non et quel que soit son niveau hiérarchique, (ii) toute autre personne qui exerce une fonction publique, y compris pour un organisme public ou une entreprise publique, ou qui fournit un service public, ou (iii) toute autre personne définie comme agent public dans l'Etat, un avantage indu de toute nature, pour lui-même ou pour une autre personne ou entité, afin qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte dans l'exercice de ses fonctions officielles.

- 5.4) Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettons, offrirons ou accorderons pas directement ou indirectement, à toute personne qui dirige une entité du secteur privé ou travaille pour une telle entité, en quelque qualité que ce soit, un avantage indu de toute nature, pour elle-même ou pour une autre personne ou entité, afin qu'elle accomplisse ou s'abstienne d'accomplir un acte de violation de ses obligations légales contractuelles ou professionnelles.
- 5.5) Nous n'avons pas promis, offert ou accordé et nous ne promettons pas d'acte susceptible d'influencer le processus de passation du Marché ou de l'accord-cadre au détriment du Maître d'Ouvrage et notamment, aucune pratique anticoncurrentielle ayant pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence, notamment en tendant à limiter l'accès au Marché ou de libre exercice de la concurrence par d'autres entreprises.
6. Nous-mêmes, les membres de notre groupement et nos sous-traitants autorisons, le Maître d'ouvrage à examiner les documents et pièces comptables relatifs à la passation et l'exécution du Marché ou de l'accord-cadre et à les soumettre pour vérification aux auditeurs désignés par l'ARMP.

Signature :

Nom : _____

Dûment habilité à signer l'offre pour et au nom de : _____

En date du _____



République du Cameroun
Paix – Travail – Patrie

Agence des Normes et de la Qualité

Direction Générale



Republic of Cameroon
Peace – Work – Fatherland

Standards and Quality Agency

Directorate General

**MAITRE D'OUVRAGE : LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE
DES NORMES ET DE LA QUALITE**

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

DOSSIER DE CONSULTATION

**N°004/DC/ANOR/CIPM/2025 du 14/07/2025 EN PROCEDURE DE GRE A
GRE POUR LA FOURNITURE ET INSTALLATION DES PANNEAUX
SOLAIRES ET DES GROUPES ELECTROGENES A L'AGENCE DES
NORMES ET DE LA QUALITE (ANOR)**

FAISANT SUITE A L'AUTORISATION DE GRE A GRE PAR LETTRE N°04186-
25/L/PR/MINMAP/SG/DGMAS/DMAG/CE2/CEA5/NM DU 27/05/2025

FINANCEMENT : BUDGET DE FONCTIONNEMENT DE L'ANOR, EXERCICE 2025

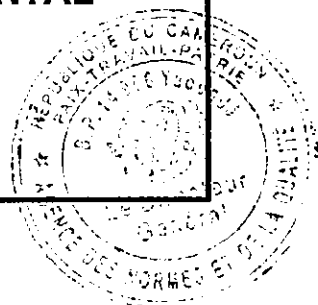
IMPUTATION : 59-39-004-01-05-01-000006

EXERCICE 2025

DOSSIER DE CONSULTATION

PIECE N°12. ENGAGEMENT SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

Juillet 2025



INTITULE DE L'APPEL D'OFFRES : _____

LE « SOUMISSIONNAIRE »
A MONSIEUR LE « Maître d'Ouvrage »

Dans le cadre de la passation et de l'exécution du Marché :

- 1) Nous nous engageons à respecter et à faire respecter par les membres de notre groupement, l'ensemble de nos sous-traitants les normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et les conventions internationales pour la protection de l'environnement en cohérence avec les lois et règlement applicables au Cameroun.
- 2) En outre, nous nous engageons également à mettre en œuvre les mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux, dans la notice d'impact environnemental et social fournie par le Maître d'Ouvrage.
- 3) Nous-mêmes, les membres de notre groupement et nos sous-traitants autorisons, le Maître d'ouvrage à examiner les documents et pièces comptables relatifs à la passation et l'exécution du Marché et à les soumettre pour vérification aux auditeurs désignés par l'ARMP.

Signature :

Nom : _____

Dûment habilité à signer l'offre pour et au nom de : _____

En date du _____



République du Cameroun
Paix – Travail – Patrie

Agence des Normes et de la Qualité

Direction Générale



Republic of Cameroon
Peace – Work – Fatherland

Standards and Quality Agency

Directorate General

**MAITRE D'OUVRAGE : LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE
DES NORMES ET DE LA QUALITE**

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

DOSSIER DE CONSULTATION

**N°004/DC/ANOR/CIPM/2025 du 14/07/2025 EN PROCEDURE DE GRE A
GRE POUR LA FOURNITURE ET INSTALLATION DES PANNEAUX
SOLAIRES ET DES GROUPES ELECTROGENES A L'AGENCE DES
NORMES ET DE LA QUALITE (ANOR)**

FAISANT SUITE A L'AUTORISATION DE GRE A GRE PAR LETTRE N°04186-
25/L/PR/MINMAP/SG/DGMAS/DMAG/CE2/CEA5/NM DU 27/05/2025

FINANCEMENT : BUDGET DE FONCTIONNEMENT DE L'ANOR, EXERCICE 2025

IMPUTATION : 59-39-004-01-05-01-000006

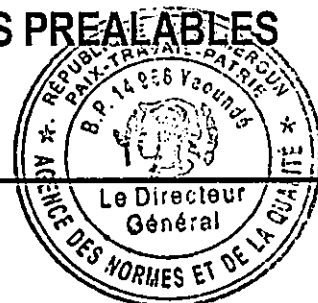
EXERCICE 2025

DOSSIER DE CONSULTATION

PIECE N°13.

VISA DE MATURITE OU JUSTIFICATIFS DES ETUDES PREALABLES

Juillet 2025





Justificatif de l'acquisition des panneaux solaires et des groupes électrogènes à l'Agence des Normes et de la Qualité (ANOR)

1. Contexte et justification du Besoin

L'Agence des Normes et de la Qualité (ANOR), au quotidien, se retrouve confrontée à un réel problème d'instabilité de l'énergie électrique pouvant engendrer des dommages sur les appareils très importants, pire la perte des données des équipements très importants et sensibles tels que les serveurs qui sont des appareils clés et indispensables et pour lesquels l'alimentation électrique ne doit pas connaître une interruption.

Dans le souci de mener à bien ses missions stratégiques et opérationnelles, de palier à la mauvaise qualité de l'énergie électrique surtout sa précarité et alléger les ressources allouées au règlement des factures d'énergie conventionnelles, L'Agence des Normes et de la Qualité (ANOR) dans son budget de fonctionnement de l'exercice 2025 a prévu une ligne budgétaire d'un montant de deux cent millions (200 000 000) FCFA afin de se doter de panneaux solaires et des groupes électrogènes comme source d'énergie secondaire. Cette dotation permettra à l'Agence d'assurer une fourniture d'énergie électrique fiable, disponible et sans interruption au siège de la Direction Générale (Bâtiment principal et Annexe) durant les phases où le délestage aura élu domicile.

2. Objectifs

Il sera question pour ces nouveaux équipements d'assurer une continuité d'alimentation en énergie au siège de la Direction Générale de l'ANOR lorsqu'il y'aura coupure d'énergie électrique. Plus spécifiquement, les batteries de stockages seront prêtes à restituer l'énergie en cas de coupure d'énergie ENEO, l'énergie supplémentaire produite par les panneaux solaires et groupes électrogènes alimentera en permanence certaines charges électriques telles que l'éclairage des bureaux. Enfin ces nouveaux équipements auront pour but principal d'alimenter prioritairement les appareils sensibles de production et certains bureaux du staff management de l'ANOR.

3. Résultats attendus

Ils porteront sur les points suivant :

- Travaux préparatoires (Installation du chantier, études d'implantation des équipements, élaboration du projet d'exécution et du plan de recollement, fourniture et pose des supports devant accueillir le nouvel équipement) ;
- Acquisition des équipements principaux (panneaux solaires, groupes électrogènes, armoire de contrôle et batterie de stockages) ;
- Câblage électrique ;



- Installation appareillage de protection électrique du système et chemin de câbles ;
- Système de mise à la terre ;
- Formation d'un personnel technique dédié de l'ANOR à l'utilisation des équipements.

Avec pour résultat

- Disponibilité d'une source d'énergie électrique secondaire à l'immeuble siège de l'ANOR ;
- Personnel formé à la maintenance des nouvelles installations déployées ;
- Service disponible ;
- Documentation.

4. Délai de livraison

Le délai de livraison est de trois (03) mois

5. Profil et qualification du personnel technique d'encadrement

Un minimum requis de :

- **Un Conducteur des travaux** (Ingénieur des travaux, Bac+3 en Génie Electrique/Electromécanique énergie renouvelable ou équivalent. Avec une expérience professionnelle minimale de cinq (05) ans dans la conduite de la fourniture et installation des équipements électriques avec trois (03) missions similaires en qualité de Conducteur des travaux)
- **Un Chef chantier** (Technicien supérieur, Bac+2 en électrotechnique, énergie renouvelable ou équivalent. Avec une expérience professionnelle minimale de trois (03) ans dans la conduite de la fourniture et installation des équipements électriques avec deux (02) missions similaires en qualité de Chef chantier) ;
- **Un Responsable QHSE** (Environnementaliste ou équivalent, Bac+3 au moins QHSE ou équivalent. Avec une expérience professionnelle minimale de trois (03) ans pour le suivi permanent du contrôle qualité des travaux relevant de son domaine de compétence et ayant deux (02) missions similaires en qualité de Responsable QHSE).

6. Service après-vente et garantie

Une garantie minimale de six (06) mois doit être accordée sur les pièces et les composants des équipements installées, avoir au moins un personnel technique disponible pour assurer la maintenance des équipements en cas de besoin durant la période de garantie et les pièces de rechanges pour les équipements les nécessitant.

7. Formation

7.1 Consistance de la formation

Le contractant dans l'exécution de sa mission, prendra en charge tous les frais (logistique de la formation et prise en charge du personnel) relatifs à la formation de trois (03) employés de l'ANOR. Cette formation visera à leur transmettre le savoir théorique et pratique nécessaire pour :

- La prise en main des nouveaux équipements déployée ;
- La maintenance préventive, curative et évolutive des panneaux solaires et groupes électrogènes.

Chacun d'eux devra bénéficier de trois (03) jours de formation dont un (01) jour pour la formation théorique et deux (02) jours pour la formation pratique.



7.2 Mode de formation

La formation se déroulera en présentielle.

7.3 Livrables de la formation

- Rapports de formation
- Fiches de présence
- Support pédagogique
- Support de cours pour apprenants

8. Spécifications techniques

8.1. Panneaux solaires

Panneaux solaires

50KW hybrid power conversion unit, IEC

- Onduleur centralise 50KVa 3P+N
- Licence de 5 ans pour monitoring à distance via la plateforme du fabricant (ANOR doit prévoir la connexion Internet);
- Compatible avec batterie pylontech
- Transformateur d'isolement inclus
- Régulateur solaire MpptDD-DC 50 wc intégré
- Couplage Ge/Eneo oui
- Protection AC et DC inclus
- Pmax = 110% de Pnom 20 sec

Armoire de contrôle ECC 50 kw protection AC

- Licence e fonctionnement à vis pour les automates de l'armoire ECC
Power Cube M2 Battery Rack 62kwh

Câbles électriques

Fournitures et pose câbles et accessoires de branchement

Câble solaire 1x6mm² (noir)

câble extra souple (Noir et Rouge)1*95mm²

câble extra souple (Noir et Rouge)1*70mm²

câble extra souple (Noir et Rouge)1*50mm²

câble extra souple1 x 16 mm² – Vert/Jaune

câble extra souple1 x 6 mm² – Vert/Jaune

Accessoires d'installation (domino, vis, scotch électrique, scotch papier...)

Gaine ou fourreau, Goulotte

Cosse Tubulaire 952Cosse Tubulaire 702

Cosse Tubulaire 502

Appareillage de protection électrique du système et chemin de câbles

Fourniture et pose appareillage de protection électrique du Appareillage de protection électrique du système et chemin de câble

- Coffret de gestion et de répartition des circuits électriques en CC
- Barrette de terre
- Coffret de distribution basse tension compteur



- Compteur d'énergie principale

Système de mise à la terre

- Cuivre nu 29mm²
- Piquet de terre
- Barrette de terre
- Coffret de distribution basse tension compteur

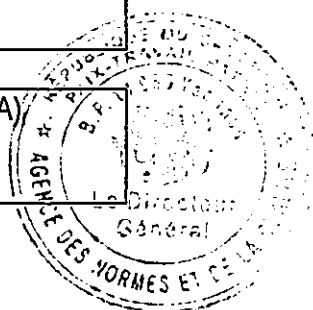
8.2. Groupes électrogènes

8.2.1 Groupe électrogènes de 65 KVA

- Puissance apparente 65KVA
- Puissance utile : 52 KW Tension normale 400V = 3 ph + N
- 230 V = 1ph + N
- Fréquence d'entrée : 50 HZ
- Disjoncteur : 4 pôles
- Vitesse : 1500tr/min
- Batterie de démarrage
- Tableau de contrôle
- Silencieux d'échappement
- Inverseur de sources automatiques CTI 100

8.2.2 Groupe électrogènes de 100 KVA

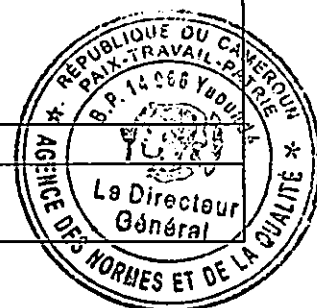
Désignation		Spécifications Techniques	
1	Description Générale		
	Modèle	GSW115P	
	Moteur	1104D-E44TAG2 (Stage IIIA)	
	Alternateur	ECP 34 2S	
	Démarrage manuel ou automatique	Oui	
	Livré avec liquides moteur et batterie	Oui	
	Tension nominale	400 V triphasé + neutre	
	Fréquence nominale	50 hz	
	Facteur de puissance	0,8	
	Vitesse de rotation nominale	1500 tr/min	
	Intensité maximum disponible	168.00 A	
	Longueur	2414 mm	
	Largeur	1087 mm	
	Hauteur	1683 mm	
	Poids	1500 kg (hors remorque)	
2	Puissances		
	Puissance	kVA	kVe
	Nominale - PRP	106.00	83.00
	Secours - LTP	116.10	91.70
3	Caractéristiques générales		
	Modèle	1104D-E44TAG2 (Stage IIIA)	
	Type de refroidissement	Eau	
	Radiateur attelé avec ventilateur mécanique	/	



Désignation		Spécifications Techniques
Type d'aspiration		Turbo
Vitesse de rotation		1500 tr/min
Nombre de cylindres		4
Disposition des cylindres		En ligne
Cylindrée		4400 cm ³
Course		127 mm
Alésage		105 mm
Vitesse de pistons		6.35 m/s
Taux de compression		18.30
Type de régulation de vitesse		Electronique
Variation de vitesse en régime stable		0.50 %
Puissance mécanique nette PRP		92.10 KWm
Puissance mécanique nette LTP		101.60 KWm
Impact de charge maximum (% de PRP)		70
4	Consommation de carburant	
Consommation à 100% de PRP		24.50 l/h
Consommation à 75% de PRP		19.80 l/h
Consommation à 50% de PRP		13.20 l/h
Consommation à 25% de PRP		0.00 l/h
Conso spécifique à 100% de PRP		212.00 g/KWh
5	Système de lubrification	
Capacité du carter d'huile		10.00 L
Consommation d'huile à 100% de PRP		0.30 % de cons carburant
6	Admission / Refoulement d'air	
Débit d'air de combustion (PRP)		385 m ³ /h
Débit d'air de combustion (LTP)		393 m ³ /h
Débit d'air de refroidissement (PRP)		9108.00 m ³ /h
Débit d'air de refroidissement (LTP)		9108.00 m ³ /h
Débit des gaz d'échappement (LTP)		992.00 m ³ /h
Température des gaz d'échappement (LTP)		506°C
7	Système électrique	
Tension des batteries de démarrage		12.00 Volt
Capacité des batteries de démarrage		70.00 Ah
Capacité de l'alternateur de charge		65.00 Ah
8	Accessoires /Equipements complémentaires	
Pompe de vidange manuelle.		Oui
Système de préchauffage du moteur alimenté en 230 V (seulement pour groupe avec coffret automatique).		Oui
Grilles de protection du ventilateur et des parties tournantes.		Oui
9	Alternateur	
Marque		MECCALTE
Modèle		ECP 34 2S
Nombre de phases		3
Type		Synchrone
Nombre de pôles		4 pôles, pas 23



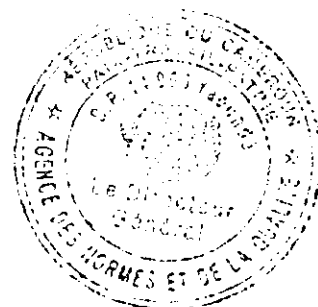
Désignation		Spécifications Techniques
	Classe d'isolement	H
	Classe de température	H
10	Caractéristiques électrique	
	Puissance prp à 27°C	105 kVA
	Puissance ltp à 27°C	116 kVA
	Tension nominale	400 Volt
	Fréquence nominale	50 Hz
	Facteur de puissance	0.8
	Rendement à 3/4 de PRP	92.50%
	Rendement à 4/4 de PRP	92.20%
	Capacité de court-circuit	300.00 % de In
	Altitude de référence	<1000 m
	Réactance longitudinale transitoire saturée (X'D)	15.40%
	Réactance longitudinale subtransitoire saturée (X''D)	4.99%
	Réactance longitudinale synchrone non saturée (XD)	236.90%
	Réactance transversale synchrone non saturée (XQ)	154.10%
	Taux d'harmonique à vide (TGH/THC)	2.80%
	Forme d'onde : NEMA = TIF - TGH/THC	40.00%
	Forme d'onde : CEI = FHT - TGH/THC	2.00
11	Régulation de tension et excitation	
	Type d'excitation	MAUX
	Modèle de régulateur de tension	Electronique DSR
	Variation de tension en régime	1.00 %
12	Caractéristiques mécanique	
	Degré de protection IP	23
	Montage	Mono palier
	Type de construction	Abrité, grillagé
	Enroulement	Standard
	Volume d'air de refroidissement	19 m3/min
	Accouplement direct par disques flexibles	Oui
13	Châssis	
13.1	Caractéristiques générales	Oui
	Structure en acier monobloc mécano soudée. Renforts latéraux. Support de fixation du radiateur de refroidissement. Traverse et cales de mise à niveau du moteur et de l'alternateur. Anneaux de levage. Ensemble moteur + alternateur accouplé par disque flexible et flasque de protection. Rétention des fluides moteur: carburant, huile, liquide de refroidissement. Pieds de fixation permettant la manutention par chariot élévateur ou transpalette.	
13.2	Plots anti vibratiles	Oui
	2 Plots anti-vibratiles installés entre le moteur et le châssis.	



Désignation		Spécifications Techniques
	2 Plots anti-vibratiles installés entre l'alternateur et le châssis	
13.3	Réservoir de carburant	Oui
	Réalisé en polypropylène haute densité de capacité : 209 litres. Equipé d'un large bouchon de remplissage, de 2 piquages 1" et d'un bouchon de vidange. Sonde électrique de niveau proportionnelle et contact de niveau bas. Event de décompression. Vanne carburant trois voies pour le raccordement rapide à un réservoir externe en cas de chantier de longue durée.	
14	Capotage insonorisant	
14.1	Caractéristiques générales	Oui
	Pressions sonores : 79 dB à 1m 67 dB à 7m 64 dB à 10m Puissance acoustique : 97 LWA Niveau sonore mesuré selon la norme NF EN ISO 3744 : 2012. Il est composé d'une structure métallique, de panneaux acoustiques, d'entrée et sortie d'air et de silencieux d'échappement résidentiel intégré au capotage. Un arceau et anneaux de manutention largement dimensionnés pour une manutention aisée.	
14.2	Parois	Oui
	Panneaux modulaires en acier électro-zingué pliés à la presse. Revêtement époxy couleur vert Doublage en laine minérale insonorisante type Spintex - HP 353-144. Réaction au feu : M0. Epaisseur : 40mm. Densité moyenne : 144Kg/m3. Température d'emploi : Jusqu'à 750 °C en régime continu	
14.3	Portes et accès	Oui
	Pour la gamme de 10 à 220 KVA, 2 portes acoustiques sont installées de part et d'autre du capotage afin d'offrir un accès aisé au groupe électrogène lors de la maintenance. Une porte d'accès au tableau de contrôle commande est installée sur le côté du capotage. Une vitre intégrée permet la visualisation de la carte de contrôle porte	



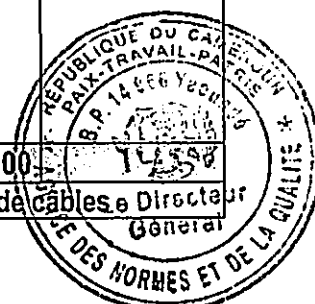
Désignation	Spécifications Techniques
<p>fermée.</p> <p>Des réservations sont disponibles pour le passage des câbles et les canalisations de carburant.</p> <p>Un système de serrure à clé Pass permet l'ouverture et fermeture des portes.</p>	
<p>15 Equipements supplémentaires</p>	<p>Oui</p>
<p>Un bornier de puissance est disponible pour une utilisation de la puissance totale de la machine. Ces connexions sont protégées par une porte en plexiglass.</p> <p>Kit de 5 prises avec disjoncteurs différentiels de protection : prises homologuées CE, protégées chacune par un disjoncteur adapté et qui permettent de connecter facilement les machines à alimenter.</p> <p>Indice de protection = IP44</p> <p>Détails des prises :</p> <p>1 prise 3P + N + T de 63A</p> <p>1 prise 3P + N + T de 32A</p> <p>1 prise 3P + N + T de 16A</p> <p>1 prise 2P + T de 16A</p> <p>1 prise SCHUKO 2P + T de 16A</p> <p>Un piquet de terre galvanisé est fourni pour permettre le raccordement du groupe sur le site d'utilisation.</p>	



9. Coûts estimatif de l'acquisition du nouveau matériel

Dans le cadre de cette prestation, l'Agence des Normes et de la Qualité (ANOR), après accord du Conseil d'Administration dispose d'une ligne budgétaire de deux-cent millions (200 000 000) FCFA TTC, couvrant l'ensemble des prestations attendues, y compris la formation du personnel technique dédié.

N°	Désignation	Unité	Quantité	Prix unitaire HT	Prix unitaire Total
Prix 100	Travaux préparatoires				
101	Installation du chantier et études d'implantation des équipements	FF	1		
102	Elaboration du projet d'exécution et du plan de recollement	FF	1		
103	F et pose armature support de fixation des panneaux PV en acier galvanisé y compris peinture glycérophthalique et autres accessoires	FF	1		
	SOUS-TOTAL PRIX 100				
Prix 200	Equipements principaux				
201	Panneaux solaires	U	18		
202	Groupes électrogènes 100 KVA	U	1		
203	Groupes électrogènes 65 KVA	U	2		
204	Armoire de contrôle	U	1		
205	POWER Cubbe M2 Battery Back 62	U	1		
	SOUS-TOTAL PRIX 200				
Prix 300	Câbles électriques				
301	Fourniture et pose câbles et accessoires de branchement Câble solaire 1x6mm 2 (noir) câble extra souple (Noir et Rouge)1*95mm 2 câble extra souple (Noir et Rouge)1*70mm 2 ENS 1 5 000 000 5 000 000 câble extra souple (Noir et Rouge)1*50mm 2 câble extra souple 1 x 16 mm 2 – Vert/Jaune câble extra souple 1 x 6 mm 2 – Vert/Jaune Accessoires d'installation (domino, vis, scotch électrique, scotch papier...) Gaine ou fourreau, Goulotte Cosse Tubulaire 95 2 Cosse Tubulaire 70 2 Cosse Tubulaire 50 2	ENS	1		
	SOUS-TOTAL PRIX 300				
Prix 400	Appareillage de protection électrique du système et chemin de câbles				



401	F et pose appareillage de protection électrique du Appareillage de protection électrique du système et chemin de câble -Coffret de gestion et de répartition des circuits électriques en CC -Barrette de terre -Coffret de distribution basse tension compteur -Compteur d'énergie principale	ENS	1		
SOUS-TOTAL PRIX:400					
Prix 500	Système de mise à la terre				
501	Système de mise à la terre -Cuivre nu 29mm 2 -Piquet de terre -Barrette de terre -Coffret de distribution basse tension compteur	ENS	1		
SOUS-TOTAL PRIX:500					
Prix 600	Formation d'un personnel technique				
601	Formation d'un personnel technique pour le suivi et la maintenance du système	FF	1		
SOUS-TOTAL PRIX:600					

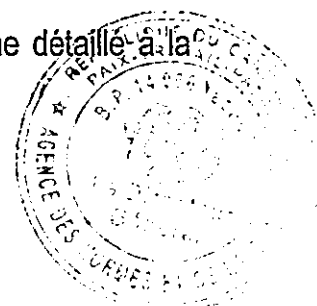
MONTANT HORS TVA	
TVA (19,25% HT)	
IR (2,2%)	
MONTANT NET A PERCEVOIR (NAP)	
MONTANT TTC	

10. Conclusion

L'acquisition des panneaux solaires et des groupes électrogènes à l'Agence des Normes et de la Qualité (ANOR) est une solution idoine pour résoudre l'équation de l'instabilité et de l'absence de l'énergie électrique. Il est clair que cette source d'énergie secondaire, stable et fiable, permettra à l'Agence d'atteindre aisément ses objectifs stratégiques et opérationnels.

Pour la fourniture de ce nouveau matériel, au lieu de la concurrence, le Directeur Général de l'ANOR, en date du 15 mai 2025, a sollicité auprès du Ministre Délégué à la Présidence de la République chargé des Marchés Publics, une autorisation de gré à gré qu'elle a obtenu.

Ainsi la Commande sera restreinte à trois (03) entreprises spécifiques comme détaillé à la pièce zéro (0) du Dossier de Consultation.



République du Cameroun
Paix – Travail – Patrie

Agence des Normes et de la Qualité

Direction Générale



Republic of Cameroon
Peace – Work – Fatherland

Standards and Quality Agency

Directorate General

**MAITRE D'OUVRAGE : LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE
DES NORMES ET DE LA QUALITE**

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

DOSSIER DE CONSULTATION

**N°004/DC/ANOR/CIPM/2025 du 14/07/2025 EN PROCEDURE DE GRE A
GRE POUR LA FOURNITURE ET INSTALLATION DES PANNEAUX
SOLAIRES ET DES GROUPES ELECTROGENES A L'AGENCE DES
NORMES ET DE LA QUALITE (ANOR)**

FAISANT SUITE A L'AUTORISATION DE GRE A GRE PAR LETTRE N°04186-
25/L/PR/MINMAP/SG/DGMAS/DMAG/CE2/CEA5/NM DU 27/05/2025

FINANCEMENT : BUDGET DE FONCTIONNEMENT DE L'ANOR, EXERCICE 2025

IMPUTATION : 59-39-004-01-05-01-000006

EXERCICE 2025

DOSSIER DE CONSULTATION

PIECE N°14.

**LISTE DES ETABLISSEMENTS BANCAIRES ET ORGANISMES
FINANCIERS**

Juillet 2025



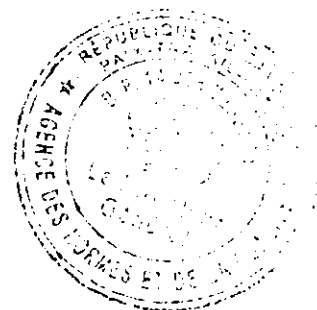
**LISTE DES ETABLISSEMENTS BANCAIRES ET ORGANISMES
FINANCIERS HABILITES A EMETTRE DES CAUTIONS DANS LE CADRE
DES MARCHES PUBLICS**

I- BANQUES

1. Afriland First Bank
2. AGF Banque Cameroun
3. Banque Gabonaise pour le Financement International (BGFI BANK)
4. Banque International du Cameroun pour l'Epargne et le Crédit
5. CITI Bank
6. Commercial Bank of Cameroon
7. Ecobank
8. National Financial Credit Bank
9. Société Camerounaise de Banque au Cameroun
10. Société Générale de Banque au Cameroun
11. Standard Chartered Bank Cameroon
12. Union Bank of Cameroon
13. United Bank for Africa.
14. Banque Camerounaise des Petites et Moyennes Entreprises (BC-PME), B.P. 12962 Yaoundé ;
15. Bank Of Africa Cameroun (BOA Cameroun), B.P. 4593 Douala
16. Bange Bank Cameroun
17. CCA Bank

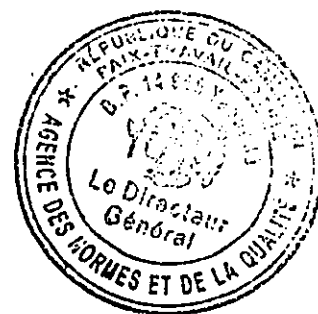
II- Compagnies d'assurances

18. Chanas assurances;
19. Activa Assurances
20. AGF Assurances Cameroun S .A., B.P. 2933 Douala ;
21. Zénithe Insurance S.A. ;
22. Pro-Assur S.A ;
23. Aréa Assurances S.A, B.P . 1531 Douala ;



24. Bénéficial General Insurance S .A., B.P. 2328 Douala ;
25. CPA S.A., B.BP. 54Douala ;
26. NSIA Assurances S.A., B.P. 2759 Douala ;
27. SAAR S.A., B.P. 1011 Douala ;
28. Saham Assurances S.A., B.P. 11315 Douala
29. Royal Onyx Insurance
30. Sunu Assurances

NB : Cette liste étant évolutive, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage devra s'assurer d'insérer la liste en vigueur lors de l'élaboration du DC suivant les directives du Ministre en charge des finances.



République du Cameroun

Paix – Travail – Patrie

Agence des Normes et de la Qualité

Direction Générale



Republic of Cameroon

Peace – Work – Fatherland

Standards and Quality Agency

Directorate General

**MAITRE D'OUVRAGE : LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE
DES NORMES ET DE LA QUALITE**

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

DOSSIER DE CONSULTATION

**N°004/DC/ANOR/CIPM/2025 du 14/07/2025 EN PROCEDURE DE GRE A
GRE POUR LA FOURNITURE ET INSTALLATION DES PANNEAUX
SOLAIRES ET DES GROUPES ELECTROGENES A L'AGENCE DES
NORMES ET DE LA QUALITE (ANOR)**

FAISANT SUITE A L'AUTORISATION DE GRE A GRE PAR LETTRE N°04186-
25/L/PR/MINMAP/SG/DGMAS/DMAG/CE2/CEA5/NM DU 27/05/2025

FINANCEMENT : BUDGET DE FONCTIONNEMENT DE L'ANOR, EXERCICE 2025

IMPUTATION : 59-39-004-01-05-01-000006

EXERCICE 2025

DOSSIER DE CONSULTATION

PIECE N°15. SOUMISSION EN LIGNE

Juillet 2025





LA PROCEDURE DE SOUMISSION EN LIGNE

Pour soumissionner en ligne, le prestataire doit suivre les quatre étapes ci-après :

Étape 1 : Enregistrement de l'Entreprise dans la plateforme COLEPS

- Se connecter à COLEPS à partir de l'adresse <https://www.marchespublics.cm> ou <https://www.publicscontrats.cm> ;
- Aller dans l'onglet « *Enregistrement des soumissionnaires* » et renseigner minutieusement le formulaire de demande ;
- Imprimer le formulaire de demande renseigné et généré par le système ;
- Faire signer le formulaire de demande par le Chef de Structure et y apposer le cachet de l'entreprise ;
- Déposer le formulaire dûment renseigné et formalisé au MINMAP accompagné des pièces suivantes :
 - i) Photocopie d'une Attestation de Non Faillite (datant de moins de 3 mois) ;
 - ii) Photocopie du Registre de Commerce ;
 - iii) Photocopie de la Domiciliation Bancaire ;
 - iv) Photocopie de l'Attestation de Conformité Fiscale (datant de moins de 3 mois).

Acquisition du Certificat Électronique

- Retirer le formulaire de Demande de Certificat disponible au MINMAP ou le télécharger sur le site de l'ANTIC à l'adresse <http://www.camgovca.cm> dans la rubrique « *Demande de Certificats (Entreprise)* » ;
- Remplir le formulaire et le déposer au MINMAP accompagné des pièces suivantes :
 - i) Reçu de paiement des frais d'acquisition de Certificat Électronique d'un montant de 50.000 FCFA à verser dans le compte de l'ANTIC auprès de SCB Cameroun sous le numéro 10002 00031 12493593150 94;
 - ii) Une Photocopie de la CNI du demandeur du certificat.
- S'enrôler auprès de l'opérateur MINMAP et récupérer le récépissé de demande de Certificat ;
- Se connecter à l'adresse <http://www.camgovca.cm/fr/operations-certificats.html> et télécharger dans un support amovible (vierge) le Certificat Électronique à partir des informations (Numéro de référence et Code d'autorisation) contenues dans le récépissé

(Bien conserver le mot de passe pour les connexions à COLEPS).

Étape 3 : Enregistrement du Certificat Électronique dans COLEPS

- Se connecter à COLEPS à partir de l'adresse <https://www.marchespublics.cm> ou



<https://www.publicscontrats.cm> ;

- Aller dans l'onglet « Enregistrement des soumissionnaires », puis la rubrique

« Enregistrement nouveau / Certificat supplémentaire » ; identifier l'entreprise à partir du numéro de Registre de Commerce, puis ajouter le Certificat après avoir minutieusement renseigné le formulaire.

Assistance technique

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 237 084/677 006 110 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.

